

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (90)24

Vol. 1990/0008

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COM(90)24

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/69/90

Délai: JEUDI 1er FEVRIER 1990 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Accord de coopération CEE/Finlande

- programme de recherche et développement : métrologie appliquée et analyses chimiques (BCR)

Proposition de M. PANDOLFI et ANDRIESSEN

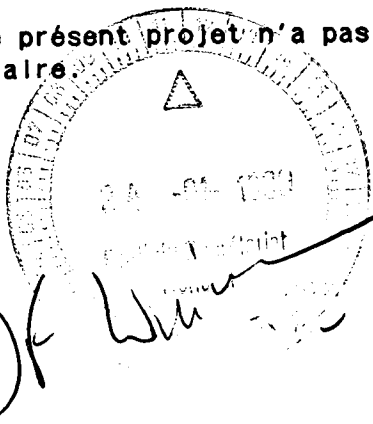
Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR),
accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire

Le présent projet vise à conclure l'accord-cadre de coopération scientifique et technique avec la Communauté et la république de Finlande en vue de favoriser l'amélioration du potentiel scientifique et technique européen.

Selon les indications du service responsable, le présent projet n'a pas d'incidences financières sur le budget communautaire.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. FASELLA, KRENZLER, BRAUN, DEGIMBE, LEGRAS, BRINKHORST,
CARPENTIER, MANIATOPOULOS, MINGASSON, de MOOR, MAYHEW, DEWOST

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

- I. Directions générales responsables : XII
: I

Services associés :

- pour accord -

- D.G. III : accord
D.G. V : accord
D.G. VI : accord
D.G. XI : accord
D.G. XIII : accord
D.G. XVII : accord
D.G. XIX : accord
D.G. XX : accord

- pour avis -

- Service juridique : avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification du
texte).

- II. Langue (original : E)

- III. Consultation : du Parlement européen : obligatoire en vertu de l'article
130 § 2.

: du C.E.S. : - idem -

A défaut de réception des versions linguistiques manquantes avant l'échéance,
la procédure écrite sera suspendue.

COMMUNICATION A LA COMMISSION

Objet : Accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

Proposition de MM. Pandolfi et Andriessen

La Commission est invitée à approuver le projet d'exposé des motifs et la proposition de décision du Conseil ci-joints relatifs à la conclusion de l'accord de coopération en objet, et à les transmettre au Conseil.

Les motifs qui justifient la proposition de décision du Conseil figurent dans l'exposé des motifs.

Historical Archives of the European Commission

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

(Présentée par la Commission)

Historical Archives of the European Commission

EXPOSE DES MOTIFS

Objet : Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

1. Par sa décision du 29 juin 1988, le Conseil a adopté un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR, 1988 à 1992). L'article 4 de cette décision autorise la Commission à négocier des accords avec des pays tiers, en particulier avec les pays européens qui ont conclu des accords-cadres de coopération scientifique et technique avec la Communauté, en vue de les associer au programme, totalement ou en partie.

2. Au titre de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés européennes et la république de Finlande, dont la conclusion au nom de la Communauté a été approuvée par décision du Conseil du 9 février 1987, la Finlande a exprimé son désir de coopérer à la mise en oeuvre du programme précité.

3. Considérant que l'association de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire peut être source de profit mutuel et peut favoriser l'amélioration du potentiel scientifique et technique européen, la Commission a négocié un projet d'accord de coopération avec la Finlande.

4. Le projet d'accord, annexé à la proposition de décision du Conseil ci-jointe, prévoit :

- l'association de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire;
- une contribution financière de la Finlande pour le financement des travaux qui seront réalisés sous le couvert de contrats de recherche, et des dépenses de gestion et de fonctionnement pour le programme communautaire; cette contribution financière est proportionnelle au produit intérieur brut de la Finlande;
- le droit pour des personnes et des organismes de recherche finlandais de présenter des propositions de recherche et de conclure les contrats de recherche correspondants avec la Commission;
- l'élargissement du comité consultatif de gestion et de coordination (CGC) (normes et standards scientifiques et technologiques) à des représentants finlandais.

5. Compte tenu de la nature de la coopération, toute dépense additionnelle au budget communautaire (ligne budgétaire 7335) résultant de la mise en oeuvre de ce projet d'accord sera couverte par la contribution financière de la Finlande.

Les fonds payés par la Finlande seront crédités au budget communautaire (article budgétaire 602).

6. La Commission propose au Conseil d'adopter la proposition de décision jointe en annexe.

Historical Archives of the European Commission

Proposition de
DECISION DU CONSEIL

concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 130 Q paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission⁽¹⁾,

en coopération avec le Parlement européen⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social⁽³⁾,

considérant que, par sa décision n° 88/418/CEE⁽⁴⁾ le Conseil a adopté un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 à 1992); que l'article 4 de cette décision autorise la Commission à négocier des accords avec des pays tiers, en particulier avec les pays européens qui ont conclu des accords-cadres de coopération scientifique et technique avec la Communauté en vue de les associer au programme totalement ou en partie;

(1) JO n° C ...

(2) JO n° C ...

(3) JO n° C ...

(4) JO n° L 206 du 30.7.1988, p. 29.

considérant que, par sa décision n° 87/177/CEE⁽¹⁾, le Conseil a approuvé au nom de la Communauté économique européenne la conclusion de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés européennes et, notamment, la république de Finlande;

considérant qu'il convient d'approuver l'accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques,

DECIDE :

Article premier

L'accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques, est approuvé au nom de la Communauté économique européenne.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision.

Article 2

Le président du Conseil procède à la notification visée à l'article II de l'accord.

Fait à ...

Par le Conseil
Le Président

⁽¹⁾ JO n° L 71 du 14.3.1987, p. 29.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LES COMMUNAUTES EUROPEENNES
ET LA REPUBLIQUE DE FINLANDE RELATIF A UN PROGRAMME DE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE DANS LE
DOMAINE DE LA METROLOGIE APPLIQUEE ET DES ANALYSES CHIMIQUES (BCR)

Historical Archives of the European Commission

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LES COMMUNAUTES EUROPEENNES
ET LA REPUBLIQUE DE FINLANDE RELATIF A UN PROGRAMME DE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE DANS LE
DOMAINE DE LA METROLOGIE APPLIQUEE ET DES ANALYSES CHIMIQUES (BCR)

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, ci-après dénommée "la Communauté",
et

LA REPUBLIQUE DE FINLANDE, ci-après dénommée "la Finlande",

toutes deux ci-après dénommées "les parties contractantes",

considérant que, par sa décision du 29 juin 1988, le Conseil des Communautés européennes, ci-après dénommé "le Conseil", a adopté un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 à 1992), ci-après dénommé "le programme communautaire";

considérant que les parties contractantes ont conclu un accord-cadre de coopération scientifique et technique qui est entré en vigueur le 17 juillet 1987;

considérant que l'association de la Finlande au programme communautaire peut contribuer au renforcement des recherches effectuées par les parties contractantes dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques, et peut éviter tout double emploi inutile;

considérant que les parties contractantes s'attendent à tirer un bénéfice mutuel de l'association de la Finlande au programme communautaire,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article premier

La Finlande est associée par le présent accord, à partir du 1er janvier 1989, à la mise en oeuvre du programme communautaire décrit à l'annexe A.

Article 2

La contribution financière de la Finlande résultant de son association à la mise en oeuvre du programme communautaire est fixée proportionnellement au montant disponible chaque année dans le budget général des Communautés européennes pour les crédits d'engagement destinés à faire face aux obligations financières de la Commission des Communautés européennes, ci-après dénommée "la Commission", résultant des travaux à effectuer dans le cadre de contrats de recherche à frais partagés nécessaires pour mettre en oeuvre le programme communautaire, ainsi que des dépenses de gestion et de fonctionnement dudit programme.

Le coefficient de proportionnalité appliqué à la contribution de la Finlande s'obtient en établissant le rapport entre le produit intérieur brut (PIB) de la Finlande, aux prix du marché, et la somme des produits intérieurs bruts, aux prix du marché, des Etats membres de la Communauté et de la Finlande. Ce rapport est calculé sur la base des dernières données statistiques disponibles de l'OCDE.

Le montant estimé nécessaire pour réaliser le programme communautaire, le montant de la contribution de la Finlande et le calendrier des estimations d'engagement sont présentés à l'annexe B.

Les règles qui régissent la contribution financière de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire sont présentées à l'annexe C.

Article 3

Pour les chercheurs et organismes de recherche et de développement finlandais, les termes et conditions de la présentation et de l'évaluation des propositions de recherche, ainsi que les termes et conditions de l'octroi et de la conclusion des contrats au titre du programme communautaire sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux chercheurs et aux organismes de recherche et de développement de la Communauté.

Les contrats, établis par la Commission, définissent les droits et les obligations des chercheurs et des organismes de recherche et de développement finlandais et, en particulier, les méthodes de diffusion, de protection et d'exploitation des résultats de la recherche.

Article 4

La Commission est responsable de la mise en oeuvre du programme communautaire.

Elle est assistée dans sa tâche par le comité consultatif de gestion et de coordination (CGC) (normes et standards scientifiques et technologiques), ci-après dénommé "le comité", institué par la décision du Conseil 84/338⁽¹⁾.

(1) JO n° L 177 du 4.7.1984, p. 25.

Le comité est élargi pour inclure deux représentants désignés par la Finlande, qui peuvent être assistés ou remplacés par un expert finlandais. Ces personnes ne participent qu'aux seuls travaux du comité, qui se réunit dans une composition variable pour accomplir les tâches relatives au programme communautaire.

Article 5

A la fin de 1990, la Commission communique au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social un rapport fondé sur une évaluation des résultats déjà obtenus. Elle joint au rapport toute proposition de modification pouvant s'avérer nécessaire à la lumière de ces résultats. Elle transmet à la Finlande un exemplaire de ce rapport, ainsi que les propositions éventuelles des modifications.

Article 6

Chaque partie contractante s'engage, conformément à ses propres dispositions et réglementations, à faciliter le déplacement et la résidence des chercheurs participant, en Finlande et dans la Communauté, aux activités couvertes par le présent accord.

Article 7

La Commission et le centre finlandais d'inspection technique assurent la mise en oeuvre du présent accord.

Article 8

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité instituant la Communauté économique européenne est applicable, dans les conditions prévues par ledit traité, et, d'autre part, au territoire de la république de Finlande.

Article 9

1. Le présent accord est conclu pour la durée du programme communautaire.

Si la Commission révisé le programme communautaire, l'accord peut être renégocié ou résilié à des conditions acceptées d'un commun accord. Le contenu précis du programme révisé est notifié à la Finlande dans la semaine qui suit son adoption par la Communauté. Les parties contractantes se notifient dans le mois qui suit l'adoption de la décision de la Communauté tout projet de résiliation de l'accord.

2. Lorsque la Communauté adopte un nouveau programme de R & D dans le domaine de la science économique, le présent accord peut être renégocié ou reconduit à des conditions acceptées d'un commun accord.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, l'une ou l'autre des parties contractantes peut à tout moment mettre fin à l'accord avec un préavis de six mois. Les projets et travaux en cours au moment de la fin et/ou de l'expiration du présent accord sont poursuivis jusqu'à leur achèvement dans les conditions fixées par le présent accord.

Article 10

Les annexes A, B et C jointes au présent accord font partie intégrante de ce dernier.

Article 11

Le présent accord est approuvé par les parties contractantes conformément aux procédures en vigueur pour chacune d'entre elles.

Il entrera en vigueur à la date à laquelle les parties contractantes se seront notifié mutuellement l'accomplissement des procédures nécessaires à cette fin.

Article 12

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langue allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et finnoise, chacun de ces textes faisant également foi.

Fait à ...

Pour le Conseil des Communautés européennes
Pour la république de Finlande

ANNEXE A

PROGRAMME COMMUNAUTAIRE DANS LE DOMAINE DE LA
METROLOGIE APPLIQUEE ET DES ANALYSES CHIMIQUES
(1988 à 1992)

1. L'objectif du programme est d'améliorer la fiabilité des analyses chimiques et des mesures physiques (métrologie appliquée), de manière à parvenir à des résultats concordants dans tous les Etats membres.

Les projets seront choisis d'après leur priorité pour la Communauté, du point de vue de l'économie, de l'environnement ou de la santé publique.

Les domaines prioritaires sont les suivants :

a) analyses dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, en particulier :

- les analyses relatives aux animaux d'élevage (aliments, hormones, antibiotiques, etc.) et à la qualité des céréales, fruits et légumes,
- les analyses relatives à la qualité des produits alimentaires transformés (propriétés nutritionnelles, présence de substances dangereuses, contamination bactérienne);

b) analyses relatives à l'environnement, en particulier :

- détermination des traces de composés dangereux dans différents milieux biologiques,
- détermination des polluants atmosphériques sur les lieux de travail,
- caractère mutagène des substances chimiques;

c) analyses biomédicales, et en priorité :

- détermination des enzymes et des hormones (dans le sérum humain),
- tests hématologiques (par exemple, coagulation du sang),
- analyses relatives aux maladies cardiovasculaires,
- analyse des marqueurs tumoraux et des médicaments dans le corps humain;

d) analyse des métaux (essentiellement non ferreux) et de la surface des matériaux;

e) métrologie appliquée. L'accent sera mis sur les mesures et sur l'étalonnage des paramètres les plus importants pour les laboratoires d'essais et les laboratoires industriels, notamment en vue des contrôles de qualité. Les sujets traités incluront en particulier :

- la métrologie dimensionnelle et mécanique (en particulier les mesures qui sont de plus en plus nécessaires pour le contrôle des machines automatiques), ainsi que la caractérisation des états de surface,
- les grandeurs mécaniques, telles que la force et la pression,

- l'étude des performances et de la précision des nouveaux instruments de mesure de la température,
- l'amélioration des mesures optiques dans les gammes de rayonnement visible, ultraviolet et infrarouge, ainsi que dans le domaine des fibres optiques et des lasers,
- les mesures des grandeurs électriques, en particulier à haute fréquence,
- les mesures acoustiques, notamment en ce qui concerne l'insonorisation,
- les mesures relatives aux ultrasons,
- les mesures de débit des liquides et des gaz,
- les méthodes de mesure des propriétés physiques des matériaux, telles que la conductibilité thermique, la viscosité, etc.,
- les méthodes de détermination des propriétés mécaniques des métaux (les travaux concerneront seulement les méthodes nécessaires pour déterminer ces propriétés de manière exacte, et ne consisteront pas à caractériser des matériaux),
- l'amélioration des mesures technologiques exécutées dans l'industrie.

Le programme comprend notamment les activités suivantes :

- l'exécution de programmes de mesures impliquant la collaboration de laboratoires de plusieurs Etats membres (intercomparaisons),
- l'amélioration des méthodes de mesure et d'analyse,
- l'amélioration des instruments nécessaires pour les mesures de haute précision,
- le développement d'étalons de transfert,
- la préparation et la certification de matériaux de référence,
- le stockage et la distribution de matériaux de référence,
- l'aide à la création, au niveau communautaire, de circuits interlaboratoires pour garantir la qualité,
- l'octroi de bourses de recherches pour les sujets relevant du programme,
- l'échange et la formation de personnel scientifique pour les sujets relevant du programme, compte tenu des besoins des Etats membres qui désirent améliorer leur niveau de compétences dans ces domaines,
- la diffusion des résultats des projets,
- une publicité bien ciblée sur les matériaux de référence et la promotion de leur vente.

ANNEXE B

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article premier

Le montant estimé nécessaire pour réaliser le programme communautaire est de 59 200 000 écus.

Article 2

Le montant estimé de la contribution financière de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire est de 1 063 240 écus.

Article 3

Le calendrier des estimations d'engagement et de la contribution financière de la Finlande est présenté à la page suivante.

Historical Archives of the European Commission

CALENDRIER DES ENGAGEMENTS ESTIMES NECESSAIRES POUR REALISER
LE PROGRAMME COMMUNAUTAIRE (CREDITS D'ENGAGEMENT) ET DE LA
CONTRIBUTION DE LA FINLANDE (ECUS)

ANNEE	ENGAGEMENTS POUR			CONTRIBUTION DE LA FINLANDE		
	GESTION ET FONCTIONNEMENT	CONTRATS	TOTAL	GESTION ET FONCTIONNEMENT	CONTRATS	TOTAL
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	—	—	—
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
TOTAL GENERAL	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ANNEXE C

REGLES DE FINANCEMENT

Article premier

La présente annexe fixe les règles régissant la contribution financière de la Finlande visée à l'article 2 de l'accord.

Article 2

Au début de chaque année, ou lorsque le programme communautaire fait l'objet d'une révision impliquant une augmentation du montant estimé nécessaire pour sa réalisation, la Commission adresse à la Finlande un appel de fonds correspondant à sa participation aux frais prévus par l'accord.

Cette contribution est exprimée à la fois en écus et dans la monnaie de la Finlande, la composition de l'écu étant définie par le règlement du Conseil 3180/78⁽¹⁾. La valeur en monnaie finlandaise de la contribution en écus est déterminée à la date de l'appel de fonds.

La Finlande effectue le versement de sa contribution aux frais annuels prévus par l'accord au début de chaque année, et au plus tard trois mois après l'envoi de l'appel de fonds. Tout retard dans le versement donne lieu au paiement, par la Finlande, d'un intérêt dont le taux est égal au taux d'escompte le plus élevé appliqué dans les Etats membres de la Communauté au jour de l'échéance. Ce taux est majoré de 0,25 point par mois de retard.

Le taux majoré est applicable à toute la période de retard. Cet intérêt ne sera cependant exigible que si le versement est effectué plus de trois mois après l'envoi d'un appel de fonds par la Commission.

Les frais de déplacement encourus par les représentants et les experts finlandais à l'occasion de leur participation aux travaux du comité visé à l'article 4 de l'accord sont remboursés par la Commission conformément aux procédures actuellement en vigueur pour les représentants et les experts des Etats membres de la Communauté et, en particulier, conformément à la décision du Conseil 84/338.

Article 3

Les fonds versés par la Finlande sont portés au crédit du programme communautaire en tant que recettes budgétaires affectées à un poste prévu dans l'état des recettes du budget général des Communautés européennes.

Article 4

Le règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes s'applique à la gestion des crédits.

Article 5

A la fin de chaque année, une situation des crédits relatifs au programme communautaire est établie et transmise à la Finlande pour information.

(1) JO n° L 379 du 30.12.1978, p. 1.

VERMERK AN DIE KOMMISSION

Betrifft: Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (BCR)

Vorschlag von Herrn Pandolfi und Herrn Andriessen

Die Kommission wird aufgefordert, dem beiliegenden Entwurf einer Begründung zuzustimmen, den Vorschlag für einen Beschluß des Rates über den Abschluß des obengenannten Kooperationsabkommens anzunehmen und ihn dem Rat vorzulegen.

Der Vorschlag für einen Ratsbeschluß wird in der Begründung erläutert.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für einen

BESCHLUSS DES RATES

Über den Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (BCR)

(Vorlage der Kommission)

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

Betrifft: Vorschlag für einen Beschluß des Rates über den Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen

1. Durch seine Entscheidung vom 29. Juni 1988 hat der Rat ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (BCR, 1988 bis 1992) angenommen. In Artikel 4 dieser Entscheidung wird die Kommission ermächtigt, Abkommen mit Drittländern und insbesondere mit den europäischen Staaten, die mit der Gemeinschaft Rahmenabkommen über wissenschaftliche und technische Zusammenarbeit abgeschlossen haben auszuhandeln, um sie ganz oder teilweise an dem Programm zu beteiligen.
2. Im Zusammenhang mit der Durchführung des Rahmenabkommens über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit zwischen den Europäischen Gemeinschaften und der Republik Finnland, dessen Abschluß der Rat mit Beschluß vom 9. Februar 1987 im Namen der EWG genehmigt hat, hat Finnland Interesse an einer Zusammenarbeit bei der Durchführung des o.g. Programms bekundet.
3. Da die Beteiligung Finnlands an der Durchführung des Gemeinschaftsprogramms für beide Seiten von Vorteil sein und zur Verbesserung der Effizienz des wissenschaftlich-technischen Potentials Europas beitragen kann, hat die Kommission den Entwurf eines Kooperationsabkommens mit Finnland ausgehandelt.
4. Der im Anhang zu dem beigefügten Vorschlag für einen Beschluß des Rates enthaltene Entwurf eines Abkommens sieht folgendes vor:
 - die Beteiligung Finnlands an der Durchführung des Gemeinschaftsprogramms;
 - einen finanziellen Beitrag Finnlands zur Finanzierung der Arbeiten, die im Rahmen von Forschungsverträgen durchzuführen sind sowie der Management- und Verwaltungsausgaben für das Gemeinschaftsprogramm; dieser finanzielle Beitrag steht im Verhältnis zum Bruttoinlandsprodukt Finnlands;
 - die Möglichkeit für finnische Einzelpersonen und Forschungseinrichtungen, Forschungsvorschläge einzureichen und die entsprechenden Forschungsverträge mit der Kommission abzuschließen;
 - die Erweiterung des Beratenden Verwaltungs- und Koordinierungsausschusses (BVKA) (Normen und Standards in Wissenschaft und Technik) durch die Aufnahme der Vertreter Finnlands.

- 3 -

5. Angesichts der Art der Zusammenarbeit werden alle zusätzlichen Ausgaben aus dem Gemeinschaftshaushalt (Haushaltsslinie 7335), die sich aus der Durchführung dieses Abkommenentwurfs ergeben, durch den finanziellen Beitrag Finnlands abgedeckt.

Die von Finnland bereitgestellten Mittel werden im Haushaltsplan der Gemeinschaft verbucht (Artikel 602 des Haushaltsplans).

6. Die Kommission schlägt dem Rat vor, den beiliegenden Vorschlag für einen Beschluß anzunehmen.

Historical Archives of the European Commission

- 4 -

Vorschlag für einen
BESCHLUSS DES RATES

über den Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, Insbesondere auf Artikel 130 q Absatz 2,

auf Vorschlag der Kommission⁽¹⁾,

In Zusammenarbeit mit dem Europäischen Parlament⁽²⁾,

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses⁽³⁾,

In Erwägung nachstehender Gründe:

Durch seine Entscheidung 88/418/EWG⁽⁴⁾ hat der Rat ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (1988 bis 1992) angenommen. In Artikel 4 dieser Entscheidung wird die Kommission ermächtigt, Abkommen mit Drittländern und insbesondere mit den europäischen Staaten, die mit der Gemeinschaft Rahmenabkommen über wissenschaftliche und technische Zusammenarbeit abgeschlossen haben, auszuhandeln, um sie ganz oder teilweise an den Programmen zu beteiligen.

(1) ABl. Nr. C ...

(2) ABl. Nr. C ...

(3) ABl. Nr. C ...

(4) ABl. Nr. L 206 vom 30.7.1988, S. 29.

- 5 -

Mit dem Beschluß 87/177/EWG⁽¹⁾ hat der Rat den Abschluß des Rahmenabkommens über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit zwischen den Europäischen Gemeinschaften und – unter anderem – der Republik Finnland im Namen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft genehmigt.

Das Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen ist zu genehmigen –

BESCHLIESST:

Artikel 1

Das Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen wird im Namen der Gemeinschaft genehmigt.

Der Wortlaut des Abkommens ist diesem Beschluß beigelegt.

Artikel 2

Der Präsident des Rates nimmt die in Artikel 11 des Abkommens vorgesehene Notifizierung vor.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

Der Präsident

(1) ABl. Nr. L 71 vom 14.3.1987, S. 29.

KOOPERATIONSABKOMMEN
ZWISCHEN
DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
UND
DER REPUBLIK FINNLAND
ÜBER
FORSCHUNG UND ENTWICKLUNG
AUF DEM GEBIET DER
ANGEWANDTEN METROLOGIE UND DER CHEMISCHEN ANALYSEN (BCR)

Historical Archives of the European Commission

KOOPERATIONSABKOMMEN
ZWISCHEN
DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
UND
DER REPUBLIK FINNLAND
ÜBER
FORSCHUNG UND ENTWICKLUNG
AUF DEM GEBIET DER
ANGEWANDTEN METROLOGIE UND DER CHEMISCHEN ANALYSEN (BCR)

DIE EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT, nachstehend "die Gemeinschaft" genannt,

und

die REPUBLIK FINNLAND, nachstehend "Finnland" genannt,

nachstehend die "Vertragsparteien" genannt -

In Erwägung nachstehender Gründe:

Durch seine Entscheidung vom 29. Juni 1988 hat der Rat der Europäischen Gemeinschaften, nachstehend "der Rat" genannt, ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (1988 bis 1992), nachstehend "das Gemeinschaftsprogramm" genannt, angenommen.

Die Vertragsparteien haben ein Rahmenabkommen über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit abgeschlossen, das am 17. Juli 1987 in Kraft getreten ist.

Die Beteiligung Finnlands an dem Gemeinschaftsprogramm kann dazu beitragen, die Effizienz der Forschungsarbeiten der Vertragsparteien auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen zu verbessern und unnötige Doppelarbeit zu vermeiden.

Die Vertragsparteien erwarten einen beiderseitigen Nutzen von der Beteiligung Finnlands an dem Gemeinschaftsprogramm -

SIND WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel 1

Mit Wirkung vom 1. Januar 1988 nimmt Finnland an der Durchführung des in Anhang A dargelegten Gemeinschaftsprogramms teil.

Artikel 2

Der finanzielle Beitrag Finnlands, der sich aus seiner Teilnahme an der Durchführung des Gemeinschaftsprogramms ergibt, wird im Verhältnis zu dem Betrag festgesetzt, der alljährlich für Verpflichtungsermächtigungen in den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Gemeinschaften eingesetzt wird und zur Deckung derjenigen finanziellen Verpflichtungen der Kommission der Europäischen Gemeinschaften, nachstehend "die Kommission" genannt, bestimmt ist, die sich aus Arbeiten im Rahmen der zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms notwendigen Forschungsverträge sowie aus den Management- und Verwaltungskosten für das Gemeinschaftsprogramm ergeben.

Der Proportionalitätsfaktor zur Bestimmung des finnischen Beitrags ergibt sich aus dem Verhältnis zwischen dem Bruttoinlandsprodukt zu Marktpreisen Finnlands einerseits und der Summe der Bruttoinlandsprodukte zu Marktpreisen der Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und Finnlands andererseits. Dieses Verhältnis wird unter Zugrundelegung der aktuellsten statistischen Daten der OECD berechnet.

Die zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms voraussichtlich erforderlichen Mittel, die Höhe des finnischen Beitrags und der Fälligkeitsplan für die veranschlagten Mittelbindungen sind in Anhang B niedergelegt.

Die für den finanziellen Beitrag Finnlands Norwegens zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms geltenden Vorschriften sind in Anhang C dargelegt.

Artikel 3

Für finnischen Forschungs- und Entwicklungseinrichtungen und Personen gelten für die Vorlage und Beurteilung von Vorschlägen sowie die Bewilligung und den Abschluß der Verträge im Rahmen des Gemeinschaftsprogramms die gleichen Bedingungen wie für Forschungs- und Entwicklungseinrichtungen und Personen der Gemeinschaft.

In den von der Kommission ausgearbeiteten Verträgen werden die Rechte und Pflichten der finnischen Forschungs- und Entwicklungseinrichtungen und Personen und insbesondere die Verfahren zur Verbreitung, zum Schutz und zur Auswertung der Forschungsergebnisse geregelt.

Artikel 4

Die Kommission gewährleistet die Durchführung des Gemeinschaftsprogramms. Sie wird bei diesen Aufgaben von dem durch den Beschluß des Rates Nr. 84/338⁽¹⁾ eingesetzten Beratenden Verwaltungs- und Koordinierungsausschuß "Normen und Standards in Wissenschaft und Technik" unterstützt.

(1) Nr. L 177 vom 4.7.1984, S. 25.

Der Ausschuß wird durch Aufnahme zweier Vertreter erweitert, die von Finnland ernannt werden und von einem finnischen Sachverständigen unterstützt oder vertreten werden können. Sie beteiligen sich lediglich an den Arbeiten des Ausschusses, der in unterschiedlicher Zusammensetzung zusammentritt, um die Aufgaben im Rahmen des Gemeinschaftsprogramms zu erfüllen.

Artikel 5

Ende 1990 erstattet die Kommission dem Rat und dem Europäischen Parlament auf der Grundlage einer Bewertung der bis dahin erzielten Ergebnisse Bericht. Diesem Bericht sind Änderungsvorschläge beizufügen, die gegebenenfalls aufgrund dieser Ergebnisse erforderlich werden. Finnland wird eine Kopie des Berichts übermittelt. Außerdem wird Finnland über alle möglichen Änderungsvorschläge unterrichtet.

Artikel 6

Jede Vertragspartei verpflichtet sich in Übereinstimmung mit ihren Bestimmungen und Verordnungen, die Freizügigkeit und den Aufenthalt der Forscher, die an den unter dieses Abkommen fallenden Tätigkeiten in Finnland und in der Gemeinschaft teilnehmen, zu erleichtern.

Artikel 7

Die Kommission und das Technische Überwachungszentrum in Finnland gewährleisten die Durchführung dieses Abkommens.

Artikel 8

Dieses Abkommen gilt für die Gebiete, in denen der Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft angewendet wird, und nach Maßgabe jenes Vertrages einerseits sowie für das Gebiet der Republik Finnland andererseits.

Artikel 9

1. Dieses Abkommen gilt für die Dauer des Gemeinschaftsprogramms.

Wird das Gemeinschaftsprogramm von der Gemeinschaft geändert, kann das Abkommen entsprechend den vereinbarten Bedingungen gekündigt werden. Finnland wird über den genauen Inhalt des geänderten Programms binnen einer Woche nach dessen Annahme durch die Gemeinschaft unterrichtet. Ist eine Kündigung des Abkommens geplant, teilen sich dies die Vertragsparteien binnen drei Monaten nach Annahme des Beschlusses durch die Gemeinschaft mit.

2. Beschließt die Gemeinschaft ein neues FuE-Programm auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen, kann dieses Abkommen entsprechend den vereinbarten Bedingungen neu ausgehandelt oder verlängert werden.

3. Vorbehaltlich Absatz 1 kann jede Vertragspartei jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten das Abkommen kündigen. Die laufenden Vorhaben und Arbeiten, die zum Zeitpunkt der Kündigung und/oder des Auslaufens dieses Abkommens durchgeführt werden, werden entsprechend den in diesem Abkommen festgelegten Vertragsbedingungen bis zu deren Abschluß fortgeführt.

Artikel 10

Die Anhänge A, B und C zu diesem Abkommen sind Bestandteil des Abkommens.

Artikel 11

Dieses Abkommen wird von den Vertragspartei nach deren eigenen Verfahren genehmigt.

Es tritt in Kraft, sobald die Vertragsparteien einander mitgeteilt haben, daß das hierzu erforderliche Verfahren durchgeführt worden ist.

Artikel 12

Dieses Abkommen ist in zwei Urschriften in dänischer, deutscher, englischer, französischer, griechischer, italienischer, niederländischer, portugiesischer, spanischer und finnischer Sprache erstellt, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Geschehen zu

Für den Rat der
Europäischen Gemeinschaften

Für das die Republik Finnland

ANHANG A

GEMEINSCHAFTSPROGRAMM AUF DEM GEBIET DER
ANGEWANDTEN METROLOGIE UND DER CHEMISCHEN ANALYSEN
(1988 bis 1992)

Ziel des Programms ist die Verbesserung der Zuverlässigkeit chemischer Analysen und physikalischer Messungen (angewandte Metrologie), um eine Übereinstimmung der Ergebnisse in allen Mitgliedstaaten zu erreichen.

Die Vorhaben werden aus Bereichen ausgewählt, die für die Gemeinschaft aus wirtschaftlichen Gründen, für den Umweltschutz oder das Gesundheitswesen vorrangige Bedeutung besitzen.

Vorrangige Bereiche sind:

- a) Analysen von Lebensmitteln und Agrarprodukten, insbesondere
 - Viehuntersuchungen (Futtermittel, Hormone, Antibiotika usw.) und Untersuchungen der Qualität von Getreide, Obst und Gemüse,
 - Analysen der Qualität von verarbeiteten Nahrungsmitteln (Nährwert, gefährliche Substanzen, bakterielle Kontamination).
- b) Umweltbezogene Analysen, insbesondere
 - Nachweis von Spuren gefährlicher Stoffe in verschiedenen Grundsubstanzen,
 - Nachweis von Luftverunreinigungen am Arbeitsplatz,
 - Mutagenität chemischer Substanzen.
- c) Biomedizinische Analysen, dabei vorrangig
 - die Bestimmung von Enzymen und Hormonen (in menschlichem Serum),
 - hämatologische Tests (z.B. Blutgerinnung),
 - Untersuchungen von Herz-Kreislauf-Erkrankungen,
 - Analyse von Tumormarkern und Pharmaka im menschlichen Körper.
- d) Analysen von (im wesentlichen Nicht-eisen-) Metallen und Oberflächen-Analysen.
- e) Angewandte Metrologie. Der Schwerpunkt wird auf die Messung und Kalibrierung der für die Testlaboratorien und gewerblichen Laboratorien
 - Insbesondere bei Qualitätskontrolle - wichtigsten Parameter gelegt. Es handelt sich insbesondere um
 - dimensionelle und mechanische Metrologie (insbesondere Messungen, die für die Überprüfung von Automaten immer wichtiger werden) und die Bestimmung von Oberflächenbeschaffenheiten;
 - mechanische Parameter wie Kraft und Druck;

- 7 -

- Untersuchung der Leistung und Genauigkeit neuer Temperaturmeßgeräte;
- Verbesserung der Metrologie in der Optik im sichtbaren, ultraviolett und Infrarotbereich und im Bereich von Faseroptik und Lasern;
- Messungen von elektrischen Größen, insbesondere im Hochfrequenzbereich;
- akustische Messungen, insbesondere im Hinblick auf Schallschallung;
- Ultraschallmessungen;
- Flußmessungen bei Flüssigkeiten und Gasen;
- Methoden der Messung von physikalischen Eigenschaften und Werkstoffeigenschaften, wie Wärmeleitfähigkeit, Viskosität usw.;
- Methoden zur Bestimmung von mechanischen Eigenschaften von Metallen (die Arbeit erstreckt sich nur auf die Methoden, die für die genaue Bestimmung dieser Eigenschaften - und nicht auf die, die für die Charakterisierung der Werkstoffe - erforderlich sind);
- Verbesserung technologischer Messungen in der Industrie.

Die Tätigkeiten beinhalten insbesondere

- die Durchführung von Meßprojekten, bei denen Laboratorien mehrerer Mitgliedstaaten zusammenarbeiten (Ringversuche);
- Verbesserung von Analyse- und Meßmethoden;
- Verbesserung der für Messungen mit hoher Präzision notwendigen Instrumente;
- Entwicklung von Transferstandards;
- Herstellung und Anerkennung von Referenzmaterialien;
- Lagerung und Verteilung von Referenzmaterialien;
- Unterstützung für die Einrichtung von Laborverbundsystemen auf Gemeinschaftsebene zur Gewährleistung der Qualität;
- Forschungsbeihilfen für von diesem Programm erfaßte Themen;
- Austausch und Ausbildung von Wissenschaftlern im Rahmen der Themen des Programms unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Mitgliedstaaten, die ihre Möglichkeiten in diesen Bereichen verbessern möchten;
- Verbreitung der Ergebnisse der Projekte;
- gezielte Werbung für die Referenzmaterialien und Förderung ihres Verkaufs.

ANHANG B

FINANZVORSCHRIFTEN

Artikel 1

Der zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms erforderliche Betrag wird auf 59.200.000 ECU veranschlagt.

Artikel 2

Der finanzielle Beitrag Finnlands zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms wird auf 1.063.240 ECU veranschlagt.

Artikel 3

In der Tabelle auf der folgenden Seite ist der Fälligkeitsplan für die voraussichtlichen Mittelbindungen und für den finanziellen Beitrag Finnlands dargestellt.

**FÄLLIGKEITSPLAN FÜR DIE ZUR
DURCHFÜHRUNG DES GEMEINSCHAFTSPROGRAMMS VORAUSSICHTLICH ERFORDERLICHEN
MITTELBINDUNGEN (VERPFLICHTUNGSERMÄCHTIGUNGEN)
UND FÜR DEN BEITRAG FINNLANDS (ECU)**

JAHR	MITTELBINDUNGEN FÜR			BEITRAG FINNLANDS		
	MANAGEMENT- UND VERWALTUNGSTÄ- TIGKEITEN	VERTRÄGE	INSGESAMT	MANAGEMENT- UND VERWAL- TUNGSTÄTIG- KEITEN	VERTRÄGE	INSGESAMT
1988	2.530.150	3.507.850	6.038.000	-	-	-
1989	3.480.500	10.019.500	13.500.000	69.610	200.390	270.000
1990	4.050.000	11.250.000	15.300.000	81.000	225.000	306.000
1991	4.200.000	10.200.000	14.400.000	84.000	204.000	288.000
1992	4.300.000	5.662.000	9.962.000	86.000	113.240	199.240
INSGE- SAMT	18.560.650	40.639.350	59.200.000	320.610	742.630	1.063.240

VORSCHRIFTEN FÜR DIE FINANZIELLE DURCHFÜHRUNG

Artikel 1

Dieser Anhang legt die Vorschriften für die finanzielle Beteiligung Finnlands gemäß Artikel 2 des Abkommens fest.

Artikel 2

Zu Beginn jedes Jahres oder immer dann, wenn sich durch eine Überarbeitung des Gemeinschaftsprogramms die für die Durchführung voraussichtlich erforderlichen Mittel erhöhen, ruft die Kommission bei Finnland die Mittel entsprechend seinem Beitrag zu den Kosten des Abkommens ab.

Dieser Beitrag wird sowohl in Ecu als auch in finnischer Währung ausgedrückt; die Zusammensetzung der Ecu ist in der Verordnung des Rates 3180/78⁽¹⁾ definiert. Der Wert des Beitrags in Ecu in finnischer Währung wird am Tag des Abrufs festgelegt.

Finnland überweist seinen Beitrag zu den jährlichen Kosten im Rahmen des Abkommens jeweils zu Beginn des Jahres, spätestens jedoch 3 Monate nach dem der Abruf ergangen ist. Bei verspäteter Überweisung hat Finnland Zinsen zu zahlen, deren Satz gleich dem höchsten am Fälligkeitstag in den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geltenden Diskontsatz ist. Der Zinssatz erhöht sich um 0,25 % für jeden Verzugsmonat.

Der erhöhte Zinssatz wird auf den gesamten Verzugszeitraum angewendet. Dieser Zinssatz ist jedoch nur zu entrichten, wenn der Beitrag mehr als 3 Monate nach einem Mittelabruf der Kommission erfolgt.

Die Reisekosten, die den finnischen Vertretern und Sachverständigen aus ihrer Teilnahme an den Arbeiten des Ausschusses gemäß Artikel 4 des Abkommens entstehen, werden von der Kommission in Übereinstimmung mit den geltenden Bestimmungen für die Vertreter und Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und insbesondere in Übereinstimmung mit dem Beschluß Nr. 84/338 des Rates erstattet.

Artikel 3

Die Mittel aus den Beiträgen Finnlands kommen dem Gemeinschaftsprogramm zugute und werden in den Einnahmeansätzen des Gesamthaushalts der Europäischen Gemeinschaften als Einnahmen im Sinne des entsprechenden Einnahmepostens verbucht.

Artikel 4

Die Verwaltung der Mittel erfolgt nach der geltenden Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Gemeinschaften.

Artikel 5

Nach Ablauf jedes Jahres wird ein Bericht über den Stand der Mittel für das Gemeinschaftsprogramm erstellt und Finnland zur Unterrichtung übermittelt.

(1) ABl. Nr. L 379 vom 30.12.1978, S. 1.

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

Subject: Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (B.C.R)

Proposal from Mr. Pandolfi and Mr. Andriessen

The Commission is asked to approve the attached draft Explanatory Memorandum and the proposal for a Council decision on the conclusion of the Cooperation Agreement in question and to transmit them to the Council.

The justification for the proposed Council decision is set out in the Explanatory Memorandum.

Proposal for a

COUNCIL DECISION

concerning the conclusion of a Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (B.C.R).

(presented by the Commission)

EXPLANATORY MEMORANDUM

Subject: Proposal for a Council Decision concerning the conclusion of a Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis.

1. By its Decision of 29 June 1988, the Council adopted a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (B.C.R, 1988 to 1992). Article 4 of this Decision authorises the Commission to negotiate agreements with third countries and in particular with those European countries having concluded framework agreements for scientific and technical cooperation with the Community with a view to associate them wholly or partly with the programme.
2. In the context of the implementation of the Framework Agreement for scientific and technical cooperation between the European Communities and the Republic of Finland, the conclusion of which on behalf of the EEC was approved by the Council Decision of 9 February 1987, Finland has expressed an interest in cooperating in the implementation of the above-mentioned programme.
3. Considering that the association of Finland with the implementation of the Community programme can be of mutual advantage and help to improve the efficacy of Europe's scientific and technical potential, the Commission has negotiated a draft cooperation agreement with Finland.
4. The draft agreement, which is annexed to the attached proposal for a Council decision, provides for:
 - the association of Finland with the implementation of the Community programme;
 - a financial contribution from Finland for the funding of the work to be carried out in the framework of research contracts and of the management and administrative operating expenditure for the Community programme; this financial contribution is proportional to Finland's gross domestic product;
 - the entitlement of Finnish persons and research bodies to submit research proposals and to conclude the related research contracts with the Commission;
 - the enlargement of the Management and Coordination Advisory Committee (C.G.C) (Scientific and Technological Standards) to include Finnish representatives.

5. In view of the nature of the cooperation, any additional expenditure paid from the Community budget (relevant budget heading 7335) resulting from the implementation of this draft agreement will be covered by Finland's financial contribution.

The funds paid by Finland will be credited to the Community budget (relevant budget article 602).

6. The Commission proposes that the Council adopt the attached proposal for a decision.

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a

COUNCIL DECISION

concerning the conclusion of a Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 130 Q (2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission (1),

In cooperation with the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

WHEREAS by Decision 88/418/EEC (4), the Council adopted a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (1988 to 1992); whereas Article 4 of this Decision authorises the Commission to negotiate agreements with third countries and in particular with those European countries having concluded framework agreements for scientific and technical cooperation with the Community with a view to associate them wholly or partly with the programme,

(1) O.J. N° C

(2) O.J. N° C

(3) O.J. N° C

(4) O.J. N° L 206, 30.07.1988, p. 29

WHEREAS by Decision 87/177/EEC (1), the Council approved the conclusion on behalf of the European Economic Community of the Framework Agreement for scientific and technical cooperation between the European Communities and, among others, the Republic of Finland,

WHEREAS the cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis should be approved,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis, is hereby approved on behalf of the Community.

The text of the Agreement is attached to this Decision.

Article 2

The President of the Council shall carry out the notification as provided for in Article 11 of the Agreement.

Done at

For the Council

The President

(1) O.J. N° L 71, 14.03.1987, p. 29

COOPERATION AGREEMENT

BETWEEN

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY

AND

THE REPUBLIC OF FINLAND

ON

RESEARCH AND DEVELOPMENT

IN THE FIELD OF

APPLIED METROLOGY AND CHEMICAL ANALYSIS (BCR)

COOPERATION AGREEMENT
BETWEEN
THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
AND
THE REPUBLIC OF FINLAND
ON
RESEARCH AND DEVELOPMENT
IN THE FIELD OF
APPLIED METROLOGY AND CHEMICAL ANALYSIS (BCR)

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY, hereinafter called "the Community",

and

THE REPUBLIC OF FINLAND, hereinafter called "Finland",

both hereinafter called the "Contracting Parties",

WHEREAS, by its Decision of 29 June 1988, the Council of the European Communities, hereinafter called "the Council", adopted a research and development programme in the field of applied metrology and chemical analysis (1988 to 1992), hereinafter called "the Community programme";

WHEREAS the Contracting Parties concluded a framework agreement for scientific and technical cooperation which entered into force on 17 July 1987;

WHEREAS the association of Finland with the Community programme can help to improve the efficacy of the research carried out by the Contracting Parties in the field of applied metrology and chemical analysis, and can avoid the useless duplication of efforts;

WHEREAS the Contracting Parties expect to obtain mutual benefit from Finland's association with the Community programme;

HAVE AGREED AS FOLLOWS :

Article 1

Finland is hereby associated, as from 1 January 1989, with the implementation of the Community programme as set out in Annex A.

Article 2

The financial contribution of Finland, deriving from its association with the implementation of the Community programme shall be established in proportion to the amount available each year in the general budget of the European Communities for appropriations covering commitments to meet financial obligations of the Commission of the European Communities, hereinafter referred to as "the Commission", resulting from work to be carried out in the framework of research contracts necessary to the implementation of the Community programme and from management and administrative operating expenditure for the Community programme.

The proportionality factor governing Finland's contribution shall be given by the ratio between Finland's gross domestic product (GDP), at market prices, and the sum of gross domestic products, at market prices, of the Member States of the Community and of Finland. This ratio shall be calculated on the basis of the latest available OECD statistical data.

The funds estimated as necessary for the execution of the Community programme, the amount of Finland's contribution and the timetable of the commitment estimates are set out in Annex B.

The rules governing Finland's financial contribution for the execution of the Community programme are set out in Annex C.

Article 3

For Finnish research and development bodies and persons, the terms and conditions for the submission and evaluation of proposals and the terms and conditions for the granting and conclusion of contracts under the Community programme shall be the same as those applicable to research and development bodies and persons in the Community.

The contracts, drawn up by the Commission, shall show the rights and obligations of Finnish research and development bodies and persons, and in particular the methods of disseminating, protecting and exploiting the research results.

Article 4

The Commission shall be responsible for the implementation of the Community programme. It shall be assisted by the Management and Coordination Advisory Committee "Scientific and Technological Standards", hereinafter referred to as "the Committee", set up by Council Decision N° 84/338 (1).

(1) OJ N° L 177 of 04.07.1984, p. 25

The Committee shall be enlarged to include two representatives designated by Finland who may be assisted or replaced by one Finnish expert. They shall participate solely in the work of the Committee which meets in its variable configuration to accomplish the tasks concerning the Community programme.

Article 5

At the end of 1990, the Commission shall address a report to the Council, the European Parliament and the Economic and Social Committee on the basis of an evaluation of the results so far achieved. This report shall be accompanied by suggestions for changes which may be necessary in the light of these results. A copy of that report shall be transmitted to Finland which, in addition, shall be informed of any possible suggestions for changes.

Article 6

Each Contracting Party undertakes, in accordance with its respective rules and regulations, to facilitate the movement and residence of research workers participating in Finland and in the Community in the activities covered by this agreement.

Article 7

The Commission and the Technical Inspection Centre in Finland shall ensure the implementation of this agreement.

Article 8

This agreement shall apply, on the one hand, to the territories in which the Treaty establishing the European Economic Community is applied and under the conditions laid down in that Treaty and, on the other hand, to the territory of the Republic of Finland.

Article 9

1. This agreement shall be concluded for the duration of the Community programme.

Should the Community revise the Community programme, the agreement may be denounced under mutually agreed conditions. Finland shall be notified of the exact content of the revised programme within one week after its adoption by the Community. The Contracting Parties shall notify each other within three months after the Community decision has been adopted if a termination of the agreement is envisaged.

2. When the Community adopts a new R & D programme in the field of applied metrology and chemical analysis, this agreement can be renegotiated or renewed under mutually agreed conditions.

3. Subject to paragraph 1, either Contracting Party may at any time terminate the agreement with six months' notice. The projects and work in progress at the time of termination and/or expiry of this agreement shall be continued until they are completed under the conditions laid down in this agreement.

Article 10

The Annexes A, B, and C to this agreement shall be an integral part thereof.

Article 11

This agreement shall be approved by the Contracting Parties in accordance with their existing procedures.

It shall enter into force on the date on which the Contracting Parties notify each other of the completion of the procedures necessary for this purpose.

Article 12

This agreement shall be drawn up in duplicate in the Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish and Finnish languages, each of these texts being equally authentic.

Done at

For the Council of the
European Communities

For the Republic of Finland

ANNEX A

**COMMUNITY PROGRAMME IN THE FIELD OF
APPLIED METROLOGY AND CHEMICAL ANALYSIS
(1988 to 1992)**

The objective of the programme is to improve the reliability of chemical analyses and physical measurements (applied metrology) so as to achieve agreement of results in all Member States.

The projects will be chosen from those fields which are of priority importance for the Community as judged from an economic, environmental or public health view point.

The priority fields are the following:

- (a) Analyses for food and agriculture, in particular:
 - analyses in livestock (foodstuffs, hormones, antibiotics, etc.) and of the quality of cereals, fruit and vegetables.
 - analyses of the quality of processed food (nutritional properties, presence of dangerous substances, bacterial contamination);
- (b) Analyses related to the environment, in particular:
 - determination of traces of dangerous compounds in various matrices;
 - determination of air pollutants at the workplace,
 - mutagenicity of chemical substances;
- (c) Biomedical analyses, with priority for:
 - the determination of enzymes and hormones (in human serum),
 - haematological tests (e.g. blood coagulation),
 - analyses related to cardiovascular diseases,
 - analyses related to tumour markers and drugs in the human body;
- (d) Analyses of (essentially non-ferrous) metals and surface analysis of materials;
- (e) Applied metrology. The emphasis will be placed on the measurement and calibration of the most important parameters for test laboratories and industrial laboratories, in particular for quality control. The subjects covered will include in particular:
 - dimensional and mechanical metrology (in particular, measurements that are becoming increasingly necessary for the verification of automatic machines) and the characterisation of surface states;
 - mechanical parameters, such as force and pressure;

- study of the performance and accuracy of new temperature measuring devices;
- improvement of optical metrology in the visible, ultra-violet and infra-red ranges and in the field of fibre optics and lasers;
- measurements of electrical magnitudes, in particular at high frequency;
- acoustic measurements, in particular as regards to sound-proofing;
- measurements relating to ultrasonics;
- liquid and gas flow measurements;
- methods of measurement of physical and material properties, such as thermal conductivity, viscosity, etc.;
- methods of determination of the mechanical properties of metals (the work will cover only the methods required for the accurate determination of these properties and not the characterisation of the materials);
- improvement of technological measurements in industry.

The activities include in particular:

- execution of measurement programmes involving the cooperation of laboratories in several Member States (intercomparisons);
- improvement of methods of analysis and measurement;
- improvement of instruments necessary for high precision measurements;
- development of transfer standards;
- preparation and certification of reference materials;
- storage and distribution of reference materials;
- support for the setting-up at Community level of interlaboratory circuits for quality assurance;
- research grants in subjects covered by the programme;
- exchange and training of scientists in subjects covered by the programme, taking into account the needs of the Member States that wish to improve their capabilities in these fields;
- dissemination of the results of the projects;
- well-targeted advertising of the reference materials and promotion of their sale.

ANNEX B

FINANCIAL PROVISIONS

Article 1

The amount estimated as necessary to carry out the Community programme shall be 59 200 000 Ecu.

Article 2

Finland's financial contribution for the execution of the Community programme is estimated to be 1 063 240 Ecu.

Article 3

The timetable of the commitment estimates and of Finland's financial contribution is given in the following page.

Historical Archives of the European Commission

TIMETABLE OF THE COMMITMENTS ESTIMATED AS
NECESSARY FOR THE EXECUTION OF THE COMMUNITY
PROGRAMME (COMMITMENT APPROPRIATIONS)
AND OF FINLAND'S CONTRIBUTION (ECU)

YEAR	COMMITMENTS FOR			FINLAND'S CONTRIBUTION		
	MANAGEMENT AND ADMINISTRATIVE OPERATION	CONTRACTS	TOTAL	MANAGEMENT AND ADMINISTRATIVE OPERATION	CONTRACTS	TOTAL
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	-	-	-
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
GRAND TOTAL	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ANNEX C

FINANCING RULES

Article 1

These provisions lay down the financing rules for Finland referred to in Article 2 of the agreement.

Article 2

At the beginning of each year, or whenever the Community programme is revised so as to involve an increase in the amount estimated as necessary for its implementation, the Commission shall send to Finland a call for funds corresponding to its contribution to the costs under the agreement.

This contribution shall be expressed both in Ecu and in the Finnish currency, the composition of the Ecu being defined in the Council Regulation 3180/78 (1). The value in Finnish currency of the contribution in Ecu shall be determined on the date of the call for funds.

Finland shall pay its contribution to the annual costs under the agreement at the beginning of each year and at the latest three months after the call for funds is sent. Any delay in the payment of the contribution shall give rise to the payment of interest by Finland at a rate equal to the highest discount rate in force in the Member States of the Community on the due date. The rate shall be increased by 0.25 of a percentage point for each month of delay.

The increased rate shall be applied to the entire period of delay. However, this interest shall be payable only if the contribution is paid more than three months after a call for funds has been made by the Commission.

Travel costs of Finnish representatives and experts deriving from their participation in the work of the Committee referred to in Article 4 of the agreement shall be reimbursed by the Commission in accordance with the procedures currently in force for the representatives and experts of the Member States of the Community and, in particular, in accordance with Council Decision N° 84/338.

Article 3

The funds paid by Finland shall be credited to the Community programme as budget receipts allocated to its appropriate heading in the statement of revenue of the general budget of the European Communities.

Article 4

The Financial Regulation in force applicable to the general budget of the European Communities shall apply to the management of the appropriations.

Article 5

At the end of each year, a statement of appropriations for the Community programme shall be prepared and transmitted to Finland for information.

(1) OJ N° L 379 of 30.12.1978, p.1

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

ANNEXE CALENDRIER

Engagement de la procédure écrite et transmission au Conseil le plus tôt possible.

Le Conseil devrait être appelé à statuer avant la fin du mois de février 1990.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/69/90

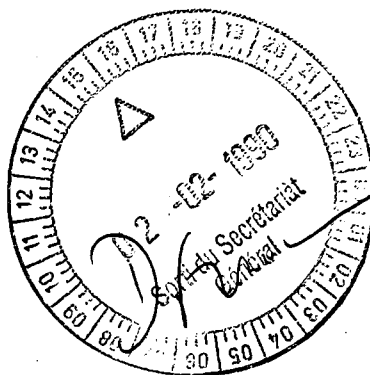
S U S P E N S I O N

Délai :

**Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101**

Objet : Accord de coopération CEE/Finlande
- programme de recherche et développement : métrologie appliquée et
analyses chimiques (BCR)

La procédure écrite E/69/90 (doc. COM(90) 24, du 24.1.1990) relative à la
question sous objet, est suspendue à la demande de M. le Président pour les
raisons évoquées dans la note du Service Juridique, ci-jointe.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. FASELLA, KRENZLER, BRAUN, DEGIMBE, LEGRAS, BRINKHORST, CARPENTIER
MM. MANIATOPOULOS, MINGASSON, de MOOR, MAYHEW, DEWOST



NOTE POUR LE CABINET DU PRESIDENT
(M.J.Ch. LEYGUES)

Objet: Demande de blocage des procédures écrites

- E/70/90 (accord de coopération CEE/Suisse sur le programme SPES)
E/71/90 (id. Suède)
E/72/90 (id. Finlande)
E/73/90 (id. Autriche)
E/75/90 (id. Norvège)
- E/69/90 (accord de coopération sur le programme BCR - Finlande)
E/74/90 (id. Suède)
E/76/90 (id. Suisse)

Echéance : jeudi 1er février 1990 à 12 h.

A la demande de M. DEWOST, je vous prie de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que les procédures écrites ci-dessus soient suspendues. Le libellé proposé pour les articles 4 et 5 de l'accord BCR et l'article 4 pour l'accord SPES ont pour effet de transformer en obligations de droit international des règles de fonctionnement interne de la Communauté. Cette formule est contraire, dans la perspective d'Oslo et de l'Espace Economique Européen, à la règle d'autonomie de décision exprimée dans la déclaration commune de la CEE, de ses Etats membres et des ministres des pays de l'AELE du 19 décembre dernier. Une telle formule était, certes, utilisée dans le passé pour d'autres accords semblables et c'est pourquoi nous n'avons pas cru devoir nous y opposer quand nous avons été consultés en novembre.

M. DEWOST estime que le contexte récemment créé rend très fâcheuses de telles formules.

./...

Le Cabinet de M. PANDOLFI (M. MASTRACCHIO) informé par nos soins, nous a déclaré qu'il ne pouvait que s'incliner devant des considérations juridiques et de politique extérieure générale.

Le Service juridique propose de modifier les textes incriminés comme suit:

Pour le programme BCR:

Article 4

"La Commission est responsable de la mise en oeuvre du programme communautaire.

La Suède / Suisse, etc. / désigne deux représentants, qui peuvent être assistés ou remplacés par un expert suédois, pour participer à ceux des travaux du comité consultatif de gestion et de coordination (CGC) (normes et standards scientifiques et technologiques), assistant la Commission, qui portent sur le programme communautaire et concernent la Suède / Suisse, etc. /."

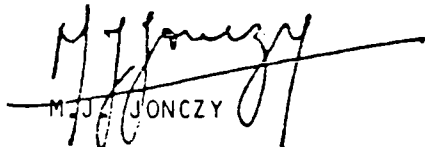
Article 5

"La Commission transmet à la Suède / Suisse, etc. / une copie du rapport sur l'évaluation des résultats déjà obtenus qu'elle communique au Conseil, au Parlement et au Comité économique et social des Communautés européennes à la fin de 1990."

Pour le programme SPES:

Article 4

"La Commission transmet à la Suède / Suisse, etc. / une copie du rapport sur l'évaluation des résultats déjà obtenus qu'elle communique au Conseil et au Parlement des Communautés européennes au cours de la troisième année du programme SPES."


M. J. JONCZY


M. van ACKERE-PIETRI

Copie: Cabinet de MM. PANDOLFI (M. MASTRACCHIO), ANDRIJESSEN, CHRISTOPHERSEN
M. FASELLA (DG XII)
M. MICHEL (Secrétariat Général)

Bruxelles, le7 mai 1990.

COM(90) 24/3

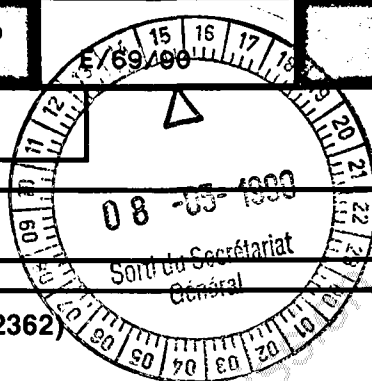
NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

REOUVERTURE

Délai: JEUDI 10 MAI 1990 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101



Objet : Accord de coopération CEE/Finlande
- programme de recherche et développement : métrologie appliquée
et analyses chimiques (BCR)

La procédure écrite E/69/90 (doc. COM(90) 24 et /2, respectivement des 24.1 et 1.2.1990) relative à la question sous objet, est rouverte avec l'accord de M. le Président.

Il est pris acte que, à l'avenir, des formules ayant pour effet de transformer en obligations de droit international des règles de fonctionnement interne de la Communauté, ne seront plus utilisées dans ce type d'accord.

Un nouveau délai est fixé au jeudi 10 mai 1990, 12 heures.

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. FASELLA, KRENZLER, PERISSICH, DEGIMBE, LEGRAS, BRINKHORST
MM. CARPENTIER, MANIATOPOULOS, MINGASSON, de MOOR, von MOLTKE, DEWOST

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

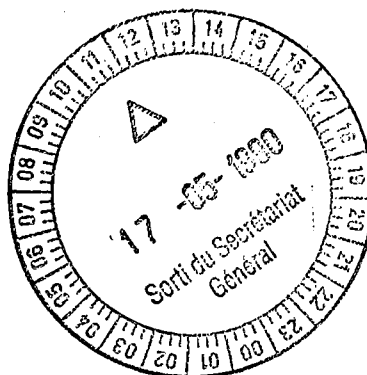
COM(90) 24 final - SYN 247

Bruxelles, le 10 mai 1990

Proposition de DECISION DU CONSEIL

concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

(présentée par la Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

Objet : Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

1. Par sa décision du 29 juin 1988, le Conseil a adopté un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR, 1988 à 1992). L'article 4 de cette décision autorise la Commission à négocier des accords avec des pays tiers, en particulier avec les pays européens qui ont conclu des accords-cadres de coopération scientifique et technique avec la Communauté, en vue de les associer au programme, totalement ou en partie.

2. Au titre de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés européennes et la république de Finlande, dont la conclusion au nom de la Communauté a été approuvée par décision du Conseil du 9 février 1987, la Finlande a exprimé son désir de coopérer à la mise en oeuvre du programme précité.

3. Considérant que l'association de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire peut être source de profit mutuel et peut favoriser l'amélioration du potentiel scientifique et technique européen, la Commission a négocié un projet d'accord de coopération avec la Finlande.

4. Le projet d'accord, annexé à la proposition de décision du Conseil ci-jointe, prévoit :

- l'association de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire;
- une contribution financière de la Finlande pour le financement des travaux qui seront réalisés sous le couvert de contrats de recherche, et des dépenses de gestion et de fonctionnement pour le programme communautaire; cette contribution financière est proportionnelle au produit intérieur brut de la Finlande;
- le droit pour des personnes et des organismes de recherche finlandais de présenter des propositions de recherche et de conclure les contrats de recherche correspondants avec la Commission;
- l'élargissement du comité consultatif de gestion et de coordination (CGC) (normes et standards scientifiques et technologiques) à des représentants finlandais.

5. Compte tenu de la nature de la coopération, toute dépense additionnelle au budget communautaire (ligne budgétaire 7335) résultant de la mise en oeuvre de ce projet d'accord sera couverte par la contribution financière de la Finlande.

Les fonds payés par la Finlande seront crédités au budget communautaire (article budgétaire 602).

6. La Commission propose au Conseil d'adopter la proposition de décision jointe en annexe.

Historical Archives of the European Commission

Proposition de
DECISION DU CONSEIL

concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 130 Q paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission⁽¹⁾,

en coopération avec le Parlement européen⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social⁽³⁾,

considérant que, par sa décision n° 88/418/CEE⁽⁴⁾ le Conseil a adopté un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 à 1992); que l'article 4 de cette décision autorise la Commission à négocier des accords avec des pays tiers, en particulier avec les pays européens qui ont conclu des accords-cadres de coopération scientifique et technique avec la Communauté en vue de les associer au programme totalement ou en partie;

(1) JO n° C ...

(2) JO n° C ...

(3) JO n° C ...

(4) JO n° L 206 du 30.7.1988, p. 29.

considérant que, par sa décision n° 87/177/CEE⁽¹⁾, le Conseil a approuvé au nom de la Communauté économique européenne la conclusion de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés européennes et, notamment, la république de Finlande;

considérant qu'il convient d'approuver l'accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques,

DECIDE :

Article premier

L'accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques, est approuvé au nom de la Communauté économique européenne.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision.

Article 2

Le président du Conseil procède à la notification visée à l'article ii de l'accord.

Fait à ...

Par le Conseil
Le Président

(1) JO n° L 71 du 14.3.1987, p. 29.

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LES COMMUNAUTES EUROPEENNES
ET LA REPUBLIQUE DE FINLANDE RELATIF A UN PROGRAMME DE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE DANS LE
DOMAINE DE LA METROLOGIE APPLIQUEE ET DES ANALYSES CHIMIQUES (BCR)

Historical Archives of the European Commission

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LES COMMUNAUTES EUROPEENNES
ET LA REPUBLIQUE DE FINLANDE RELATIF A UN PROGRAMME DE RECHERCHE
ET DEVELOPPEMENT POUR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE DANS LE
DOMAINE DE LA METROLOGIE APPLIQUEE ET DES ANALYSES CHIMIQUES (BCR)

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, ci-après dénommée "la Communauté",
et

LA REPUBLIQUE DE FINLANDE, ci-après dénommée "la Finlande",

toutes deux ci-après dénommées "les parties contractantes",

considérant que, par sa décision du 29 juin 1988, le Conseil des
Communautés européennes, ci-après dénommé "le Conseil", a adopté un
programme de recherche et développement pour la Communauté économique
européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses
chimiques (1988 à 1992), ci-après dénommé "le programme communautaire";

considérant que les parties contractantes ont conclu un accord-cadre de
coopération scientifique et technique qui est entré en vigueur le
17 juillet 1987;

considérant que l'association de la Finlande au programme communautaire
peut contribuer au renforcement des recherches effectuées par les parties
contractantes dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses
chimiques, et peut éviter tout double emploi inutile;

considérant que les parties contractantes s'attendent à tirer un bénéfice
mutuel de l'association de la Finlande au programme communautaire,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article premier

La Finlande est associée par le présent accord, à partir du 1er janvier 1989, à la mise en oeuvre du programme communautaire décrit à l'annexe A.

Article 2

La contribution financière de la Finlande résultant de son association à la mise en oeuvre du programme communautaire est fixée proportionnellement au montant disponible chaque année dans le budget général des Communautés européennes pour les crédits d'engagement destinés à faire face aux obligations financières de la Commission des Communautés européennes, ci-après dénommée "la Commission", résultant des travaux à effectuer dans le cadre de contrats de recherche à frais partagés nécessaires pour mettre en oeuvre le programme communautaire, ainsi que des dépenses de gestion et de fonctionnement dudit programme.

Le coefficient de proportionnalité appliqué à la contribution de la Finlande s'obtient en établissant le rapport entre le produit intérieur brut (PIB) de la Finlande, aux prix du marché, et la somme des produits intérieurs bruts, aux prix du marché, des Etats membres de la Communauté et de la Finlande. Ce rapport est calculé sur la base des dernières données statistiques disponibles de l'OCDE.

Le montant estimé nécessaire pour réaliser le programme communautaire, le montant de la contribution de la Finlande et le calendrier des estimations d'engagement sont présentés à l'annexe B.

Les règles qui régissent la contribution financière de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire sont présentées à l'annexe C.

Article 3

Pour les chercheurs et organismes de recherche et de développement finlandais, les termes et conditions de la présentation et de l'évaluation des propositions de recherche, ainsi que les termes et conditions de l'octroi et de la conclusion des contrats au titre du programme communautaire sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux chercheurs et aux organismes de recherche et de développement de la Communauté.

Les contrats, établis par la Commission, définissent les droits et les obligations des chercheurs et des organismes de recherche et de développement finlandais et, en particulier, les méthodes de diffusion, de protection et d'exploitation des résultats de la recherche.

Article 4

La Commission est responsable de la mise en oeuvre du programme communautaire.

Elle est assistée dans sa tâche par le comité consultatif de gestion et de coordination (CGC) (normes et standards scientifiques et technologiques), ci-après dénommé "le comité", institué par la décision du Conseil 84/338⁽¹⁾.

(1) JO n° L 177 du 4.7.1984, p. 25.

Le comité est élargi pour inclure deux représentants désignés par la Finlande, qui peuvent être assistés ou remplacés par un expert finlandais. Ces personnes ne participent qu'aux seuls travaux du comité, qui se réunit dans une composition variable pour accomplir les tâches relatives au programme communautaire.

Article 5

A la fin de 1990, la Commission communique au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social un rapport fondé sur une évaluation des résultats déjà obtenus. Elle joint au rapport toute proposition de modification pouvant s'avérer nécessaire à la lumière de ces résultats. Elle transmet à la Finlande un exemplaire de ce rapport, ainsi que les propositions éventuelles des modifications.

Article 6

Chaque partie contractante s'engage, conformément à ses propres dispositions et réglementations, à faciliter le déplacement et la résidence des chercheurs participant, en Finlande et dans la Communauté, aux activités couvertes par le présent accord.

Article 7

La Commission et le centre finlandais d'inspection technique assurent la mise en oeuvre du présent accord.

Article 8

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité instituant la Communauté économique européenne est applicable, dans les conditions prévues par ledit traité, et, d'autre part, au territoire de la république de Finlande.

Article 9

1. Le présent accord est conclu pour la durée du programme communautaire.

Si la Commission révisé le programme communautaire, l'accord peut être renégocié ou résilié à des conditions acceptées d'un commun accord. Le contenu précis du programme révisé est notifié à la Finlande dans la semaine qui suit son adoption par la Communauté. Les parties contractantes se notifient dans le mois qui suit l'adoption de la décision de la Communauté tout projet de résiliation de l'accord.

2. Lorsque la Communauté adopte un nouveau programme de R & D dans le domaine de la science économique, le présent accord peut être renégocié ou reconduit à des conditions acceptées d'un commun accord.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, l'une ou l'autre des parties contractantes peut à tout moment mettre fin à l'accord avec un préavis de six mois. Les projets et travaux en cours au moment de la fin et/ou de l'expiration du présent accord sont poursuivis jusqu'à leur achèvement dans les conditions fixées par le présent accord.

Article 10

Les annexes A, B et C jointes au présent accord font partie intégrante de ce dernier.

Article 11

Le présent accord est approuvé par les parties contractantes conformément aux procédures en vigueur pour chacune d'entre elles.

Il entrera en vigueur à la date à laquelle les parties contractantes se seront notifiées mutuellement l'accomplissement des procédures nécessaires à cette fin.

Article 12

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langue allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et finnoise, chacun de ces textes faisant également foi.

Fait à ...

Pour le Conseil des Communautés européennes
Pour la république de Finlande

ANNEXE A

PROGRAMME COMMUNAUTAIRE DANS LE DOMAINE DE LA
METROLOGIE APPLIQUEE ET DES ANALYSES CHIMIQUES
(1988 à 1992)

1. L'objectif du programme est d'améliorer la fiabilité des analyses chimiques et des mesures physiques (métrologie appliquée), de manière à parvenir à des résultats concordants dans tous les Etats membres.

Les projets seront choisis d'après leur priorité pour la Communauté, du point de vue de l'économie, de l'environnement ou de la santé publique.

Les domaines prioritaires sont les suivants :

a) analyses dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, en particulier :

- les analyses relatives aux animaux d'élevage (aliments, hormones, antibiotiques, etc.) et à la qualité des céréales, fruits et légumes,
- les analyses relatives à la qualité des produits alimentaires transformés (propriétés nutritionnelles, présence de substances dangereuses, contamination bactérienne);

b) analyses relatives à l'environnement, en particulier :

- détermination des traces de composés dangereux dans différents milieux biologiques,
- détermination des polluants atmosphériques sur les lieux de travail,
- caractère mutagène des substances chimiques;

c) analyses biomédicales, et en priorité :

- détermination des enzymes et des hormones (dans le sérum humain),
- tests hématologiques (par exemple, coagulation du sang),
- analyses relatives aux maladies cardiovasculaires,
- analyse des marqueurs tumoraux et des médicaments dans le corps humain;

d) analyse des métaux (essentiellement non ferreux) et de la surface des matériaux;

e) métrologie appliquée. L'accent sera mis sur les mesures et sur l'étalonnage des paramètres les plus importants pour les laboratoires d'essais et les laboratoires industriels, notamment en vue des contrôles de qualité. Les sujets traités incluront en particulier :

- la métrologie dimensionnelle et mécanique (en particulier les mesures qui sont de plus en plus nécessaires pour le contrôle des machines automatiques), ainsi que la caractérisation des états de surface,
- les grandeurs mécaniques, telles que la force et la pression,

- l'étude des performances et de la précision des nouveaux instruments de mesure de la température,
- l'amélioration des mesures optiques dans les gammes de rayonnement visible, ultraviolet et infrarouge, ainsi que dans le domaine des fibres optiques et des lasers,
- les mesures des grandeurs électriques, en particulier à haute fréquence,
- les mesures acoustiques, notamment en ce qui concerne l'insonorisation,
- les mesures relatives aux ultrasons,
- les mesures de débit des liquides et des gaz,
- les méthodes de mesure des propriétés physiques des matériaux, telles que la conductibilité thermique, la viscosité, etc.,
- les méthodes de détermination des propriétés mécaniques des métaux (les travaux concerneront seulement les méthodes nécessaires pour déterminer ces propriétés de manière exacte, et ne consisteront pas à caractériser des matériaux),
- l'amélioration des mesures technologiques exécutées dans l'industrie.

Le programme comprend notamment les activités suivantes :

- l'exécution de programmes de mesures impliquant la collaboration de laboratoires de plusieurs Etats membres (intercomparaisons),
- l'amélioration des méthodes de mesure et d'analyse,
- l'amélioration des instruments nécessaires pour les mesures de haute précision,
- le développement d'étalons de transfert,
- la préparation et la certification de matériaux de référence,
- le stockage et la distribution de matériaux de référence,
- l'aide à la création, au niveau communautaire, de circuits interlaboratoires pour garantir la qualité,
- l'octroi de bourses de recherches pour les sujets relevant du programme,
- l'échange et la formation de personnel scientifique pour les sujets relevant du programme, compte tenu des besoins des Etats membres qui désirent améliorer leur niveau de compétences dans ces domaines,
- la diffusion des résultats des projets,
- une publicité bien ciblée sur les matériaux de référence et la promotion de leur vente.

- 8 -

ANNEXE B

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article premier

Le montant estimé nécessaire pour réaliser le programme communautaire est de 59 200 000 écus.

Article 2

Le montant estimé de la contribution financière de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire est de 1 063 240 écus.

Article 3

Le calendrier des estimations d'engagement et de la contribution financière de la Finlande est présenté à la page suivante.

CALENDRIER DES ENGAGEMENTS ESTIMES NECESSAIRES POUR REALISER
LE PROGRAMME COMMUNAUTAIRE (CREDITS D'ENGAGEMENT) ET DE LA
CONTRIBUTION DE LA FINLANDE (ECUS)

ANNEE	ENGAGEMENTS POUR			CONTRIBUTION DE LA FINLANDE		
	GESTION ET FONCTIONNEMENT	CONTRATS	TOTAL	GESTION ET FONCTIONNEMENT	CONTRATS	TOTAL
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	—	—	—
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
TOTAL GENERAL	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ANNEXE C

REGLES DE FINANCEMENT

Article premier

La présente annexe fixe les règles régissant la contribution financière de la Finlande visée à l'article 2 de l'accord.

Article 2

Au début de chaque année, ou lorsque le programme communautaire fait l'objet d'une révision impliquant une augmentation du montant estimé nécessaire pour sa réalisation, la Commission adresse à la Finlande un appel de fonds correspondant à sa participation aux frais prévus par l'accord.

Cette contribution est exprimée à la fois en écus et dans la monnaie de la Finlande, la composition de l'écu étant définie par le règlement du Conseil 3180/78⁽¹⁾. La valeur en monnaie finlandaise de la contribution en écus est déterminée à la date de l'appel de fonds.

La Finlande effectue le versement de sa contribution aux frais annuels prévus par l'accord au début de chaque année, et au plus tard trois mois après l'envoi de l'appel de fonds. Tout retard dans le versement donne lieu au paiement, par la Finlande, d'un intérêt dont le taux est égal au taux d'escompte le plus élevé appliqué dans les Etats membres de la Communauté au jour de l'échéance. Ce taux est majoré de 0,25 point par mois de retard.

Le taux majoré est applicable à toute la période de retard. Cet intérêt ne sera cependant exigible que si le versement est effectué plus de trois mois après l'envoi d'un appel de fonds par la Commission.

Les frais de déplacement encourus par les représentants et les experts finlandais à l'occasion de leur participation aux travaux du comité visé à l'article 4 de l'accord sont remboursés par la Commission conformément aux procédures actuellement en vigueur pour les représentants et les experts des Etats membres de la Communauté et, en particulier, conformément à la décision du Conseil 84/338.

Article 3

Les fonds versés par la Finlande sont portés au crédit du programme communautaire en tant que recettes budgétaires affectées à un poste prévu dans l'état des recettes du budget général des Communautés européennes.

Article 4

Le règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes s'applique à la gestion des crédits.

Article 5

A la fin de chaque année, une situation des crédits relatifs au programme communautaire est établie et transmise à la Finlande pour information.

(1) JO n° L 379 du 30.12.1978, p. 1.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 final

DOCUMENTS

FR

16 11

N° de catalogue : CB-CO-90-046-FR-C

ISBN 92-77-57207-8

Office des publications officielles des Communautés européennes
L-2985 Luxembourg

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

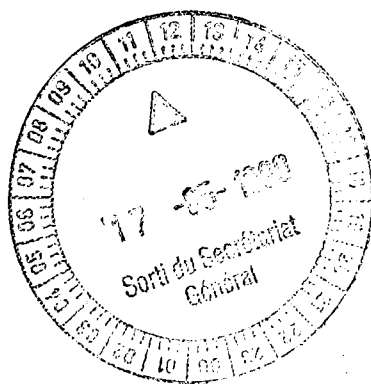
KOM(90) 24 endg. -SYN 247

Brüssel, den 10. Mai 1990

Vorschlag für eine BESCHLUSS DES RATES

Über den Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (BCR)

(von der Kommission vorgelegt)



- 2 -

BEGRÜNDUNG

Betrifft: Vorschlag für einen Beschluß des Rates über den Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen

1. Durch seine Entscheidung vom 29. Juni 1988 hat der Rat ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (BCR, 1988 bis 1992) angenommen. In Artikel 4 dieser Entscheidung wird die Kommission ermächtigt, Abkommen mit Drittländern und insbesondere mit den europäischen Staaten, die mit der Gemeinschaft Rahmenabkommen über wissenschaftliche und technische Zusammenarbeit abgeschlossen haben auszuhandeln, um sie ganz oder teilweise an dem Programm zu beteiligen.
2. Im Zusammenhang mit der Durchführung des Rahmenabkommens über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit zwischen den Europäischen Gemeinschaften und der Republik Finnland, dessen Abschluß der Rat mit Beschluß vom 9. Februar 1987 im Namen der EWG genehmigt hat, hat Finnland Interesse an einer Zusammenarbeit bei der Durchführung des o.g. Programms bekundet.
3. Da die Beteiligung Finnlands an der Durchführung des Gemeinschaftsprogramms für beide Seiten von Vorteil sein und zur Verbesserung der Effizienz des wissenschaftlich-technischen Potentials Europas beitragen kann, hat die Kommission den Entwurf eines Kooperationsabkommens mit Finnland ausgehandelt.
4. Der im Anhang zu dem beigefügten Vorschlag für einen Beschluß des Rates enthaltene Entwurf eines Abkommens sieht folgendes vor:
 - die Beteiligung Finnlands an der Durchführung des Gemeinschaftsprogramms;
 - einen finanziellen Beitrag Finnlands zur Finanzierung der Arbeiten, die im Rahmen von Forschungsverträgen durchzuführen sind sowie der Management- und Verwaltungsausgaben für das Gemeinschaftsprogramm; dieser finanzielle Beitrag steht im Verhältnis zum Bruttoinlandsprodukt Finnlands;
 - die Möglichkeit für finnische Einzelpersonen und Forschungseinrichtungen, Forschungsvorschläge einzureichen und die entsprechenden Forschungsverträge mit der Kommission abzuschließen;
 - die Erweiterung des Beratenden Verwaltungs- und Koordinierungsausschusses (BVKA) (Normen und Standards in Wissenschaft und Technik) durch die Aufnahme der Vertreter Finnlands.

- 3 -

5. Angesichts der Art der Zusammenarbeit werden alle zusätzlichen Ausgaben aus dem Gemeinschaftshaushalt (Haushaltslinie 7335), die sich aus der Durchführung dieses Abkommenentwurfs ergeben, durch den finanziellen Beitrag Finnlands abgedeckt.

Die von Finnland bereitgestellten Mittel werden im Haushaltsplan der Gemeinschaft verbucht (Artikel 602 des Haushaltsplans).

6. Die Kommission schlägt dem Rat vor, den beiliegenden Vorschlag für einen Beschluß anzunehmen.

Historical Archives of the European Commission

- 4 -

Vorschlag für einen
BESCHLUSS DES RATES

über den Abschluß eines Kooperationsabkommens zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 130 q Absatz 2,

auf Vorschlag der Kommission⁽¹⁾,

in Zusammenarbeit mit dem Europäischen Parlament⁽²⁾,

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses⁽³⁾,

In Erwägung nachstehender Gründe:

Durch seine Entscheidung 88/418/EWG⁽⁴⁾ hat der Rat ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (1988 bis 1992) angenommen. In Artikel 4 dieser Entscheidung wird die Kommission ermächtigt, Abkommen mit Drittländern und insbesondere mit den europäischen Staaten, die mit der Gemeinschaft Rahmenabkommen über wissenschaftliche und technische Zusammenarbeit abgeschlossen haben, auszuhandeln, um sie ganz oder teilweise an den Programmen zu beteiligen.

(1) ABI. Nr. C ...

(2) ABI. Nr. C ...

(3) ABI. Nr. C ...

(4) ABI. Nr. L 206 vom 30.7.1988, S. 29.

Mit dem Beschluß 87/177/EWG⁽¹⁾ hat der Rat den Abschluß des Rahmenabkommens über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit zwischen den Europäischen Gemeinschaften und – unter anderem – der Republik Finnland im Namen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft genehmigt.

Das Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen ist zu genehmigen –

BESCHLIESST:

Artikel 1

Das Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Republik Finnland über ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen wird im Namen der Gemeinschaft genehmigt.

Der Wortlaut des Abkommens ist diesem Beschluß beigelegt.

Artikel 2

Der Präsident des Rates nimmt die in Artikel 11 des Abkommens vorgesehene Notifizierung vor.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

Der Präsident

(1) ABl. Nr. L 71 vom 14.3.1987, S. 29.

KOOPERATIONSABKOMMEN
ZWISCHEN
DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
UND
DER REPUBLIK FINNLAND
ÜBER
FORSCHUNG UND ENTWICKLUNG
AUF DEM GEBIET DER
ANGEWANDTEN METROLOGIE UND DER CHEMISCHEN ANALYSEN (BCR)

Historical Archives of the European Commission

7

KOOPERATIONSABKOMMEN
ZWISCHEN
DER EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
UND
DER REPUBLIK FINNLAND
ÜBER
FORSCHUNG UND ENTWICKLUNG
AUF DEM GEBIET DER
ANGEWANDTEN METROLOGIE UND DER CHEMISCHEN ANALYSEN (BCR)

DIE EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT, nachstehend "die Gemeinschaft" genannt,

und

die REPUBLIK FINNLAND, nachstehend "Finnland" genannt,

nachstehend die "Vertragsparteien" genannt -

In Erwägung nachstehender Gründe:

Durch seine Entscheidung vom 29. Juni 1988 hat der Rat der Europäischen Gemeinschaften, nachstehend "der Rat" genannt, ein Forschungs- und Entwicklungsprogramm auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen (1988 bis 1992), nachstehend "das Gemeinschaftsprogramm" genannt, angenommen.

Die Vertragsparteien haben ein Rahmenabkommen über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit abgeschlossen, das am 17. Juli 1987 in Kraft getreten ist.

Die Beteiligung Finnlands an dem Gemeinschaftsprogramm kann dazu beitragen, die Effizienz der Forschungsarbeiten der Vertragsparteien auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen zu verbessern und unnötige Doppelarbeit zu vermeiden.

Die Vertragsparteien erwarten einen beiderseitigen Nutzen von der Beteiligung Finnlands an dem Gemeinschaftsprogramm -

SIND WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel 1

Mit Wirkung vom 1. Januar 1988 nimmt Finnland an der Durchführung des in Anhang A dargelegten Gemeinschaftsprogramms teil.

Artikel 2

Der finanzielle Beitrag Finnlands, der sich aus seiner Teilnahme an der Durchführung des Gemeinschaftsprogramms ergibt, wird im Verhältnis zu dem Betrag festgesetzt, der alljährlich für Verpflichtungsermächtigungen in den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Gemeinschaften eingesetzt wird und zur Deckung derjenigen finanziellen Verpflichtungen der Kommission der Europäischen Gemeinschaften, nachstehend "die Kommission" genannt, bestimmt ist, die sich aus Arbeiten im Rahmen der zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms notwendigen Forschungsverträge sowie aus den Management- und Verwaltungskosten für das Gemeinschaftsprogramm ergeben.

Der Proportionalitätsfaktor zur Bestimmung des finnischen Beitrags ergibt sich aus dem Verhältnis zwischen dem Bruttoinlandsprodukt zu Marktpreisen Finnlands einerseits und der Summe der Bruttoinlandsprodukte zu Marktpreisen der Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und Finnlands andererseits. Dieses Verhältnis wird unter Zugrundelegung der aktuellsten statistischen Daten der OECD berechnet.

Die zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms voraussichtlich erforderlichen Mittel, die Höhe des finnischen Beitrags und der Fälligkeitsplan für die veranschlagten Mittelbindungen sind in Anhang B niedergelegt.

Die für den finanziellen Beitrag Finnlands Norwegens zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms geltenden Vorschriften sind in Anhang C dargelegt.

Artikel 3

Für finnischen Forschungs- und Entwicklungseinrichtungen und Personen gelten für die Vorlage und Beurteilung von Vorschlägen sowie die Bewilligung und den Abschluß der Verträge im Rahmen des Gemeinschaftsprogramms die gleichen Bedingungen wie für Forschungs- und Entwicklungseinrichtungen und Personen der Gemeinschaft.

In den von der Kommission ausgearbeiteten Verträgen werden die Rechte und Pflichten der finnischen Forschungs- und Entwicklungseinrichtungen und Personen und insbesondere die Verfahren zur Verbreitung, zum Schutz und zur Auswertung der Forschungsergebnisse geregelt.

Artikel 4

Die Kommission gewährleistet die Durchführung des Gemeinschaftsprogramms. Sie wird bei dieser Aufgaben von dem durch den Beschluß des Rates Nr. 84/338⁽¹⁾ eingesetzten Beratenden Verwaltungs- und Koordinierungsausschuß "Normen und Standards in Wissenschaft und Technik" unterstützt.

(1) Nr. L 177 vom 4.7.1984, S. 25.

Der Ausschuß wird durch Aufnahme zweier Vertreter erweitert, die von Finnland ernannt werden und von einem finnischen Sachverständigen unterstützt oder vertreten werden können. Sie beteiligen sich lediglich an den Arbeiten des Ausschusses, der in unterschiedlicher Zusammensetzung zusammentritt, um die Aufgaben im Rahmen des Gemeinschaftsprogramms zu erfüllen.

Artikel 5

Ende 1990 erstattet die Kommission dem Rat und dem Europäischen Parlament auf der Grundlage einer Bewertung der bis dahin erzielten Ergebnisse Bericht. Diesem Bericht sind Änderungsvorschläge beizufügen, die gegebenenfalls aufgrund dieser Ergebnisse erforderlich werden. Finnland wird eine Kopie des Berichts übermittelt. Außerdem wird Finnland über alle möglichen Änderungsvorschläge unterrichtet.

Artikel 6

Jede Vertragspartei verpflichtet sich in Übereinstimmung mit ihren Bestimmungen und Verordnungen, die Freizügigkeit und den Aufenthalt der Forscher, die an den unter dieses Abkommen fallenden Tätigkeiten in Finnland und in der Gemeinschaft teilnehmen, zu erleichtern.

Artikel 7

Die Kommission und das Technische Überwachungszentrum in Finnland gewährleisten die Durchführung dieses Abkommens.

Artikel 8

Dieses Abkommen gilt für die Gebiete, in denen der Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft angewendet wird, und nach Maßgabe jenes Vertrages einerseits sowie für das Gebiet der Republik Finnland andererseits.

Artikel 9

1. Dieses Abkommen gilt für die Dauer des Gemeinschaftsprogramms.

Wird das Gemeinschaftsprogramm von der Gemeinschaft geändert, kann das Abkommen entsprechend den vereinbarten Bedingungen gekündigt werden. Finnland wird über den genauen Inhalt des geänderten Programms binnen einer Woche nach dessen Annahme durch die Gemeinschaft unterrichtet. Ist eine Kündigung des Abkommens geplant, teilen sich dies die Vertragsparteien binnen drei Monaten nach Annahme des Beschlusses durch die Gemeinschaft mit.

2. Beschließt die Gemeinschaft ein neues FuE-Programm auf dem Gebiet der angewandten Metrologie und der chemischen Analysen, kann dieses Abkommen entsprechend den vereinbarten Bedingungen neu ausgehandelt oder verlängert werden.

3. Vorbehaltlich Absatz 1 kann jede Vertragspartei jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten das Abkommen kündigen. Die laufenden Vorhaben und Arbeiten, die zum Zeitpunkt der Kündigung und/oder des Auslaufens dieses Abkommens durchgeführt werden, werden entsprechend den in diesem Abkommen festgelegten Vertragsbedingungen bis zu deren Abschluß fortgeführt.

Artikel 10

Die Anhänge A, B und C zu diesem Abkommen sind Bestandteil des Abkommens.

Artikel 11

Dieses Abkommen wird von den Vertragspartei nach deren eigenen Verfahren genehmigt.

Es tritt in Kraft, sobald die Vertragsparteien einander mitgeteilt haben, daß das hierzu erforderliche Verfahren durchgeführt worden ist.

Artikel 12

Dieses Abkommen ist in zwei Urschriften in dänischer, deutscher, englischer, französischer, griechischer, italienischer, niederländischer, portugiesischer, spanischer und finnischer Sprache erstellt, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Geschehen zu

Für den Rat der
Europäischen Gemeinschaften

Für das die Republik Finnland

ANHANG A

GEMEINSCHAFTSPROGRAMM AUF DEM GEBIET DER
ANGEWANDTEN METROLOGIE UND DER CHEMISCHEN ANALYSEN
(1988 bis 1992)

Ziel des Programms ist die Verbesserung der Zuverlässigkeit chemischer Analysen und physikalischer Messungen (angewandte Metrologie), um eine Übereinstimmung der Ergebnisse in allen Mitgliedstaaten zu erreichen.

Die Vorhaben werden aus Bereichen ausgewählt, die für die Gemeinschaft aus wirtschaftlichen Gründen, für den Umweltschutz oder das Gesundheitswesen vorrangige Bedeutung besitzen.

Vorrangige Bereiche sind:

- a) Analysen von Lebensmitteln und Agrarprodukten, insbesondere
 - Viehuntersuchungen (Futtermittel, Hormone, Antibiotika usw.) und Untersuchungen der Qualität von Getreide, Obst und Gemüse,
 - Analysen der Qualität von verarbeiteten Nahrungsmitteln (Nährwert, gefährliche Substanzen, bakterielle Kontamination).
- b) Umweltbezogene Analysen, insbesondere
 - Nachweis von Spuren gefährlicher Stoffe in verschiedenen Grundsubstanzen,
 - Nachweis von Luftverunreinigungen am Arbeitsplatz,
 - Mutagenität chemischer Substanzen.
- c) Biomedizinische Analysen, dabei vorrangig
 - die Bestimmung von Enzymen und Hormonen (in menschlichem Serum),
 - hämatologische Tests (z.B. Blutgerinnung),
 - Untersuchungen von Herz-Kreislauf-Erkrankungen,
 - Analyse von Tumormarkern und Pharmaka im menschlichen Körper.
- d) Analysen von (im wesentlichen Nichteisen-) Metallen und Oberflächen-Analysen.
- e) Angewandte Metrologie. Der Schwerpunkt wird auf die Messung und Kalibrierung der für die Testlaboratorien und gewerblichen Laboratorien
 - Insbesondere bei Qualitätskontrolle - wichtigsten Parameter gelegt. Es handelt sich insbesondere um
 - dimensionelle und mechanische Metrologie (insbesondere Messungen, die für die Überprüfung von Automaten immer wichtiger werden) und die Bestimmung von Oberflächenbeschaffenheiten;
 - mechanische Parameter wie Kraft und Druck;

- 7 -

- Untersuchung der Leistung und Genauigkeit neuer Temperaturmeßgeräte;
- Verbesserung der Metrologie in der Optik im sichtbaren, ultravioletten und Infrarotbereich und im Bereich von Faseroptik und Lasern;
- Messungen von elektrischen Größen, insbesondere im Hochfrequenzbereich;
- akustische Messungen, insbesondere im Hinblick auf Schallsollierung;
- Ultraschallmessungen;
- Flußmessungen bei Flüssigkeiten und Gasen;
- Methoden der Messung von physikalischen Eigenschaften und Werkstoffeigenschaften, wie Wärmeleitfähigkeit, Viskosität usw.;
- Methoden zur Bestimmung von mechanischen Eigenschaften von Metallen (die Arbeit erstreckt sich nur auf die Methoden, die für die genaue Bestimmung dieser Eigenschaften – und nicht auf die, die für die Charakterisierung der Werkstoffe – erforderlich sind);
- Verbesserung technologischer Messungen in der Industrie.

Die Tätigkeiten beinhalten insbesondere

- die Durchführung von Meßprojekten, bei denen Laboratorien mehrerer Mitgliedstaaten zusammenarbeiten (Ringversuche);
- Verbesserung von Analyse- und Meßmethoden;
- Verbesserung der für Messungen mit hoher Präzision notwendigen Instrumente;
- Entwicklung von Transferstandards;
- Herstellung und Anerkennung von Referenzmaterialien;
- Lagerung und Verteilung von Referenzmaterialien;
- Unterstützung für die Einrichtung von Laborverbundsystemen auf Gemeinschaftsebene zur Gewährleistung der Qualität;
- Forschungsbeihilfen für von diesem Programm erfaßte Themen;
- Austausch und Ausbildung von Wissenschaftlern im Rahmen der Themen des Programms unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Mitgliedstaaten, die ihre Möglichkeiten in diesen Bereichen verbessern möchten;
- Verbreitung der Ergebnisse der Projekte;
- gezielte Werbung für die Referenzmaterialien und Förderung ihres Verkaufs.

ANHANG BFINANZVORSCHRIFTENArtikel 1

Der zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms erforderliche Betrag wird auf 59.200.000 ECU veranschlagt.

Artikel 2

Der finanzielle Beitrag Finnlands zur Durchführung des Gemeinschaftsprogramms wird auf 1.063.240 ECU veranschlagt.

Artikel 3

In der Tabelle auf der folgenden Seite ist der Fälligkeitsplan für die voraussichtlichen Mittelbindungen und für den finanziellen Beitrag Finnlands dargestellt.

Historical Archives of the European Commission

FÄLLIGKEITSPLAN FÜR DIE ZUR
DURCHFÜHRUNG DES GEMEINSCHAFTSPROGRAMMS VORAUSSICHTLICH ERFORDERLICHEN
MITTELBINDUNGEN (VERPFLICHTUNGSERMÄCHTIGUNGEN)
UND FÜR DEN BEITRAG FINNLANDS (ECU)

JAHR	MITTELBINDUNGEN FÜR			BEITRAG FINNLANDS		
	MANAGEMENT- UND VERWALTUNGSTÄ- TIGKEITEN	VERTRÄGE	INSGESAMT	MANAGEMENT- UND VERWAL- TUNGSTÄTIG- KEITEN	VERTRÄGE	INSGESAMT
1988	2.530.150	3.507.850	6.038.000	-	-	-
1989	3.480.500	10.019.500	13.500.000	69.610	200.390	270.000
1990	4.050.000	11.250.000	15.300.000	81.000	225.000	306.000
1991	4.200.000	10.200.000	14.400.000	84.000	204.000	288.000
1992	4.300.000	5.662.000	9.962.000	86.000	113.240	199.240
INSGE- SAMT	18.560.650	40.639.350	59.200.000	320.610	742.630	1.063.240

VORSCHRIFTEN FÜR DIE FINANZIELLE DURCHFÜHRUNG

Artikel 1

Dieser Anhang legt die Vorschriften für die finanzielle Beteiligung Finnlands gemäß Artikel 2 des Abkommens fest.

Artikel 2

Zu Beginn jedes Jahres oder immer dann, wenn sich durch eine Überarbeitung des Gemeinschaftsprogramms die für die Durchführung voraussichtlich erforderlichen Mittel erhöhen, ruft die Kommission bei Finnland die Mittel entsprechend seinem Beitrag zu den Kosten des Abkommens ab.

Dieser Beitrag wird sowohl in Ecu als auch in finnischer Währung ausgedrückt; die Zusammensetzung der Ecu ist in der Verordnung des Rates 3180/78⁽¹⁾ definiert. Der Wert des Beitrags in Ecu in finnischer Währung wird am Tag des Abrufs festgelegt.

Finnland überweist seinen Beitrag zu den jährlichen Kosten im Rahmen des Abkommens jeweils zu Beginn des Jahres, spätestens jedoch 3 Monate nach dem der Abruf ergangen ist. Bei verspäteter Überweisung hat Finnland Zinsen zu zahlen, deren Satz gleich dem höchsten am Fälligkeitstag in den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geltenden Diskontsatz ist. Der Zinssatz erhöht sich um 0,25 % für jeden Verzugsmonat.

Der erhöhte Zinssatz wird auf den gesamten Verzugszeitraum angewendet. Dieser Zinssatz ist jedoch nur zu entrichten, wenn der Beitrag mehr als 3 Monate nach einem Mittelabruf der Kommission erfolgt.

Die Reisekosten, die den finnischen Vertretern und Sachverständigen aus ihrer Teilnahme an den Arbeiten des Ausschusses gemäß Artikel 4 des Abkommens entstehen, werden von der Kommission in Übereinstimmung mit den geltenden Bestimmungen für die Vertreter und Sachverständigen der Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und insbesondere in Übereinstimmung mit dem Beschluß Nr. 84/338 des Rates erstattet.

Artikel 3

Die Mittel aus den Beiträgen Finnlands kommen dem Gemeinschaftsprogramm zugute und werden in den Einnahmeansätzen des Gesamthaushalts der Europäischen Gemeinschaften als Einnahmen im Sinne des entsprechenden Einnahmepostens verbucht.

Artikel 4

Die Verwaltung der Mittel erfolgt nach der geltenden Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Europäischen Gemeinschaften.

Artikel 5

Nach Ablauf jedes Jahres wird ein Bericht über den Stand der Mittel für das Gemeinschaftsprogramm erstellt und Finnland zur Unterrichtung übermittelt.

(1) ABI. Nr. L 379 vom 30.12.1978, S. 1.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

KOM(90) 24 endg.

DOKUMENTE

DE

16 11

Katalognummer : CB-CO-90-046-DE-C

ISBN 92-77-57204-3

Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften
L-2985 Luxemburg

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

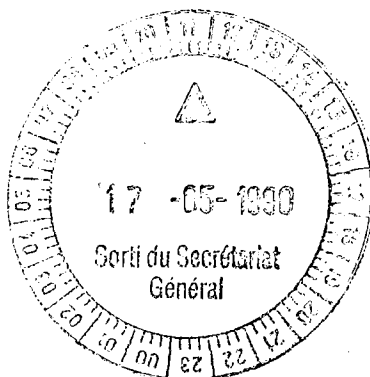
COM(90) 24 def.-SYN 247

Bruxelles, 10 maggio 1990

Proposta di DECISIONE DEL CONSIGLIO

riguardante la conclusione di un accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica di Finlandia relativo al programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica (B.C.R.)

(presentata dalla Commissione)



NOTA ESPLICATIVA

Oggetto: Proposta di decisione del Consiglio riguardante la conclusione di un accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica di Finlandia relativo al programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica (B.C.R.)

1. Con decisione del 29 giugno 1988 il Consiglio ha adottato un programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica (B.C.R.)(1988-1992). Ai sensi dell'articolo 4 della suddetta decisione la Commissione è autorizzata a negoziare accordi con paesi terzi e, in particolare, con i paesi europei che hanno concluso accordi-quadro di cooperazione scientifica e tecnica con la Comunità, al fine di associarli integralmente o parzialmente al programma.
2. Nel contesto dell'esecuzione dell'accordo-quadro di cooperazione scientifica e tecnica tra le Comunità europee e la Repubblica di Finlandia, la cui conclusione a nome della CEE è stata approvata con decisione del Consiglio del 9 febbraio 1987, la Finlandia ha espresso il proprio interesse a cooperare all'attuazione del summenzionato programma.
3. Considerando che l'associazione della Finlandia all'attuazione del programma comunitario può risultare di reciproco vantaggio e contribuire ad un impiego più efficace del potenziale scientifico e tecnico europeo, la Commissione ha negoziato un progetto d'accordo di cooperazione con la Finlandia.
4. Il progetto d'accordo, accluso all'allegata proposta di decisione del Consiglio, prevede:
 - l'associazione della Finlandia all'esecuzione del programma comunitario;
 - un contributo finanziario della Finlandia per la copertura delle attività da svolgersi nel quadro di contratti di ricerca nonché delle spese di esercizio sia amministrative che di gestione relative all'esecuzione del programma comunitario; detto contributo finanziario è proporzionale al prodotto interno lordo della Finlandia;
 - il diritto, per persone e organismi di ricerca finlandesi, di presentare proposte di ricerca nonché di concludere i relativi contratti con la Commissione;
 - l'aumento del numero dei membri del Comitato consultivo in materia di gestione e di coordinamento (C.G.C.) "Norme e modelli scientifici e tecnologici" con l'inclusione di rappresentanti della Finlandia.

5. Trattandosi di un'azione di cooperazione, ogni spesa aggiuntiva a carico del bilancio comunitario (voce 7335) e inerente all'esecuzione del progetto di accordo verrà coperta con il contributo finanziario della Finlandia.

I fondi versati dalla Finlandia saranno accreditati sul bilancio comunitario (art. 602 del bilancio).

6. La Commissione invita il Consiglio ad adottare l'allegata proposta di decisione.

Historical Archives of the European Commission

Proposta di

DECISIONE DEL CONSIGLIO

riguardante la conclusione di un accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica di Finlandia relativo ad un programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dall'analisi chimica (B.C.R.).

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 130 Q, paragrafo 2,

vista la proposta della Commissione (1),

in cooperazione con il Parlamento europeo (2),

visto il parere del Comitato economico e sociale (3),

considerando che con la decisione 88/418/CEE (4), il Consiglio ha adottato un programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica (B.C.R.) (1988-1992); che ai sensi dell'articolo 4 della suddetta decisione la Commissione è autorizzata a negoziare accordi con paesi terzi e, in particolare, con i paesi europei che hanno concluso accordi-quadro di cooperazione scientifica e tecnica con la Comunità al fine di associarli integralmente o parzialmente al suddetto programma;

(1) GU n. C ...

(2) GU n. C ...

(3) GU n. C ...

(4) GU n. L 206 del 30.7.1988, pag. 29.

considerando che con la decisione 87/177/CEE (1), il Consiglio ha approvato la conclusione, a nome della Comunità economica europea, dell'accordo-quadro di cooperazione scientifica e tecnica tra le Comunità europee e, tra gli altri, la Repubblica di Finlandia;

considerando che è opportuno approvare l'accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica di Finlandia relativo ad un programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica (B.C.R.),

DECIDE:

Articolo 1

E' adottato, in nome della Comunità, l'accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica di Finlandia relativo ad un programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica (B.C.R.),

Il testo dell'accordo è allegato alla presente decisione.

Articolo 2

Il Presidente del Consiglio provvede alla notifica di cui all'articolo 11 dell'accordo.

Fatto a, addì

Per il Consiglio

Il Presidente

(1) GU n. L 71 del 14.3.1987, pag. 29.

C

**ACCORDO DI COOPERAZIONE TRA
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA E
LA REPUBBLICA DI FINLANDIA
RELATIVO AD UN PROGRAMMA DI RICERCA E SVILUPPO PER
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA
NEL SETTORE DELLA METROLOGIA APPLICATA
E DELL'ANALISI CHIMICA (B.C.R.)**

Historical Archives of the European Commission

ACCORDO DI COOPERAZIONE TRA
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA E
LA REPUBBLICA DI FINLANDIA
RELATIVO AD UN PROGRAMMA DI RICERCA E SVILUPPO PER
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA
NEL SETTORE DELLA METROLOGIA APPLICATA
E DELL'ANALISI CHIMICA (B.C.R.)

LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA, in appresso denominata "la Comunità",

e

LA REPUBBLICA DI FINLANDIA, in appresso denominata "Finlandia",

In appresso denominate congiuntamente le "parti contraenti",

considerando che con decisione del 29 giugno 1988, il Consiglio delle Comunità europee, in appresso denominato "il Consiglio", ha adottato un programma di ricerca e sviluppo per la Comunità economica europea nel settore della metrologia applicata e dall'analisi chimica (B.C.R.) (1988-1992) in appresso denominato "programma comunitario";

considerando che le parti contraenti hanno concluso un accordo-quadro di cooperazione scientifica e tecnica entrato in vigore il 17 luglio 1987;

considerando che l'associazione della Finlandia al programma comunitario può contribuire a rafforzare l'efficienza delle ricerche svolte dalle parti contraenti nel settore della metrologia applicata e dall'analisi chimica nonché ad evitare inutili doppioni delle attività;

considerando che le parti contraenti prevedono di trarre reciproco vantaggio dall'associazione della Finlandia al programma comunitario,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

Articolo 1

Dal 1° gennaio 1989 la Finlandia è associata all'attuazione del programma comunitario di cui all'allegato A.

Articolo 2

Il contributo finanziario della Finlandia inerente alla sua associazione all'attuazione del programma comunitario viene fissato in rapporto all'importo disponibile ogni anno nel bilancio generale delle Comunità europee per gli stanziamenti d'impegno a copertura degli obblighi finanziari della Commissione delle Comunità europee, in appresso denominata "la Commissione", derivanti dalle attività da svolgere nel quadro di contratti di ricerca per l'attuazione del programma comunitario e riguardanti le spese amministrative e di gestione del medesimo.

Il coefficiente di proporzionalità del contributo della Finlandia è pari al rapporto tra il prodotto interno lordo (PIL) della Finlandia, ai prezzi di mercato, e la somma dei prodotti interni lordi, ai prezzi di mercato, degli Stati membri della Comunità e della Finlandia. Detto rapporto viene calcolato in base ai più recenti dati statistici dell'OCSE.

I fondi ritenuti necessari per l'esecuzione del programma comunitario, l'importo del contributo della Finlandia e la ripartizione annua dei relativi impegni figurano all'allegato B.

Le modalità di finanziamento relative al contributo della Finlandia all'esecuzione del programma comunitario figurano all'allegato C.

Articolo 3

Per la presentazione e la valutazione delle proposte provenienti da organismi e persone finlandesi nonché per l'attribuzione e la conclusione dei relativi contratti nel quadro del programma comunitario vigono le stesse norme e condizioni applicabili ad organismi e persone che svolgono attività di ricerca e sviluppo nella Comunità.

Nel contratti, redatti dalla Commissione, sono definiti i diritti e gli obblighi delle persone e degli organismi finlandesi impegnati in attività di ricerca e sviluppo nonché, in particolare, le modalità e gli strumenti di diffusione, di protezione e di sfruttamento dei risultati delle ricerche.

Articolo 4

La Commissione è responsabile dell'attuazione del programma comunitario. Essa è assistita dal Comitato consultivo in materia di gestione e di coordinamento "Norme e modelli scientifici e tecnologici", in appresso denominato "il Comitato", istituito con la decisione del Consiglio 84/338.⁽¹⁾

Il numero dei membri del Comitato è aumentato includendovi due rappresentanti della Finlandia, designati da quest'ultima, i quali possono farsi assistere od essere sostituiti da un esperto finlandese. Essi partecipano unicamente ai lavori del Comitato nelle sue riunioni, in composizione variabile, ai fini del programma comunitario.

(1) GU L 177 del 4.7.1984, pag. 25.

Articolo 5

Al termine del 1990, la Commissione trasmette al Consiglio, al Parlamento europeo e al Comitato economico e sociale, una relazione di valutazione dei risultati conseguiti sino a quel momento. Se del caso, in essa vengono inoltre proposte le modifiche eventualmente resesi necessarie alla luce di tali risultati. Copia della suddetta relazione viene trasmessa alla Finlandia, la quale viene inoltre informata su ogni proposta di possibile modifica.

Articolo 6

Ciascuna parte contraente si impegna, pur sempre nel rispetto delle proprie norme e disposizioni, ad agevolare gli spostamenti e il soggiorno dei ricercatori che partecipano, in Finlandia e nella Comunità, alle attività previste dal presente accordo.

Articolo 7

La Commissione e il centro di ispezione tecnica finlandese garantiscono l'esecuzione del presente accordo.

Articolo 8

Il presente accordo è d'applicazione nel territorio in cui è applicabile il trattato che istituisce la Comunità economica europea e alle condizioni in esso previste nonché nel territorio della Repubblica di Finlandia.

Articolo 9

1. Il presente accordo è concluso per la durata del programma comunitario.

Qualora la Comunità riesamini il programma comunitario, l'accordo può essere denunciato alle condizioni concordate dalle parti contraenti. L'esatto contenuto del programma riesaminato viene notificato alla Finlandia entro una settimana dalla data della sua adozione da parte della Comunità. La parte contraente che eventualmente intende recedere dall'accordo comunica all'altra parte contraente tale intenzione entro tre mesi dalla data della decisione della Comunità relativa al riesame.

2. Qualora la Comunità adotti un nuovo programma di R&S nel settore della metrologia applicata e dell'analisi chimica il presente accordo può essere rinegoziato o rinnovato a condizioni concordate da entrambe le parti.

3. Fatto salvo il disposto del paragrafo 1, ciascuna parte contraente può recedere in qualsiasi momento dal presente accordo con preavviso di sei mesi. I progetti e i lavori in corso al momento del recesso e/o della scadenza del presente accordo vengono proseguiti sino al loro completamento alle condizioni fissate nel presente accordo.

Articolo 10

Gli allegati A, B e C del presente accordo ne costituiscono parte integrante.

Articolo 11

Il presente accordo è approvato dalle parti contraenti conformemente alle loro rispettive procedure vigenti.

Esso entrerà in vigore alla data in cui le parti contraenti si saranno reciprocamente notificato l'espletamento delle procedure necessarie a tal fine.

Articolo 12

Il presente accordo è redatto in duplice copia in lingua danese, finlandese, francese, greca, inglese, italiana, olandese, portoghese, spagnola e tedesca, ciascun testo facente ugualmente fede.

Fatto a, addì

Per il Consiglio delle
Comunità europee

Per la Repubblica
di Finlandia

ALLEGATO A**PROGRAMMA COMUNITARIO NEL SETTORE DELLA METROLOGIA APPLICATA E
DELL'ANALISI CHIMICA (1988-1992)**

L'obiettivo del programma è di migliorare l'affidabilità delle analisi e delle misurazioni fisiche (metrologia applicata) onde ottenere un'armonizzazione dei risultati fra tutti gli Stati membri.

I progetti saranno scelti fra i settori di importanza prioritaria per la Comunità da un punto di vista economico, ambientale o sanitario.

I settori prioritari sono i seguenti.

a) Analisi relative ai prodotti alimentari ed ai prodotti agricoli, in particolare:

- analisi relative agli animali d'allevamento (mangimi, ormoni, antibiotici, ecc.) e alla qualità di cereali, frutta e verdura;
- analisi relative alla qualità degli alimenti trattati (proprietà nutritive, presenza di sostanze pericolose, contaminazione batterica).

b) Analisi relative all'ambiente, in particolare:

- determinazione di tracce di composti pericolosi presenti in diverse matrici;
- determinazione delle sostanze inquinanti dell'aria negli ambienti di lavoro;
- mutagenicità dei prodotti chimici.

c) Analisi biomediche, con i seguenti temi prioritari:

- determinazione degli enzimi e degli ormoni (nel siero umano);
- prove ematologiche (per esempio, coagulazione del sangue);
- analisi relative alle malattie cardiovascolari;
- analisi degli indicatori tumorali e dei farmaci presenti nel corpo umano.

d) Analisi dei metalli (essenzialmente non ferrosi) e analisi di superficie dei materiali.

e) Metrologia applicata. Sarà posto l'accento sulle misurazioni e tarature riguardanti le grandezze più importanti per i laboratori di prova ed i laboratori industriali soprattutto ai fini del controllo della qualità. Gli argomenti trattati comprenderanno in particolare:

- misurazioni riguardanti le dimensioni e la forma (in particolare quelle sempre più richieste per il controllo delle macchine automatiche) nonché caratterizzazione degli stati di superficie;
- le grandezze meccaniche come forza e pressione;

- 7 -

- lo studio sulle prestazioni e sulla precisione dei nuovi strumenti di misura della temperatura;
- il miglioramento delle misure ottiche nelle bande del visibile, dell'ultravioletto e dell'infrarosso, nonché nel settore delle fibre ottiche e laser;
- misura delle grandezze elettriche, in particolare ad alta frequenza;
- misure nel campo dell'acustica, in particolare per quanto riguarda l'insonorizzazione;
- misure relative agli ultrasuoni;
- misure del flusso di liquidi e gas;
- metodi di misura delle caratteristiche fisiche dei materiali come conduttività termica, viscosità ecc.;
- metodi di determinazione delle proprietà meccaniche dei metalli (i lavori riguarderanno soltanto i metodi necessari ai fini di un'accurata determinazione di tali proprietà e non comprenderanno la caratterizzazione dei materiali);
- miglioramento delle misurazioni tecnologiche eseguite nell'ambito dell'industria.

Il programma comprende in particolare le seguenti attività:

- esecuzione coordinata di campagne di misurazione da parte di laboratori di più Stati membri (interaffronti);
- miglioramento dei metodi di misura e di analisi;
- miglioramento degli strumenti necessari per misure di alta precisione;
- approntamento di campioni di trasferimento;
- preparazione e certificazione di materiali di riferimento;
- deposito e distribuzione di materiali di riferimento;
- sostegno all'instaurazione di circuiti "interlaboratori" a livello comunitario per la garanzia della qualità;
- borse di ricerca sui temi del programma;
- scambio e formazione di personale scientifico sui temi del programma, tenendo conto delle esigenze degli Stati membri che desiderano migliorare le loro capacità in questi settori;
- diffusione dei risultati dei progetti;
- pubblicità finalizzata dei materiali di riferimento e promozione della loro vendita.

ALLEGATO B

DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 1

L'importo ritenuto necessario per l'attuazione del programma comunitario è pari a 59 200 000 ECU.

Articolo 2

Il contributo finanziario della Finlandia ritenuto necessario per l'esecuzione del programma comunitario è pari a 1 063 240 ECU.

Articolo 3

La ripartizione annua indicativa degli impegni e del contributo finanziario della Finlandia è riportata alla pagina seguente.

Historical Archives of the European Commission

RIPARTIZIONE ANNUA DEGLI IMPEGNI RITENUTI NECESSARI PER
L'ESECUZIONE DEL PROGRAMMA COMUNITARIO
(STANZIAMENTI D'IMPEGNO)
E DEL CONTRIBUTO DELLA FINLANDIA (IN ECU)

ANNO	IMPEGNI PER			CONTRIBUTO DELLA FINLANDIA		
	GESTIONE E AMMINISTRAZIONE	CONTRATTI	TOTALE	GESTIONE E AMMINISTRAZIONE	CONTRATTI	TOTALE
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	—	—	—
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
TOTALE GENERALE	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ALLEGATO C

MODALITA' DI FINANZIAMENTO

Articolo 1

Il presente allegato definisce le modalità di finanziamento per la Finlandia, di cui all'articolo 2 dell'accordo.

Articolo 2

All'inizio di ogni anno o al momento di un riesame del programma comunitario che comporti un aumento dell'importo ritenuto necessario per la sua attuazione, la Commissione rivolge alla Finlandia una richiesta di fondi corrispondenti al contributo di quel paese alla copertura delle spese previste dall'accordo.

Tale contributo è espresso in ECU ed in divisa finlandese; la composizione dell'ECU è definita dal regolamento del Consiglio n. 3180/78 ⁽¹⁾. Il valore in valuta finlandese del contributo in ECU viene determinato alla data della richiesta di fondi.

La Finlandia versa il proprio contributo per la copertura delle spese annue previste dall'accordo all'inizio di ogni anno e, al più tardi, entro tre mesi dalla data dell'invio della relativa richiesta di fondi. In caso di ritardo nel versamento del suo contributo, la Finlandia è tenuta a pagare gli interessi ad un tasso corrispondente al tasso di sconto più elevato applicato negli Stati membri della Comunità alla data ultima prevista per detto versamento. Tale tasso viene maggiorato dello 0,25% per ogni mese di ritardo.

Il tasso maggiorato viene applicato all'intero periodo di ritardo; gli interessi di mora sono tuttavia esigibili soltanto se il versamento viene effettuato con un ritardo superiore a tre mesi dalla data di invio della richiesta di fondi da parte della Commissione.

Le spese di trasferta dei rappresentanti e degli esperti finlandesi inerenti alla loro partecipazione ai lavori del Comitato di cui all'articolo 4 dell'accordo sono rimborsate dalla Commissione secondo la procedure attualmente applicate per i rappresentanti e gli esperti degli Stati membri della Comunità e, in particolare, conformemente alla decisione del Consiglio n. 84/338.

Articolo 3

Le somme versate dalla Finlandia vengono iscritte a credito del programma comunitario a titolo di entrate di bilancio imputate alla corrispondente voce nello stato delle entrate del bilancio generale delle Comunità europee.

Articolo 4

Per la gestione degli stanziamenti è applicabile il regolamento finanziario vigente per il bilancio generale delle Comunità europee.

Articolo 5

Al termine di ogni anno viene preparato e trasmesso alla Finlandia per informazione, un estratto degli stanziamenti e delle spese per il programma comunitario.

(1) GU n. L 379 del 30.12.1978, pag. 1.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques harmonisés des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 def.

DOCUMENTI

IT

16 11

N. di catalogo : CB-CO-90-046-IT-C

ISBN 92-77-57208-6

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee
L-2985 Lussemburgo

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(90) 24 def. -SYN 247

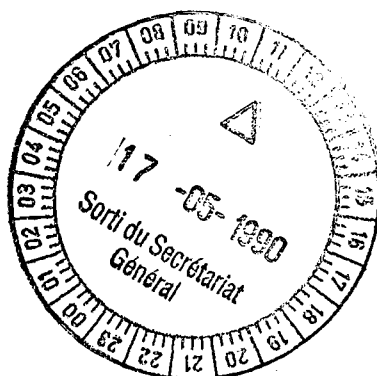
Brussel, 10 mei 1990

Voorstel voor een

BESCHIKKING VAN DE RAAD

betreffende de sluiting van een Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Finland inzake een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse (BCR)

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

Betreft : Voorstel voor een besluit van de Raad betreffende de sluiting van een Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Finland inzake een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse

1. Bij beschikking van 29 juni 1988 heeft de Raad een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse vastgesteld (BCR, 1988-1992). Bij artikel 4 van deze beschikking wordt de Commissie gemachtigd te onderhandelen over overeenkomsten met derde landen, in het bijzonder met die Europese landen die kaderovereenkomsten voor wetenschappelijke en technische samenwerking met de Gemeenschap hebben gesloten, ten einde deze landen bij het gehele programma of een deel daarvan te betrekken.
2. In het raam van de tenuitvoerlegging van de Kaderovereenkomst inzake wetenschappelijke en technische samenwerking tussen de Europese Gemeenschappen en de Republiek Finland, waarvan de sluiting namens de EEG werd goedgekeurd bij besluit van de Raad van 9 februari 1987, heeft Finland interesse getoond voor samenwerking bij de tenuitvoerlegging van bovengenoemd programma.
3. Overwegende dat de deelneming van Finland aan de tenuitvoerlegging van het communautaire programma beide partijen tot voordeel kan strekken en kan bijdragen tot een grotere doeltreffendheid van Europa's wetenschappelijk en technisch potentieel, heeft de Commissie onderhandelingen gevoerd over een ontwerp voor een samenwerkingsovereenkomst met Finland.
4. De ontwerp-overeenkomst, die aan het hierbij gevoegde voorstel voor een besluit van de Raad is gehecht, voorziet in :
 - deelneming van Finland aan de tenuitvoerlegging van het communautaire programma;
 - een financiële bijdrage van Finland tot de financiering van de in het kader van onderzoekcontracten uit te voeren werkzaamheden en van de beheers- en huishoudelijke uitgaven voor het communautaire programma; deze financiële bijdrage is evenredig met het bruto binnenlands produkt van Finland;
 - machtiging van Finse personen en onderzoekinstellingen om onderzoekvoorstellen in te dienen en de desbetreffende onderzoekcontracten met de Commissie te sluiten;
 - uitbreiding van het Raadgevend Comité inzake Beheer en Coördinatie (RCBC) (wetenschappelijke en technische normen en standaarden) met Finse vertegenwoordigers.

5. Gezien de aard van de samenwerking zullen eventuele extra uitgaven die uit hoofde van de tenuitvoerlegging van deze ontwerp-overeenkomst uit de begroting van de Gemeenschap worden betaald (begrotingslijn 7335) worden gedekt door de financiële bijdrage van Finland.

De begroting van de Gemeenschap wordt gecrediteerd met de door Finland betaalde bedragen (artikel 602 van de begroting).

6. De Commissie stelt de Raad voor om het hierbij gevoegde voorstel voor een besluit goed te keuren.

Historical Archives of the European Commission

Voorstel voor een

BESLUIT VAN DE RAAD

betreffende de sluiting van een Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Finland inzake een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, Inzonderheid op artikel 130 Q, lid 2,

Gezien het voorstel van de Commissie⁽¹⁾,

In samenwerking met het Europese Parlement⁽²⁾,

Gezien het advies van het Economisch en Sociaal Comité⁽³⁾,

OVERWEGENDE dat de Raad bij Beschikking 88/418/EEG⁽⁴⁾ een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse heeft vastgesteld (1988-1992); dat bij artikel 4 van genoemde beschikking de Commissie wordt gemachtigd om te onderhandelen over overeenkomsten met derde landen, in het bijzonder met die Europese landen die kaderovereenkomsten voor wetenschappelijke en technische samenwerking met de Gemeenschap hebben gesloten, ten einde deze landen bij het gehele programma of een deel daarvan te betrekken;

(1) PB C

(2) PB C

(3) PB C

(4) PB L 206 van 30.7.1988, blz. 29

OVERWEGENDE dat de Raad bij Besluit 87/177/EEG⁽¹⁾ zijn goedkeuring heeft gehecht aan de sluiting namens de Europese Economische Gemeenschap van de Kaderovereenkomst inzake wetenschappelijke en technische samenwerking tussen de Europese Gemeenschappen en onder meer de Republiek Finland;

OVERWEGENDE dat de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Finland inzake een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse moet worden goedgekeurd,

BESLUIT :

Artikel 1

De Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Finland inzake een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse wordt namens de Gemeenschap goedgekeurd.

De tekst van de overeenkomst is aan dit besluit gehecht.

Artikel 2

De voorzitter van de Raad doet de in artikel 11 van de overeenkomst bedoelde kennisgeving.

Gedaan te ,

Voor de Raad

De Voorzitter

(1) PB L 71 van 14.3.1987, blz. 29

SAMENWERKINGSOVEREENKOMST

TUSSEN

DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP

EN

DE REPUBLIEK FINLAND

INZAKE

ONDERZOEK EN ONTWIKKELING

OP HET GEBIED VAN

TOEGEPASTE METROLOGIE EN CHEMISCHE ANALYSE (BCR)

SAMENWERKINGSOVEREENKOMST
TUSSEN
DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP
EN
DE REPUBLIEK FINLAND
INZAKE
ONDERZOEK EN ONTWIKKELING
OP HET GEBIED VAN
TOEGEPASTE METROLOGIE EN CHEMISCHE ANALYSE (BCR)

DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP, hierna "de Gemeenschap" te noemen, enerzijds
en

DE REPUBLIEK FINLAND, hierna "Finland" te noemen,

hierna de "overeenkomstsluitende partijen" te noemen,

OVERWEGENDE dat de Raad van de Europese Gemeenschappen, hierna "de Raad" te noemen, bij beschikking van 29 juni 1988 een onderzoek- en ontwikkelingsprogramma voor de Europese Economische Gemeenschap op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse (1988-1992) heeft vastgesteld, hierna het "communautaire programma" te noemen;

OVERWEGENDE dat de overeenkomstsluitende partijen een Kaderovereenkomst voor wetenschappelijke en technische samenwerking hebben gesloten, die op 17 juli 1987 van kracht is geworden;

OVERWEGENDE dat de deelneming van Finland aan het communautaire programma zowel kan bijdragen tot een grotere doeltreffendheid van het onderzoek dat door overeenkomstsluitende partijen wordt uitgevoerd op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse als tot het vermijden vanodeloze duplicatie;

OVERWEGENDE dat de overeenkomstsluitende partijen verwachten dat de deelneming van Finland aan het communautaire programma beide partijen tot voordeel zal strekken,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

Artikel 1

Finland wordt bij deze per 1 januari 1989 betrokken bij de tenuitvoerlegging van het in bijlage A neergelegde communautaire programma.

Artikel 2

De financiële bijdrage uit hoofde van de deelneming van Finland aan de tenuitvoerlegging van het communautaire programma wordt vastgesteld naar rato van het bedrag dat jaarlijks in de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen beschikbaar is voor kredieten ter dekking van de betalingsverplichtingen welke overeenkomen met de financiële verplichtingen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, hierna te noemen "de Commissie", voor werkzaamheden die moeten worden uitgevoerd in het kader van onderzoekcontracten, zoals noodzakelijk voor de tenuitvoerlegging van het communautaire programma alsmede voor beheers- en huishoudelijke uitgaven voor het communautaire programma.

De evenredigheidsfactor die bepalend is voor de bijdrage van Finland resulteert uit de verhouding tussen het bruto binnenlands produkt (BBP) van Finland tegen marktprijzen en de som van de bruto binnenlandse produkten tegen marktprijzen van de Lid-Staten van de Gemeenschap en Finland. Deze verhouding wordt berekend op grond van de meest recente statistische gegevens van de OESO.

De voor de uitvoering van het communautaire programma noodzakelijk geachte middelen, het bedrag van de bijdrage van Finland en het tijdschema van de geraamde betalingsverplichtingen zijn opgenomen in bijlage B.

De bepalingen inzake de financiële bijdrage van Finland aan de tenuitvoerlegging van het communautaire programma zijn neergelegd in bijlage C.

Artikel 3

Voor Finse O & O-instellingen en personen gelden dezelfde voorwaarden voor de indiening en evaluatie van onderzoekvoorstellen en voor het toekennen en afsluiten van contracten in het kader van het communautaire programma als voor O & O-instellingen en personen uit de Gemeenschap.

In de door de Commissie opgestelde contracten worden de rechten en verplichtingen van Finse O & O-instellingen en personen vastgelegd, in het bijzonder wat betreft de wijze waarop de onderzoeksresultaten worden verspreid, beschermd en geëxploiteerd.

Artikel 4

De Commissie is verantwoordelijk voor de tenuitvoerlegging van het communautaire programma. Zij wordt bijgestaan door het Raadgevend Comité inzake Beheer en Coördinatie "Wetenschappelijke en Technische Normen en Standaarden", hierna "het comité" te noemen, zoals opgericht bij Besluit 84/338 van de Raad⁽¹⁾.

(1) PB L 177 van 4.7.1984, blz. 25

Het comité wordt uitgebreid met twee door Finland benoemde vertegenwoordigers, die zich kunnen laten bijstaan of vervangen door één Finse deskundige. Aan de werkzaamheden van het comité, dat in wisselende samenstelling bijeenkomt, nemen zij alleen deel om de taken in verband met het communautaire programma te vervullen.

Artikel 5

Eind 1990 legt de Commissie de Raad en het Europese Parlement een verslag voor op basis van een evaluatie van de tot dan toe bereikte resultaten. Dit verslag gaat vergezeld van voorstellen voor eventuele wijzigingen die in het licht van deze resultaten noodzakelijk mochten blijken. Een exemplaar van het verslag wordt aan Finland toegezonden, dat daarnaast in kennis wordt gesteld van enige voorstellen tot wijziging.

Artikel 6

Iedere overeenkomstsluitende partij verbindt zich, overeenkomstig de bij haar geldende regels en voorschriften, de bewegingen en het verblijf van onderzoekers die in Finland en in de Gemeenschap aan de onder deze overeenkomst vallende activiteiten deelnemen, te vergemakkelijken.

Artikel 7

De Commissie en het Centrum voor Technische Keuring in Finland zorgen voor de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst.

Artikel 8

Deze overeenkomst is van toepassing, enerzijds, op de gebieden waar het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap van toepassing is en onder de in dat Verdrag neergelegde voorwaarden en, anderzijds, op het grondgebied van de Republiek Finland.

Artikel 9

1. Deze overeenkomst wordt gesloten voor de duur van het communautaire programma.

Indien de Gemeenschap het communautaire programma mocht herzien kan de overeenkomst op door beide partijen overeengekomen voorwaarden worden opgezegd. Finland wordt binnen een week na goedkeuring door de Gemeenschap op de hoogte gesteld van de exacte inhoud van het herziene programma. De overeenkomstsluitende partijen stellen elkaar binnen drie maanden na de vaststelling van het besluit van de Gemeenschap ervan in kennis of beëindiging van de overeenkomst wordt overwogen.

2. Wanneer de Gemeenschap een nieuw O & O-programma op het gebied van toegepaste metrologie en chemische analyse goedkeurt, kan de overeenkomst, op door beide partijen overeengekomen voorwaarden, aanleiding geven tot nieuwe onderhandelingen, dan wel worden verlengd.

3. Behoudens lid 1 mag iedere overeenkomstsluitende partij deze overeenkomst te allen tijde beëindigen met een opzegtermijn van zes maanden. De projecten en werkzaamheden die ten tijde van de beëindiging en/of het aflopen van deze overeenkomst gaande zijn, worden voortgezet totdat ze zijn beëindigd volgens de in deze overeenkomst neergelegde voorwaarden.

Artikel 10

De bijlagen A, B en C vormen een integrerend deel van deze overeenkomst.

Artikel 11

Deze overeenkomst wordt door de overeenkomstsluitende partijen goedgekeurd in het kader van de bij hen geldende procedures.

De overeenkomst treedt in werking op de datum waarop overeenkomstsluitende partijen elkaar ervan in kennis hebben gesteld dat de daartoe benodigde procedures zijn afgerond.

Artikel 12

Deze overeenkomst is opgesteld in twee exemplaren in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Italiaanse, de Nederlandse, de Portugese en de Spaanse taal zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

Gedaan te

Voor de Raad van de
Europese Gemeenschappen

Voor de Republiek Finland,

BIJLAGE A

COMMUNAUTAIR PROGRAMMA OP HET GEBIED VAN TOEGEPASTE METROLOGIE EN CHEMISCHE ANALYSE (1988-1992)

Het programma is erop gericht de betrouwbaarheid te verbeteren van chemische analyses en fysische metingen (toegepaste metrologie), ten einde overeenstemming van resultaten in alle Lid-Staten te bereiken.

De gekozen projecten hebben betrekking op gebieden die voor de Gemeenschap vanuit economisch of milieu-oogpunt of voor de volksgezondheid van prioritair belang zijn.

De prioriteitsgebieden zijn :

a) analyses van voedings- en landbouwprodukten, met name :

- analyses met betrekking tot landbouwhuisdieren (voerders, hormonen, antibiotica, enz.) en de kwaliteit van granen, fruit en groenten;
- analyses met betrekking tot de kwaliteit van verwerkte levensmiddelen (voedingseigenschappen, aanwezigheid van gevaarlijke stoffen, bacteriële besmetting);

b) analyses met betrekking tot het milieu :

- bepaling van sporen van gevaarlijke verbindingen in verschillende matrices;
- bepaling van luchtverontreinigende stoffen op de werkplek;
- mutagenese van chemische stoffen;

c) biomedische analyses, met prioriteit voor :

- de bepaling van enzymen en hormonen (in menselijk serum);
- hematologische proeven (bij voorbeeld bloedstolling);
- analyses met betrekking tot hart- en vaatziekten;
- analyse van tumortracers en geneesmiddelen in het menselijke lichaam;

d) analyses van metalen (voornamelijk non-ferrometalen) en materiaaloppervlakteanalyse;

e) toegepaste metrologie. Hierbij zal de nadruk worden gelegd op metingen en ijkingen van de meest belangrijke grootheden voor testlaboratoria en industriële laboratoria, met name voor kwaliteitscontrole. Het gaat hier in het bijzonder om de volgende onderwerpen :

- lengte- en vormmetingen (speciaal die waaraan steeds meer behoefte is voor de regeling van automatische werktuigen) alsmede karakterisering van oppervlaktetoestanden;
- mechanische grootheden zoals kracht en druk;

.../...

- studie van het rendement en de nauwkeurigheid van nieuwe instrumenten voor temperatuurmetingen;
- verbetering van optische metingen in de zichtbare, ultraviolette en infrarode straling-gebieden en op het gebied van optische vezels en lasers;
- metingen van elektrische grootheden speciaal bij hoge frequenties;
- metingen op het gebied van de akoestiek met name wat betreft de geluiddemping;
- ultrageluidsmetingen;
- debietmetingen voor vloeistoffen en gassen;
- methoden voor de meting van fysische en materiaaleigenschappen, zoals warmtegeleidingsvermogen, viscositeit, enz.;
- methoden voor de bepaling van de mechanische eigenschappen van metalen (de werkzaamheden hebben uitsluitend betrekking op de nodige methoden om deze eigenschappen nauwkeurig te bepalen en omvatten geen karakterisering van de materialen);
- verbetering van de bij de industrie uitgevoerde technologische metingen.

Het programma omvat onder meer de volgende activiteiten :

- uitvoering van meetprogramma's op basis van samenwerking tussen laboratoria in verschillende Lid-Staten (onderlinge vergelijkingen);
- verbetering van analyse- en meetmethoden;
- verbetering van de apparatuur die nodig is voor hoge-precisiemetingen;
- ontwikkeling van overdrachtstandaards;
- certificatie van referentiematerialen;
- opslag en distributie van referentiematerialen;
- steun bij het opzetten in Gemeenschapsverband van circuits tussen de laboratoria met het oog op de kwaliteitsgarantie;
- onderzoekbeurzen voor onder het programma vallende onderwerpen;
- uitwisseling en opleiding van wetenschappelijk personeel voor onder het programma vallende onderwerpen, waarbij rekening wordt gehouden met de behoeften van Lid-Staten die hun vermogen op deze gebieden willen verbeteren;
- verspreiding van de resultaten van de projecten;
- goed gerichte publiciteit voor de referentiematerialen en bevordering van de afzet daarvan.

BIJLAGE B

FINANCIELE BEPALINGEN

Artikel 1

Het voor de uitvoering van het communautaire programma noodzakelijk geachte bedrag wordt geraamd op 59.200.000 ecu.

Artikel 2

De financiële bijdrage van Finland tot de uitvoering van het communautaire programma wordt geraamd op 1.063.240 ecu.

Artikel 3

Het tijdschema van de geraamde betalingsverplichtingen en van de financiële bijdrage van Finland is opgenomen op de volgende bladzijde.

Historical Archives of the European Commission

TIJDSHEMA VAN DE VOOR DE UITVOERING VAN HET
COMMUNAUTAIRE PROGRAMMA NOODZAKELIJK GEACHTE
BETALINGSVERPLICHTINGEN (VASTLEGGINGSKREDIETEN)
EN VAN DE BIJDRAGE VAN FINLAND (BCU)

JAAR	VERPLICHTINGEN VOOR			BIJDRAGE VAN FINLAND		
	BEHEERS- EN HUISHOUDELIJKE UITGAVEN	CONTRACTEN	TOTAAL	BEHEERS- EN HUISHOUDELIJKE UITGAVEN	CONTRACTEN	TOTAAL
1988	2.530.150	3.507.850	6.038.000	-	-	-
1989	3.480.500	10.019.500	13.500.000	69.610	200.390	270.000
1990	4.050.000	11.250.000	15.300.000	81.000	225.000	306.000
1991	4.200.000	10.200.000	14.400.000	84.000	204.000	288.000
1992	4.300.000	5.662.000	9.962.000	86.000	113.240	199.240
TOTAAL- GENERAAL	18.560.650	40.639.350	59.200.000	320.610	742.630	1.063.240

.../...

BIJLAGE C

BEPALINGEN INZAKE FINANCIERING

Artikel 1

Hierbij worden de financieringsbepalingen voor Finland vastgelegd, zoals bedoeld in artikel 2 van de overeenkomst.

Artikel 2

Aan het begin van elk jaar, of telkens wanneer het communautaire programma wordt herzien zodat het voor de tenuitvoerlegging noodzakelijk geachte bedrag moet worden verhoogd, zendt de Commissie Finland een verzoek tot overmaking van zijn bijdrage in de kosten in het kader van de overeenkomst.

Deze bijdrage wordt zowel in ecu als in Finse valuta uitgedrukt, waarbij de samenstelling van de ecu is gedefinieerd in Verordening nr. 3180/78 van de Raad⁽¹⁾. De waarde van de bijdrage in ecu in Finse valuta wordt vastgesteld op de datum waarop de bijdrage wordt opgevraagd.

Finland stort zijn jaarlijkse bijdrage in de kosten van de overeenkomst aan het begin van elk jaar en uiterlijk drie maanden na opvraging. Elke vertraging in de storting van de jaarlijkse bijdrage geeft aanleiding tot het betalen door Finland van rente ten bedrage van de hoogste discontovoet die in de Lid-Staten van de Gemeenschap op de vervaldatum wordt toegepast. Deze rente wordt verhoogd met 0,25 procentpunt per maand vertraging.

De aldus verhoogde rente geldt voor de gehele periode van de vertraging. De rente is evenwel alleen verschuldigd als de betaling meer dan drie maanden nadat de bijdrage door de Commissie is opgevraagd, geschiedt.

De reis- en verblijfkosten van de Finse vertegenwoordigers en deskundigen uit hoofde van hun deelneming aan de werkzaamheden van het in artikel 4 bedoelde comité worden door de Commissie vergoed volgens de procedures die momenteel gelden voor de vertegenwoordigers en deskundigen van de Lid-Staten van de Gemeenschap en in het bijzonder overeenkomstig Besluit 84/338 van de Raad.

Artikel 3

De door Finland gestorte bedragen worden als krediet voor het communautaire programma geboekt als begrotingsontvangsten op de betrokken post op de staat van ontvangsten van de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 4

Voor het beheer van de kredieten geldt het vigerende Financieel Reglement van toepassing op de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 5

Aan het eind van elk jaar wordt een rapport opgesteld over de stand van de kredieten voor het communautaire programma dat ter informatie aan Finland wordt toegezonden.

(1) PB L 379 van 30.12.1978, blz. 1

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1983 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 def.

DOCUMENTEN

NL

16 11

Catalogusnummer : CB-CO-90-046-NL-C

ISBN 92-77-57209-4

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

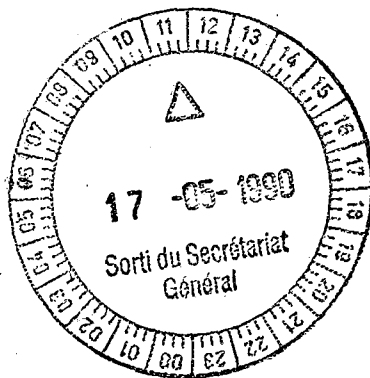
COM(90) 24 final -SYN 247

Brussels, 10 May 1990

Proposal for a COUNCIL DECISION

concerning the conclusion of a Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (B.C.R).

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

Subject: Proposal for a Council Decision concerning the conclusion of a Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis.

1. By its Decision of 29 June 1988, the Council adopted a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (B.C.R, 1988 to 1992). Article 4 of this Decision authorises the Commission to negotiate agreements with third countries and in particular with those European countries having concluded framework agreements for scientific and technical cooperation with the Community with a view to associate them wholly or partly with the programme.
2. In the context of the implementation of the Framework Agreement for scientific and technical cooperation between the European Communities and the Republic of Finland, the conclusion of which on behalf of the EEC was approved by the Council Decision of 9 February 1987, Finland has expressed an interest in cooperating in the implementation of the above-mentioned programme.
3. Considering that the association of Finland with the implementation of the Community programme can be of mutual advantage and help to improve the efficacy of Europe's scientific and technical potential, the Commission has negotiated a draft cooperation agreement with Finland.
4. The draft agreement, which is annexed to the attached proposal for a Council decision, provides for:
 - the association of Finland with the implementation of the Community programme;
 - a financial contribution from Finland for the funding of the work to be carried out in the framework of research contracts and of the management and administrative operating expenditure for the Community programme; this financial contribution is proportional to Finland's gross domestic product;
 - the entitlement of Finnish persons and research bodies to submit research proposals and to conclude the related research contracts with the Commission;
 - the enlargement of the Management and Coordination Advisory Committee (C.G.C) (Scientific and Technological Standards) to include Finnish representatives.

5. In view of the nature of the cooperation, any additional expenditure paid from the Community budget (relevant budget heading 7335) resulting from the implementation of this draft agreement will be covered by Finland's financial contribution.

The funds paid by Finland will be credited to the Community budget (relevant budget article 602).

6. The Commission proposes that the Council adopt the attached proposal for a decision.

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a

COUNCIL DECISION

concerning the conclusion of a Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 130 Q (2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission (1),

In cooperation with the European Parliament (2),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (3),

WHEREAS by Decision 88/418/EEC (4), the Council adopted a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis (1988 to 1992); whereas Article 4 of this Decision authorises the Commission to negotiate agreements with third countries and in particular with those European countries having concluded framework agreements for scientific and technical cooperation with the Community with a view to associate them wholly or partly with the programme,

(1) O.J. N° C

(2) O.J. N° C

(3) O.J. N° C

(4) O.J. N° L 206, 30.07.1988, p. 29

WHEREAS by Decision 87/177/EEC (1), the Council approved the conclusion on behalf of the European Economic Community of the Framework Agreement for scientific and technical cooperation between the European Communities and, among others, the Republic of Finland,

WHEREAS the cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis should be approved,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Finland on a research and development programme for the European Economic Community in the field of applied metrology and chemical analysis, is hereby approved on behalf of the Community.

The text of the Agreement is attached to this Decision.

Article 2

The President of the Council shall carry out the notification as provided for in Article 11 of the Agreement.

Done at

For the Council

The President

(1) O.J. N° L 71, 14.03.1987, p. 29

6

COOPERATION AGREEMENT

BETWEEN

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY

AND

THE REPUBLIC OF FINLAND

ON

RESEARCH AND DEVELOPMENT

IN THE FIELD OF

APPLIED METROLOGY AND CHEMICAL ANALYSIS (BCR)

Historical Archives of the European Commission

COOPERATION AGREEMENT
BETWEEN
THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
AND
THE REPUBLIC OF FINLAND
ON
RESEARCH AND DEVELOPMENT
IN THE FIELD OF
APPLIED METROLOGY AND CHEMICAL ANALYSIS (BCR)

THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY, hereinafter called "the Community",

and

THE REPUBLIC OF FINLAND, hereinafter called "Finland",

both hereinafter called the "Contracting Parties",

WHEREAS, by its Decision of 29 June 1988, the Council of the European Communities, hereinafter called "the Council", adopted a research and development programme in the field of applied metrology and chemical analysis (1988 to 1992), hereinafter called "the Community programme";

WHEREAS the Contracting Parties concluded a framework agreement for scientific and technical cooperation which entered into force on 17 July 1987;

WHEREAS the association of Finland with the Community programme can help to improve the efficacy of the research carried out by the Contracting Parties in the field of applied metrology and chemical analysis, and can avoid the useless duplication of efforts;

WHEREAS the Contracting Parties expect to obtain mutual benefit from Finland's association with the Community programme;

HAVE AGREED AS FOLLOWS :

Article 1

Finland is hereby associated, as from 1 January 1989, with the implementation of the Community programme as set out in Annex A.

Article 2

The financial contribution of Finland, deriving from its association with the implementation of the Community programme shall be established in proportion to the amount available each year in the general budget of the European Communities for appropriations covering commitments to meet financial obligations of the Commission of the European Communities, hereinafter referred to as "the Commission", resulting from work to be carried out in the framework of research contracts necessary to the implementation of the Community programme and from management and administrative operating expenditure for the Community programme.

The proportionality factor governing Finland's contribution shall be given by the ratio between Finland's gross domestic product (GDP), at market prices, and the sum of gross domestic products, at market prices, of the Member States of the Community and of Finland. This ratio shall be calculated on the basis of the latest available OECD statistical data.

The funds estimated as necessary for the execution of the Community programme, the amount of Finland's contribution and the timetable of the commitment estimates are set out in Annex B.

The rules governing Finland's financial contribution for the execution of the Community programme are set out in Annex C.

Article 3

For Finnish research and development bodies and persons, the terms and conditions for the submission and evaluation of proposals and the terms and conditions for the granting and conclusion of contracts under the Community programme shall be the same as those applicable to research and development bodies and persons in the Community.

The contracts, drawn up by the Commission, shall show the rights and obligations of Finnish research and development bodies and persons, and in particular the methods of disseminating, protecting and exploiting the research results.

Article 4

The Commission shall be responsible for the implementation of the Community programme. It shall be assisted by the Management and Coordination Advisory Committee "Scientific and Technological Standards", hereinafter referred to as "the Committee", set up by Council Decision N° 84/338 (1).

The Committee shall be enlarged to include two representatives designated by Finland who may be assisted or replaced by one Finnish expert. They shall participate solely in the work of the Committee which meets in its variable configuration to accomplish the tasks concerning the Community programme.

Article 5

At the end of 1990, the Commission shall address a report to the Council, the European Parliament and the Economic and Social Committee on the basis of an evaluation of the results so far achieved. This report shall be accompanied by suggestions for changes which may be necessary in the light of these results. A copy of that report shall be transmitted to Finland which, in addition, shall be informed of any possible suggestions for changes.

Article 6

Each Contracting Party undertakes, in accordance with its respective rules and regulations, to facilitate the movement and residence of research workers participating in Finland and in the Community in the activities covered by this agreement.

Article 7

The Commission and the Technical Inspection Centre in Finland shall ensure the implementation of this agreement.

Article 8

This agreement shall apply, on the one hand, to the territories in which the Treaty establishing the European Economic Community is applied and under the conditions laid down in that Treaty and, on the other hand, to the territory of the Republic of Finland.

Article 9

1. This agreement shall be concluded for the duration of the Community programme.

Should the Community revise the Community programme, the agreement may be denounced under mutually agreed conditions. Finland shall be notified of the exact content of the revised programme within one week after its adoption by the Community. The Contracting Parties shall notify each other within three months after the Community decision has been adopted if a termination of the agreement is envisaged.

2. When the Community adopts a new R & D programme in the field of applied metrology and chemical analysis, this agreement can be renegotiated or renewed under mutually agreed conditions.

3. Subject to paragraph 1, either Contracting Party may at any time terminate the agreement with six months' notice. The projects and work in progress at the time of termination and/or expiry of this agreement shall be continued until they are completed under the conditions laid down in this agreement.

Article 10

The Annexes A, B, and C to this agreement shall be an integral part thereof.

Article 11

This agreement shall be approved by the Contracting Parties in accordance with their existing procedures.

It shall enter into force on the date on which the Contracting Parties notify each other of the completion of the procedures necessary for this purpose.

Article 12

This agreement shall be drawn up in duplicate in the Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish and Finnish languages, each of these texts being equally authentic.

Done at

For the Council of the
European Communities

For the Republic of Finland

ANNEX A

**COMMUNITY PROGRAMME IN THE FIELD OF
APPLIED METROLOGY AND CHEMICAL ANALYSIS
(1988 to 1992)**

The objective of the programme is to improve the reliability of chemical analyses and physical measurements (applied metrology) so as to achieve agreement of results in all Member States.

The projects will be chosen from those fields which are of priority importance for the Community as judged from an economic, environmental or public health view point.

The priority fields are the following:

- (a) Analyses for food and agriculture, in particular:
 - analyses in livestock (foodstuffs, hormones, antibiotics, etc.) and of the quality of cereals, fruit and vegetables.
 - analyses of the quality of processed food (nutritional properties, presence of dangerous substances, bacterial contamination);
- (b) Analyses related to the environment, in particular:
 - determination of traces of dangerous compounds in various matrices;
 - determination of air pollutants at the workplace,
 - mutagenicity of chemical substances;
- (c) Biomedical analyses, with priority for:
 - the determination of enzymes and hormones (in human serum),
 - haematological tests (e.g. blood coagulation),
 - analyses related to cardiovascular diseases,
 - analyses related to tumour markers and drugs in the human body;
- (d) Analyses of (essentially non-ferrous) metals and surface analysis of materials;
- (e) Applied metrology. The emphasis will be placed on the measurement and calibration of the most important parameters for test laboratories and industrial laboratories, in particular for quality control. The subjects covered will include in particular:
 - dimensional and mechanical metrology (in particular, measurements that are becoming increasingly necessary for the verification of automatic machines) and the characterisation of surface states;
 - mechanical parameters, such as force and pressure;

- study of the performance and accuracy of new temperature measuring devices;
- improvement of optical metrology in the visible, ultra-violet and infra-red ranges and in the field of fibre optics and lasers;
- measurements of electrical magnitudes, in particular at high frequency;
- acoustic measurements, in particular as regards to sound-proofing;
- measurements relating to ultrasonics;
- liquid and gas flow measurements;
- methods of measurement of physical and material properties, such as thermal conductivity, viscosity, etc.;
- methods of determination of the mechanical properties of metals (the work will cover only the methods required for the accurate determination of these properties and not the characterisation of the materials);
- improvement of technological measurements in industry.

The activities include in particular:

- execution of measurement programmes involving the cooperation of laboratories in several Member States (intercomparisons);
- improvement of methods of analysis and measurement;
- improvement of instruments necessary for high precision measurements;
- development of transfer standards;
- preparation and certification of reference materials;
- storage and distribution of reference materials;
- support for the setting-up at Community level of interlaboratory circuits for quality assurance;
- research grants in subjects covered by the programme;
- exchange and training of scientists in subjects covered by the programme, taking into account the needs of the Member States that wish to improve their capabilities in these fields;
- dissemination of the results of the projects;
- well-targeted advertising of the reference materials and promotion of their sale.

ANNEX B

FINANCIAL PROVISIONS

Article 1

The amount estimated as necessary to carry out the Community programme shall be 59 200 000 Ecu.

Article 2

Finland's financial contribution for the execution of the Community programme is estimated to be 1 063 240 Ecu.

Article 3

The timetable of the commitment estimates and of Finland's financial contribution is given in the following page.

Historical Archives of the European Commission

TIMETABLE OF THE COMMITMENTS ESTIMATED AS
NECESSARY FOR THE EXECUTION OF THE COMMUNITY
PROGRAMME (COMMITMENT APPROPRIATIONS)
AND OF FINLAND'S CONTRIBUTION (ECU)

YEAR	COMMITMENTS FOR			FINLAND'S CONTRIBUTION		
	MANAGEMENT AND ADMINISTRATIVE OPERATION	CONTRACTS	TOTAL	MANAGEMENT AND ADMINISTRATIVE OPERATION	CONTRACTS	TOTAL
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	-	-	-
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
GRAND TOTAL	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ANNEX C

FINANCING RULES

Article 1

These provisions lay down the financing rules for Finland referred to in Article 2 of the agreement.

Article 2

At the beginning of each year, or whenever the Community programme is revised so as to involve an increase in the amount estimated as necessary for its implementation, the Commission shall send to Finland a call for funds corresponding to its contribution to the costs under the agreement.

This contribution shall be expressed both in Ecu and in the Finnish currency, the composition of the Ecu being defined in the Council Regulation 3180/78 (1). The value in Finnish currency of the contribution in Ecu shall be determined on the date of the call for funds.

Finland shall pay its contribution to the annual costs under the agreement at the beginning of each year and at the latest three months after the call for funds is sent. Any delay in the payment of the contribution shall give rise to the payment of interest by Finland at a rate equal to the highest discount rate in force in the Member States of the Community on the due date. The rate shall be increased by 0.25 of a percentage point for each month of delay.

The increased rate shall be applied to the entire period of delay. However, this interest shall be payable only if the contribution is paid more than three months after a call for funds has been made by the Commission.

Travel costs of Finnish representatives and experts deriving from their participation in the work of the Committee referred to in Article 4 of the agreement shall be reimbursed by the Commission in accordance with the procedures currently in force for the representatives and experts of the Member States of the Community and, in particular, in accordance with Council Decision N° 84/338.

Article 3

The funds paid by Finland shall be credited to the Community programme as budget receipts allocated to its appropriate heading in the statement of revenue of the general budget of the European Communities.

Article 4

The Financial Regulation in force applicable to the general budget of the European Communities shall apply to the management of the appropriations.

Article 5

At the end of each year, a statement of appropriations for the Community programme shall be prepared and transmitted to Finland for information.

(1) OJ N° L 379 of 30.12.1978, p.1

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1983 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 final

DOCUMENTS

EN

16 11

Catalogue number : CB-CO-90-046-EN-C

ISBN 92-77-57206-X

Office for Official Publications of the European Communities
L-2985 Luxembourg

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

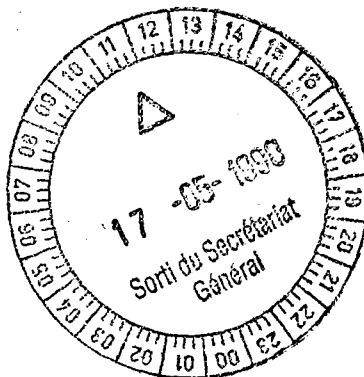
KOM(90) 24 endelig udg. -SYN 247

Bruxelles, den 10 . maj 1990

Forslag til RADETS AFGØRELSE

om indgåelse af en samarbejdsaftale mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Republikken Finland om et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser (BCR)

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

Vedr.: Forslag til Rådets afgørelse om indgåelse af en samarbejdsaftale mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Republikken Finland om et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser

1. Rådet vedtog ved sin beslutning af 29. juni 1988 et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser (BCR, 1988-1992). I denne beslutnings artikel 4 bemyndiges Kommissionen til at føre forhandlinger om aftaler med tredjelande, herunder med de europæiske lande, der har indgået rammeaftaler om videnskabeligt og teknisk samarbejde med Fællesskabet, med henblik på helt eller delvis at sikre deres medvirken i programmet.
2. Som led i gennemførelsen af rammeaftalen om videnskabeligt og teknisk samarbejde mellem De Europæiske Fællesskaber og Republikken Finland, hvis indgåelse på EØF's vegne Rådet godkendte ved afgørelsen af 9. februar 1987, har Finland vist interesse for at medvirke ved gennemførelsen af ovennævnte program.
3. Ud fra den betragtning, at det vil være til gensidig fordel og bidrage til effektiviseringen af Europas videnskabelige og tekniske potentiel, at Finland inddrages i gennemførelsen af Fællesskabets program, har Kommissionen forhandlet sig frem til et udkast til samarbejdsaftale med Finland.
4. Ifølge aftaleudkastet, der er knyttet som bilag til vedføjede forslag til rådsafgørelse:
 - inddrages Finland i gennemførelsen af Fællesskabets program;
 - yder Finland et finansielt bidrag til finansiering af dels det arbejde, der skal gennemføres under forskningskontrakter, dels udgifterne til ledelse og administration af Fællesskabets program; dette finansielle bidrag er proportionalt med Finlands bruttonationalprodukt;
 - har finske enkeltpersoner og forskningsorganer ret til at stille forskningsforslag og indgå forskningskontrakter herom med Kommissionen;
 - udvides Det Rådgivende Udvalg for Forvaltning og Koordinering (CGC) (videnskabelige og teknologiske standarder) med finske repræsentanter.

5. Enhver yderligere udbetaling fra EF's budget (budgetpost 7335), der skyldes gennemførelsen af denne aftale, vil i betragtning af samarbejdets art blive dækket af bidraget fra Finland.

De af Finland indbetalte midler vil blive krediteret Fællesskabets budget (budgetartikel 602).

6. Kommissionen foreslår, at Rådet vedtager vedtøjede forslag til afgørelse

Historical Archives of the European Commission

- 4 -

Forslag til**RÅDETS AFGØRELSE**

om indgåelse af en samarbejdsaftale mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Republikken Finland om et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af De Europæiske Økonomiske Fællesskaber, særlig artikel 130 Q, stk. 2,

under henvisning til forslag fra Kommissionen (1),

i samarbejde med Europa-Parlamentet (2),

under henvisning til udtalelse fra Det Økonomiske og Sociale Udvalg (3) og

ud fra følgende betragtninger:

Radet vedtog ved beslutning 89/418/EOF (4) et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser (1988-1992); i denne beslutnings artikel 4 bemyndiges Kommissionen til at føre forhandlinger om aftaler med tredjelande, herunder med de europæiske lande, der har indgået rammeaftaler om videnskabeligt og teknisk samarbejde med Fællesskabet, med henblik på helt eller delvis at sikre deres medvirken i programmet;

¹⁾ EFT nr. C ...

²⁾ EFT nr. C ...

³⁾ EFT nr. C ...

⁴⁾ EFT nr. L 206 af 30.7.1988, s. 29

Rådet godkendte ved afgørelse 87/177/EOF (1) indgåelsen på Det Europæiske Økonomiske Fællesskabs vegne af rammeaftalen om videnskabeligt og teknisk samarbejde mellem De Europæiske Fællesskaber og, blandt andre, Republikken Finland;

samarbejdsaftalen mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Republikken Finland om et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser bør godkendes –

TRUFFET FØLGENDE AFGØRELSE:

Artikel 1

Samarbejdsaftalen mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Republikken Finland om et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser godkendes herved på Fællesskabets vegne.

Teksten til aftalen er knyttet til denne afgørelse.

Artikel 2

Formanden for Rådet foranstalter den notifikation, der er nævnt i denne aftales artikel 11.

Udfærdiget i Bruxelles, den ...

På Rådets vegne

Formand

⁽¹⁾ EFT nr. L 71 af 14. 3. 1987, s. 29.

6

SAMARBEJDSAFTALE

MELLEM

DET EUROPÆISKE ØKONOMISKE FÆLLESSKAB

OG

REPUBLIKKEN FINLAND

OM

FORSKNING OG UDVIKLING

INDEN FOR

ANVENDT METROLOGI OG KEMISKE ANALYSER (BCR)

Historical Archives of the European Commission

**SAMARBEJDSAFTALE
MELLEM
DET EUROPÆISKE ØKONOMISKE FÆLLESSKAB
OG
REPUBLIKKEN FINLAND
OM
FORSKNING OG UDVIKLING
INDEN FOR
ANVENDT METROLOGI OG KEMISKE ANALYSER (BCR)**

DET EUROPÆISKE ØKONOMISKE FÆLLESSKAB, i det følgende benævnt "Fællesskabet",

og

REPUBLIKKEN FINLAND, i det følgende benævnt "Finland",

tilsammen i det følgende benævnt "de kontraherende parter".

SOM TAGER I BETRAGTNING, at Rådet for De Europæiske Fællesskaber, i det følgende benævnt "Rådet", ved beslutning af 29. juni 1988 vedtog et forsknings- og udviklingsprogram for Det Europæiske Økonomiske Fællesskab inden for anvendt metrologi og kemiske analyser (1988-1992), i det følgende benævnt "Fællesskabsprogrammet",

SOM TAGER I BETRAGTNING, at de kontraherende parter har indgået en rammeaftale om videnskabeligt og teknisk samarbejde, som trådte i kraft den 17. juli 1987,

SOM TAGER I BETRAGTNING, at det kan bidrage til en effektivisering af den forskning, som de kontraherende parter gennemfører inden for anvendt metrologi og kemiske analyser, og at unødvendigt dobbeltarbejde kan undgås, hvis Finland inddrages i Fællesskabsprogrammet, og

SOM TAGER I BETRAGTNING, at de kontraherende parter forventer at få gensidig fordel af, at Finland inddrages i Fællesskabsprogrammet.

ER BLEVET ENIGE OM FØLGENDE BESTEMMELSER:

Artikel 1

Finland inddrages fra og med den 1. januar 1989 i Fællesskabsprogrammets gennemførelse, som anført i bilag A.

Artikel 2

Størrelsen af Finlands finansieringsbidrag til Fællesskabsprogrammets gennemførelse fastlægges som en forholdsmæssig andel af det beløb, der hvert år er afsat på De Europæiske Fællesskabers almindelige budget i form af bevillinger til dækning af de finansielle forpligtelser, som Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber, i det følgende benævnt "Kommissionen", har indgået, dels med henblik på arbejde, der skal udføres under forskningskontrakter, som er nødvendige for Fællesskabsprogrammets gennemførelse, dels med henblik på afholdelse af driftsudgifter i forbindelse med Fællesskabsprogrammets tilrettelæggelse og drift.

Det finske bidrag beregnes ud fra forholdet mellem Finlands bruttonationalprodukt i markedspriser på den ene side og summen af Fællesskabets medlemsstaters og Finlands bruttonationalprodukt i markedspriser på den anden side. Dette forhold beregnes på grundlag af OECD's seneste statistik.

I bilag B er det anført, hvor stort et beløb der anslås at blive behov for til gennemførelse af Fællesskabsprogrammet, hvor stort Finlands bidrag vil blive, og hvordan forfaldsplanen for de anslåede forpligtelser ser ud.

Bilag C indeholder finansieringsreglerne for Finlands bidrag til Fællesskabsprogrammets gennemførelse.

Artikel 3

Vilkårene for indgivelse og bedømmelse af forslag og for tildeling og indgåelse af kontrakter under Fællesskabsprogrammet er de samme for finske forsknings- og udviklingsorganer og enkeltpersoner som for forsknings- og udviklingsorganer og enkeltpersoner i Fællesskabet.

I kontrakterne, der udformes af Kommissionen, fastlægges de finske forsknings- og udviklingsorganers og enkeltpersoners rettigheder og pligter, herunder navnlig metoder til formidling, beskyttelse og udnyttelse af forskningsresultaterne.

Artikel 4

Kommissionen er ansvarlig for gennemførelsen af Fællesskabsprogrammet. Den bistås i denne opgave af Det Rådgivende Udvalg for Forvaltning og Koordinering (videnskabelige og teknologiske standarder), i det følgende benævnt "udvalget", nedsat ved Rådets afgørelse nr. 84/338/Euratom, EKSF, EOF⁽¹⁾.

⁽¹⁾ EFT nr. L 177 af 4.7.1984, s. 25

Udvalget udvides til også at omfatte to repræsentanter, der udpeges af Finland, og som kan bistås af eller erstattes med en finsk ekspert. De deltager kun i udvalgets arbejde, når det mødes for at behandle opgaver, der vedrører Fællesskabsprogrammet.

Artikel 5

Ved udgangen af 1990 forelægger Kommissionen Rådet, Europa-Parlamentet og Det Økonomiske og Sociale Udvalg en rapport på grundlag af en bedømmelse af de hidtil opnåede resultater. Rapporten ledsages af forslag til ændringer, i det omfang bedømmelsen peger på et sådant behov. Finland tilsendes et eksemplar af rapporten og underrettes om eventuelle ændringsforslag.

Artikel 6

De kontraherende parter forpligter sig til, på grundlag af deres respektive regler og forskrifter, at lette mobiliteten og bosætningen for forskere, der i Finland og i Fællesskabet deltager i aktiviteter, som er omfattet af denne aftale.

Artikel 7

Kommissionen og Finlands Tekniske Inspektionscenter sikrer gennemførelsen af denne aftale.

Artikel 8

Denne aftale gælder på den ene side for de områder, hvor Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab finder anvendelse, og på de betingelser, der er fastsat i denne traktat, og på den anden side for Republikken Finlands område.

Artikel 9

1. Denne aftales gyldighedsperiode er den samme som Fællesskabsprogrammets.

Reviderer Fællesskabet Fællesskabsprogrammet, kan aftalen genforhandles eller opsiges på vilkår, som de kontraherende parter bliver enige om. Finland underrettes om det reviderede programs nøjagtige indhold senest en uge efter, at Fællesskabet har vedtaget den. Hvis de kontraherende parter påtænker at opsiges aftalen underretter de hinanden senest tre måneder efter vedtagelsen af Fællesskabets beslutning.

2. Vedtager Fællesskabet et nyt F&U-program vedrørende anvendt metrologi og kemiske analyser, kan denne aftale genforhandles eller fornyes på vilkår, som de

kontraherende parter bliver enige om.

3. Bortset fra bestemmelserne i stk. 1. kan de kontraherende parter når som helst opsige aftalen med seks måneders varsel. Projekter og arbejdsopgaver, der er under udførelse, når aftalen opsiges og/eller udløber, fuldføres på de vilkår, der er anført i kontrakterne i henhold til denne aftale.

Artikel 10

Bilag A, B og C til denne aftale udgør en integrerende del af aftalen.

Artikel 11

De kontraherende parter godkender aftalen i overensstemmelse med deres egne procedurer.

Den træder i kraft den dag, de kontraherende parter har underrettet hinanden om afslutningen af de hertil fornødne procedurer.

Artikel 12

Denne aftale er udfærdiget i to eksemplarer på dansk, engelsk, fransk, græsk, italiensk, nederlandsk, portugisisk, spansk, tysk og finsk, idet hver af disse tekster har samme gyldighed.

Udfærdiget i ...

For Rådet for De
Europæiske Fællesskaber

For Republikken Finland

BILAG A

FÆLLESSKABETS PROGRAM INDEN FOR ANVENDT METROLOGI OG KEMISKE ANALYSER (1988-1992)

Formålet med programmet er at forbedre kemiske analysers og fysiske målingers (anvendt metrologi) pålidelighed, således at der kan opnås overensstemmende resultater i alle medlemsstaterne.

Projekterne vil blive udvalgt inden for de områder, der ud fra økonomiske, miljø-mæssige eller sundhedsmæssige hensyn er af største vigtighed for Fællesskabet.

De prioriterede områder er følgende:

- a) Analyser vedrørende levnedsmidler og landbrugsprodukter, navnlig
 - analyser vedrørende husdyr (foder, hormoner, antibiotika osv.) samt af kvaliteten af korn, frugt og grønsager
 - analyse af kvaliteten af forarbejdede levnedsmidler (ernæringsmæssige egenskaber, indhold af farlige stoffer, bakteriel kontaminering).
- b) Analyser på miljøområder, navnlig
 - bestemmelse af spor af farlige forbindelser i forskellige medier
 - bestemmelse af luftforurenende stoffer på arbejdspladsen
 - kemiske stoffers mutagenitet.
- c) Biomedicinske analyser, herunder navnlig:
 - bestemmelse af enzymer og hormoner (i humant serum)
 - hæmatologiske tests (f. eks. blodets koagulation)
 - analyser vedrørende hjerte-karsygdomme
 - analyser af tumormarkører og lægemidler i den menneskelige organisme
- d) Analyser af (navnlig non-ferro-)metaller og overfladeanalyse af materialer.
- e) Anvendt metrologi. Der vil blive lagt særlig vægt på måling og kalibrering af de vigtigste parametre for forsøgslaboratorier og industrilaboratorier, navnlig med henblik på kvalitetskontrol. Der vil navnlig blive tale om følgende områder:
 - Dimensionsmåling og mekaniske målinger (især de stadig mere påkrævede målinger til efterprøvning af automatiske maskiner), karakterisering af overfladetilstande
 - mekaniske parametre såsom kraft og tryk

- 7 -

- undersøgelse af nye temperaturmåleinstrumenters effektivitet og nøjagtighed
- forbedring af optiske målinger i det synlige, ultraviolette og infrarøde felt og i forbindelse med fiberoptik og laser
- måling af elektriske størrelser, navnlig ved høje frekvenser
- akustiske målinger, navnlig i forbindelse med lydisolering
- målinger i forbindelse med ultralyd
- flow-målinger af væsker og gasser
- metoder til måling af fysiske egenskaber, f. eks. varmeledningsevne, viskositet osv.
- metoder til måling af metalleres mekaniske egenskaber (arbejdet skal kun omfatte metoder til nøjagtig bestemmelse af disse egenskaber og ikke karakterisering af materialerne)
- forbedring af teknologiske målinger i industrien.

Aktiviteterne omfatter navnlig:

- gennemførelse af måleprogrammer, der indebærer samarbejde mellem laboratorier i flere medlemsstater (malekampagner)
- forbedring af analyse- og målemetoder
- forbedring af instrumenter til højpræcisionsmåling
- udvikling af overførselsnormaler
- fremstilling og certificering af referencematerialer
- oplagring og distribution af referencematerialer
- støtte til indførelse på fællesskabsplan af et samarbejde mellem laboratorier til sikring af kvaliteten
- forskningsstipendier på områder, der er omfattet af programmet
- udveksling og uddannelse af videnskabsmænd på områder, der er omfattet af programmet, under hensyntagen til behovene i de medlemsstater, der ønsker at forbedre deres formåen på disse områder
- udbredelse af resultaterne af projekterne
- målrettet reklame for referencematerialerne og fremme af salget heraf.

BILAG B

FINANSIERING

Artikel 1

Det ansås, at der til Fællesskabsprogrammets gennemførelse er behov for et beløb på 59 200 000 ECU.

Artikel 2

Finlands finansielle bidrag til Fællesskabsprogrammets gennemførelse anslås til 1 063 240 ECU.

Artikel 3

Forfaldsplanen for de anslåede forpligtelser og for Finlands finansielle bidrag er anført på næste side.

**FORFALDSPLAN FOR DE ANSLÅEDE FORPLIGTELSE TIL GENNEMFØRELSE AF
FÆLLESSKABSPROGRAMMET (FORPLIGTELSESBEVILLINGER)
OG FOR FINLANDS BIDRAG (ECU)**

År	Forpligtelser til			Bidrag fra Finland		
	Ledelse og administrativ drift	Kontrakter	I alt	Ledelse og administrativ drift	Kontrakter	I alt
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	-	-	-
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
I alt	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

BILAG C

FINANSIERINGSREGLER

Artikel 1

I disse bestemmelser fastlægges de finansieringsregler for Finland, der henvises til i aftalens artikel 2.

Artikel 2

Ved hvert års begyndelse, eller når en ændring af Fællesskabsprogrammet medfører en stigning i det beløb, som der anslås at være behov for til programmets gennemførelse, beder Kommissionen Finland indbetale et beløb, der svarer til landets aftalemæssige bidrag til omkostningerne.

Dette bidrag udtrykkes både i ecu og i finsk valuta, idet ecu ens sammensætning er som defineret i Rådets forordning 3180/78¹. Bidragets størrelse i finsk valuta beregnes efter kursen den dag, Kommissionen beder Finland indbetale beløbet.

Finland betaler sit aftalemæssige bidrag til de årlige omkostninger ved hvert års begyndelse og senest tre måneder efter indkaldelsen af beløbet. Forsinkes indbetalingen, betaler Finland renter af det skyldige beløb med en sats, der svarer til den højeste diskontosats, der gælder i Fællesskabets medlemsstater på forfaldsdagen. Satsen forhøjes med 0,25 procentpoint for hver måneds forsinkelse.

Den forhøjede sats anvendes for hele den periode, hvormed indbetalingen forsinkes. Men renten forfalder kun, hvis bidraget indbetales mere end tre måneder efter, at Kommissionen har sendt opfordringen til at indbetale.

Finske repræsentanters rejseomkostninger som følge af deres deltagelse i arbejdet i det udvalg, der er omhandlet i aftalens artikel 4, refunderes af Kommissionen efter de gældende procedurer for EF-medlemsstaternes repræsentanter og eksperter, navnlig i overensstemmelse med Rådets afgørelse nr. 84/338.

Artikel 3

De beløb, Finland indbetaler, krediteres Fællesskabsprogrammet som budgetindtægter, der opføres under den relevante budgetpost i oversigten over indtægter i De Europæiske Fællesskabs almindelige budget.

Artikel 4

Forvaltningen af bevillingerne er reguleret af den finansforordning, der gælder for De Europæiske Fællesskabs almindelige budget.

Artikel 5

Ved udgangen af hvert år visendes Finland til orientering en oversigt over Fællesskabsprogrammets bevillinger.

¹ EFT nr. L 379 af 30. 12. 1978, s. 1

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1983 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

KOM(90) 24 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

16 11

Katalognummer : CB-CO-90-046-DA-C

ISBN 92-77-57203-5

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer
L-2985 Luxembourg

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(90) 24 τελικό -SYN 247

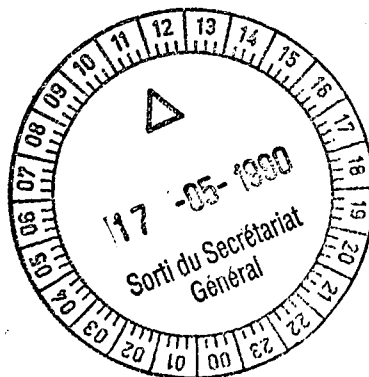
Βρυξέλλες, 10 Μαΐου 1990

Πρόταση

ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

σχετικά με την υπογραφή μιας συμφωνίας συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Φινλανδίας για ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης (B.C.R).

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

θέμα : Πρόταση απόφασης του Συμβουλίου σχετικά με την υπογραφή μιας συμφωνίας συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Φινλανδίας για ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης.

1. Με την απόφασή του της 29ης Ιουνίου 1988, το Συμβούλιο θέσπισε ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης για την Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης (Β.Ο.Ε., 1988 έως 1992). Το άρθρο 4 της εν λόγω απόφασης εξουσιοδοτεί την Επιτροπή να διαπραγματευθεί συμφωνίες με τρίτες χώρες και ιδιαίτερα με τις ευρωπαϊκές αυτές χώρες που έχουν συνάψει συμφωνίες-πλαίσια για επιστημονική και τεχνολογική συνεργασία με την Κοινότητα με σκοπό να εξασφαλισθεί η ολική ή μερική συνεργασία τους με το πρόγραμμα.
2. Στα πλαίσια της εφαρμογής της συμφωνίας-πλαισίου για την επιστημονική και τεχνολογική συνεργασία μεταξύ των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και της Δημοκρατίας της Φινλανδίας η υπογραφή της οποίας εκ μέρους της ΕΟΚ ενεκρίθη με απόφαση του Συμβουλίου της 9ης Φεβρουαρίου 1987, η Φινλανδία εξέφρασε το ενδιαφέρον της να συνεργαστεί για την εφαρμογή του παραπάνω αναφερόμενου προγράμματος.
3. Δεδομένου ότι η συνεργασία της Φινλανδίας για την εφαρμογή του Κοινοτικού προγράμματος συνεπάγεται αμοιβαία πλεονεκτήματα και συμβάλλει στην αποτελεσματικότερη αξιοποίηση του επιστημονικού και τεχνολογικού δυναμικού της Ευρώπης, η Επιτροπή διαπραγματεύθηκε ένα σχέδιο συμφωνίας συνεργασίας με τη Φινλανδία.
4. Το σχέδιο συμφωνίας, το οποίο επισυνάπτεται στη συνημμένη πρόταση απόφασης του Συμβουλίου, προβλέπει :
 - τη συνεργασία της Φινλανδίας στην εφαρμογή του Κοινοτικού προγράμματος
 - την οικονομική συνεισφορά της Φινλανδίας στη χρηματοδότηση των εργασιών που εκτελούνται στα πλαίσια των ερευνητικών συμβάσεων και των διαχειριστικών και διοικητικών λειτουργικών δαπανών του Κοινοτικού προγράμματος η εν λόγω οικονομική συνεισφορά είναι ανάλογη προς το ακαθάριστο εγχώριο προϊόν της Φινλανδίας
 - η παραχώρηση του δικαιώματος σε άτομα και ερευνητικούς φορείς της Φινλανδίας να υποβάλουν ερευνητικές προτάσεις και να συνάψουν τις σχετικές ερευνητικές συμβάσεις με την Επιτροπή
 - τη διεύρυνση της Συμβουλευτικής Επιτροπής Διαχείρισης και Συντονισμού (C.G.C) (Scientific and Technological Standards) ώστε να περιλάβει και εκπροσώπους της Φινλανδίας.

5. Λόγω της φύσεως της εν λόγω συνεργασίας, κάθε πρόσθετη δαπάνη που καταβάλλεται από τον Κοινοτικό προϋπολογισμό (σχετικό κονδύλι του προϋπολογισμού: 7335), η οποία δημιουργείται από την εφαρμογή του παρόντος σχεδίου συμφωνίας, καλύπτεται από την οικονομική συνεισφορά της Φινλανδίας.

Το κονδύλι που καταβάλλεται από τη Φινλανδία πιστώνεται στον Κοινοτικό προϋπολογισμό (σχετικό άρθρο του προϋπολογισμού : 602).

6. Η Επιτροπή προτείνει στο Συμβούλιο την έγκριση της συνημμένης πρότασης.

Historical Archives of the European Commission

Πρόταση

ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

σχετικά με την σύναψη μιας συμφωνίας συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Φινλανδίας για ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης.

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη τη συνθήκη ίδρυσης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως το άρθρο 130 ο (2),

την πρόταση της Επιτροπής (1),

σε συνεργασία με το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο (2),

έχοντας υπόψη τη γνώμη της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής (3),

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ

ότι με την απόφαση 88/418/ΕΟΚ (4), το Συμβούλιο θέσπισε ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης (1988 έως 1992)· ότι το άρθρο 4 της εν λόγω απόφασης εξουσιοδοτεί την Επιτροπή να διαπραγματευθεί συμφωνίες με τρίτες χώρες και ιδιαίτερα με τις ευρωπαϊκές αυτές χώρες που έχουν συνάψει συμφωνίες-πλαίσια για επιστημονική και τεχνολογική συνεργασία με την Κοινότητα με στόχο να εδρασηθεί η ολική ή μερική συνεργασία τους με το πρόγραμμα,

(1) ΕΕ αριθ. C

(2) ΕΕ αριθ. C

(3) ΕΕ αριθ. C

(4) ΕΕ αριθ. L 206, 30.07.1988, σ. 29

5
ότι με την απόφαση 87/177/ΕΟΚ (1), το Συμβούλιο ενέκρινε τη σύναψη, εκ μέρους της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, της συμφωνίας-πλαισίου για την επιστημονική και τεχνολογική συνεργασία μεταξύ των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων και, μεταξύ άλλων, με τη Δημοκρατία της Φινλανδίας,

ότι πρέπει να εγκριθεί η συμφωνία συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Φινλανδίας για ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης,

ΑΠΟΦΑΣΙΖΕΙ ΤΑ ΕΞΗΣ :

Άρθρο 1

Η συμφωνία συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Φινλανδίας για ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης, εγκρίνεται με τον παρόν για λογαριασμό της Κοινότητας,

Το κείμενο της συμφωνίας επισυνάπτεται στην παρούσα απόφαση.

Άρθρο 2

Ο Πρόεδρος του Συμβουλίου θα αναλάβει την κοινοποίηση της παρούσας όπως προβλέπεται στο άρθρο 11 της συμφωνίας.

Έγινε στις

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

(1) ΕΕ αριθ. L 71, 14.03.1987, σ. 29

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

ΜΕΤΑΞΥ

ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ

ΚΑΙ

ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ

ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ

ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ

ΣΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ

ΕΦΑΡΜΟΣΜΕΝΗΣ ΜΕΤΡΟΛΟΓΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΧΗΜΙΚΗΣ ΑΝΑΛΥΣΗΣ (BCR)

- 2 -

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

ΜΕΤΑΞΥ

ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ

ΚΑΙ

ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ

ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ

ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ

ΣΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ

ΕΦΑΡΜΟΣΜΕΝΗΣ ΜΕΤΡΟΛΟΓΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΧΗΜΙΚΗΣ ΑΝΑΛΥΣΗΣ (BCR)

Η ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑ, στο εξής καλούμενη "η Κοινότητα",

και

η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ στο εξής καλούμενο "Φινλανδία",

που στο εξής καλούνται "Συμβαλλόμενα μέρη",

Εκτιμώντας ότι :

με την απόφασή του της 29ης Ιουνίου 1988, το Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, στο εξής καλούμενο "το Συμβούλιο", θέσπισε ένα πρόγραμμα έρευνας και ανάπτυξης στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης (1988 έως 1992), στο εξής καλούμενο "το Κοινοτικό πρόγραμμα".

ότι τα συμβαλλόμενα μέρη υπέγραψαν μια συμφωνία-πλαίσιο για επιστημονική και τεχνολογική συνεργασία η οποία ετέθη σε ισχύ στις 27 Αυγούστου 1987.

ότι η συνεργασία της Φινλανδίας στο Κοινοτικό πρόγραμμα μπορεί να συμβάλει στην βελτίωση της αποτελεσματικότητας της έρευνας που εκτελείται από τα συμβαλλόμενα μέρη στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης, και στην αποφυγή επαναληπτικών εργασιών.

ότι τα συμβαλλόμενα μέρη προσδοκούν αμοιβαία οφέλη από την συνεργασία της Φινλανδίας στο Κοινοτικό πρόγραμμα.

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΕΞΗΣ :

Άρθρο 1

Η Φινλανδία δια του παρόντος συνεργάζεται, από 1ης Ιανουαρίου 1989, στην εφαρμογή του Κοινοτικού προγράμματος όπως αναφέρεται στο Παράρτημα Α.

Άρθρο 2

Η οικονομική συνεισφορά της Φινλανδίας που απορρέει από την συνεργασία της στην εφαρμογή του Κοινοτικού προγράμματος θα ορισθεί κατ'αναλογία του ποσού που διατίθεται κάθε χρόνο στον γενικό προϋπολογισμό των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για χορηγήσεις που καλύπτουν τις οικονομικές υποχρεώσεις της Επιτροπής των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, καλούμενης στο εξής "η Επιτροπή", και για εργασίες που πρέπει να εκτελεστούν στα πλαίσια των απαιτούμενων ερευνητικών συμβάσεων για την εφαρμογή του Κοινοτικού προγράμματος και για διοικητικές και διαχειριστικές λειτουργικές δαπάνες του Κοινοτικού προγράμματος.

Ο συντελεστής αναλογίας που ισχύει για την συνεισφορά της Φινλανδίας δίδεται από τον λόγο του φινλανδικού ακαθάριστου εγχωρίου προϊόντος (GDP), σε τρέχουσες τιμές, προς το άθροισμα των ακαθάριστων εθνικών προϊόντων, σε τρέχουσες τιμές, των κρατών μελών της Κοινότητας και της Φινλανδίας. Ο λόγος αυτός υπολογίζεται με βάση τα πιο πρόσφατα διαθέσιμα στατιστικά στοιχεία του ΟΟΣΑ.

Τα ποσά που θεωρούνται απαραίτητα για την εκτέλεση του Κοινοτικού προγράμματος, το ύψος της φινλανδικής συνεισφοράς και το χρονοδιάγραμμα των προβλεπόμενων υποχρεώσεων παρατίθενται στο Παράρτημα Β.

Οι κανόνες που διέπουν την οικονομική συνεισφορά της Φινλανδίας για την εκτέλεση του Κοινοτικού προγράμματος εκτίθενται στο Παράρτημα Γ.

Άρθρο 3

Για τους φινλανδικούς φορείς έρευνας και ανάπτυξης και ενδιαφερόμενα πρόσωπα ισχύουν οι όροι και οι προϋποθέσεις υποβολής και αξιολόγησης προτάσεων και οι όροι και οι προϋποθέσεις ενίσχυσης και σύναψης συμβάσεων για το Κοινοτικό πρόγραμμα όπως οι όροι και οι προϋποθέσεις που ισχύουν για τους φορείς έρευνας και ανάπτυξης και τα ενδιαφερόμενα άτομα στην Κοινότητα.

Οι συμβάσεις, που καταρτίζονται από την Επιτροπή, παραθέτουν τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις των φινλανδικών φορέων έρευνας και ανάπτυξης και των ενδιαφερομένων ατόμων, και ειδικότερα τις μεθόδους διάδοσης, προσαίσεως και εκμετάλλευσης των ερευνητικών αποτελεσμάτων.

Άρθρο 4

Η Επιτροπή είναι υπεύθυνη για την εφαρμογή του Κοινοτικού προγράμματος. Η Επιτροπή επικουρείται από την Συμβουλευτική Επιτροπή Διαχείρισης και Συντονισμού "Scientific and Technological Standards", στο εξής καλουμένης "η επιτροπή", που έχει συσταθεί με απόφαση του Συμβουλίου αριθ. 84/338 (1).

(1) ΕΕ αριθ. L 177 της 04.07.1984, σ. 25

Η επιτροπή θα διευρυνθεί για να συμπεριλάβει δύο εκπροσώπους που διορίζονται από τη Φινλανδία και οι οποίοι μπορούν να επικουρούνται ή να αντικατασταθούν από ένα φινλανδό εμπειρογνώμονα. Θα συμμετέχουν μόνο στις εργασίες της επιτροπής η οποία συνέρχεται με κυμαινόμενη σύνθεση για την εκπλήρωση των καθηκόντων της που απορρέουν από το Κοινοτικό πρόγραμμα.

Άρθρο 5

Στο τέλος του 1990, η Επιτροπή θα υποβάλει μια έκθεση στο Συμβούλιο, στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και στην Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή για την αξιολόγηση των επιτευχθέντων αποτελεσμάτων. Η έκθεση αυτή συνοδεύεται από προτάσεις για μεταβολές οι οποίες ενδέχεται να απαιτούνται υπό το φως των αποτελεσμάτων αυτών. Αντίγραφο της εν λόγω έκθεσης διαβιβάζεται στη Φινλανδία η οποία, επιπλέον, ενημερώνεται για οποιαδήποτε πρόταση αλλαγών.

Άρθρο 6

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος αναλαμβάνει, σε συμφωνία με τους αντίστοιχους κανόνες και ρυθμίσεις, να διευκολύνει την κίνηση και την παραμονή των ερευνητών που συμμετέχουν στη Φινλανδία και στην Κοινότητα, στις δραστηριότητες τις σχετικές με την παρούσα συμφωνία.

Άρθρο 7

Η Επιτροπή και το Κέντρο Τεχνικών Επιθεωρήσεων της Φινλανδίας (Technical Inspection Centre in Finland), εξασφαλίζει την εφαρμογή της παρούσας συμφωνίας.

Άρθρο 8

Η παρούσα συμφωνία ισχύει, αφενός, στην επικράτεια ισχύος της συνθήκης ίδρυσης της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και υπό τους όρους που προβλέπονται στην εν λόγω συνθήκη και, αφετέρου, στην επικράτεια της Δημοκρατίας της Φινλανδίας.

Άρθρο 9

1. Η παρούσα συμφωνία συνάπτεται για τη χρονική διάρκεια του Κοινοτικού προγράμματος.

Σε περίπτωση που η Κοινότητα αναθεωρήσει το Κοινοτικό πρόγραμμα, η συμφωνία μπορεί να καταγγελθεί με αμοιβαία συμφωνημένους όρους. Η Φινλανδία ενημερώνεται για το ακριβές περιεχόμενο του αναθεωρημένου προγράμματος μέσα σε μια εβδομάδα από την έγκρισή του εκ μέρους της Κοινότητας. Τα συμβαλλόμενα μέρη ενημερώνονται αμοιβαία μέσα σε τρεις εβδομάδες μετά από την έκδοση της Κοινοτικής απόφασης, αν προβλέπεται η λήξη της συμφωνίας.

2. Αν η Κοινότητα θεσπίσει ένα νέο πρόγραμμα Ε&Α στον τομέα της εφαρμοσμένης μετρολογίας και της χημικής ανάλυσης, η παρούσα συμφωνία μπορεί να τύχει επαναδιαπραγμάτευσης ή να ανανεωθεί υπό αμοιβαία συμφωνημένους όρους.

3. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 1, οποιοδήποτε από τα συμβαλλόμενα μέρη μπορεί οποτεδήποτε να καταγγείλλει τη συμφωνία με προειδοποίηση έξι μηνών. Τα προγράμματα και οι εργασίες που ευρίσκονται σε εξέλιξη κατά τη στιγμή της λήξεως και/ή εκπνοής της παρούσας συμφωνίας θα συνεχιστούν μέχρις ότου περατωθούν υπό τους όρους που αναφέρονται στην παρούσα συμφωνία.

Άρθρο 10

Τα Παραρτήματα Α, Β και Γ της παρούσας συμφωνίας αποτελούν αναπόσπαστο μέρος αυτής.

Άρθρο 11

Η παρούσα συμφωνία εγκρίνεται από τα συμβαλλόμενα μέρη σε συμφωνία με τις υπάρχουσες διαδικασίες.

Η συμφωνία αρχίζει να ισχύει από την ημερομηνία κατά την οποία τα συμβαλλόμενα μέρη ενημερώνονται αμοιβαία για την συμπλήρωση των διαδικασιών που απαιτούνται για το σκοπό αυτό.

Άρθρο 12

Η παρούσα συμφωνία καταρτίζεται στη δανική, ολλανδική, αγγλική, γαλλική, γερμανική, ελληνική, ιταλική, πορτογαλική και ισπανική γλώσσα, και τα κείμενα αυτά θεωρούνται εξίσου αυθεντικά.

Έγινε στις

Για το Συμβούλιο των
Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

Για τη Δημοκρατία της Φινλανδίας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α

**ΚΟΙΝΟΤΙΚΟ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ ΣΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ
ΕΦΑΡΜΟΣΜΕΝΗΣ ΜΕΤΡΟΛΟΓΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΧΗΜΙΚΗΣ ΑΝΑΛΥΣΗΣ
(1988 έως 1992)**

Στόχος του προγράμματος είναι η βελτίωση της αξιοπιστίας των χημικών αναλύσεων και των φυσικών μετρήσεων (εφαρμοσμένη μετρολογία) ώστε να επιτυγχάνεται συμφωνία αποτελεσμάτων σε όλα τα κράτη μέλη.

Τα σχέδια θα επιλεγούν από όσους τομείς έχουν πρωτεύουσα σημασία για την Κοινότητα, κρίνόμενους από οικονομικής και περιβαλλοντικής σκοπιάς ή από άποψη δημόσιας υγείας.

Οι τομείς στους οποίους δίδεται προτεραιότητα είναι οι εξής :

(α) Αναλύσεις σχετικές με τρόφιμα και γεωργικά προϊόντα, ειδικότερα :

- αναλύσεις σχετικά με ζώα εκτροφής (ζωοτροφές, ορμόνες, αντιβιοτικά, κ.λπ.) καθώς και με την ποιότητα των δημητριακών, των φρούτων και των οπωροκηπευτικών
- αναλύσεις σχετικές με την ποιότητα των επεξεργασμένων τροφίμων (θρεπτικές ιδιότητες, παρουσία επικινδύνων ουσιών, επιμολύνσεις από βακτηρίδια)

(β) Αναλύσεις σχετικές με το περιβάλλον, ειδικότερα :

- προσδιορισμός επικινδύνων ενώσεων σε ίχνη και σε διάφορους φορείς,
- προσδιορισμός των ρυπαντών του αέρα στους χώρους εργασίας,
- μεταλλαξιγόνες ιδιότητες χημικών ουσιών

(γ) Βιοϊατρικές αναλύσεις, με προτεραιότητα σε :

- προσδιορισμός ενζύμων και ορμονών (στον ανθρώπινο ορρό),
- αιματολογικές εξετάσεις (π.χ. πηκτικότητα αίματος),
- αναλύσεις σχετικές με καρδιαγγειακές παθήσεις,
- αναλύσεις σχετικές με ογκολογικούς ιχνηθέτες και φάρμακα στο ανθρώπινο σώμα

(δ) Αναλύσεις μετάλλων (ειδικότερα μη σιδηρούχων) και αναλύσεις επιφανείας των υλικών

(ε) Εφαρμοσμένη μετρολογία. Θα δοθεί ιδιαίτερη βαρύτητα στις μετρήσεις και τις βαθμονομήσεις των σημαντικότερων μεγεθών των εργαστηρίων δοκιμών και των βιομηχανικών εργαστηρίων και ιδιαίτερα στους ελέγχους ποιότητας. Θα περιλαμβάνονται ειδικότερα τα εξής θέματα :

- μετρολογία διαστάσεων και μηχανική μετρολογία (ειδικότερα, μετρήσεις που γίνονται όλο και πιο απαραίτητες για τον έλεγχο των αυτομάτων μηχανών) καθώς και χαρακτηρισμός των καταστάσεων της επιφανείας,
- μηχανολογικά μεγέθη, όπως δύναμη και πίεση

- 7 -

- μελέτη των επιδόσεων και της ακρίβειας των νέων συσκευών μέτρησης της θερμοκρασίας·
- βελτίωση της οπτικής μετρολογίας στο ορατό, υπεριώδες και υπέρυθρο φως και στον τομέα των οπτικών ινών και των λειζερ·
- μετρήσεις ηλεκτρολογικών μεγεθών, ιδιαίτερα στις υψηλές συχνότητες·
- μετρήσεις στον τομέα της ακουστικής, ιδιαίτερα σε ό,τι αφορά την ηχομόνωση·
- μετρήσεις στον τομέα των υπερήχων·
- μετρήσεις παροχής υγρών και αερίων·
- μέθοδοι μέτρησης των φυσικών ιδιοτήτων των υλικών, όπως η θερμική αγωγιμότητα, ιξώδες κλπ·
- μέθοδοι προσδιορισμού των μηχανολογικών ιδιοτήτων των μετάλλων (οι εργασίες αφορούν μόνο τις αναγκαίες μεθόδους για τον προσδιορισμό αυτών των ιδιοτήτων με ακρίβεια και όχι τον χαρακτηρισμό των υλικών)·
- βελτίωση των τεχνολογικών μετρήσεων της βιομηχανίας.

Οι δραστηριότητες περιλαμβάνουν ιδιαίτερα :

- εκτέλεση προγραμμάτων μέτρησης με τη συνεργασία εργαστηρίων από περισσότερα του ενός κράτη μέλη (διεργαστηριακές συγκρίσεις)·
- βελτίωση των μεθόδων μέτρησης και των αναλυτικών μεθόδων·
- βελτίωση των αναγκαίων συσκευών για μετρήσεις υψηλής ακρίβειας·
- ανάπτυξη προτύπων μεταφοράς·
- παρασκευή και πιστοποίηση των υλικών αναφοράς·
- φύλαξη και διάθεση υλικών αναφοράς·
- υποστήριξη για τη δημιουργία κυκλώματος διεργαστηριακών συγκρίσεων σε κοινοτικό επίπεδο για την προστασία της ποιότητας·
- υποτροφίες για έρευνα σε θέματα που καλύπτονται από το πρόγραμμα·
- ανταλλαγή και εκπαίδευση επιστημονικού προσωπικού για τα θέματα που καλύπτονται από το πρόγραμμα, λαμβάνοντας υπόψη τις ανάγκες των κρατών μελών που επιθυμούν να βελτιώσουν τις δυνατότητές τους στους εν λόγω τομείς·
- διάδοση των αποτελεσμάτων των ερευνητικών εργασιών·
- εύστοχη διαφήμιση των υλικών αναφοράς και προώθηση των πωλήσεών τους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1

Το προβλεπόμενο ως αναγκαίο ποσό για την εκτέλεση του Κοινοτικού προγράμματος ανέρχεται σε 59.200.000 ECU.

Άρθρο 2

Η χρηματοδοτική συμμετοχή της Φινλανδίας για την εκτέλεση του Κοινοτικού προγράμματος υπολογίζεται σε 1.063.240 ECU.

Άρθρο 3

Το χρονοδιάγραμμα των προβλεπομένων υποχρεώσεων και της χρηματοδοτικής συνεισφοράς της Φινλανδίας δίνεται στην επόμενη σελίδα.

Historical Archives of the European Commission

ΧΡΟΝΟΔΙΑΓΡΑΜΜΑ ΤΩΝ ΠΡΟΒΛΕΠΟΜΕΝΩΝ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ ΓΙΑ ΤΗΝ
ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΤΟΥ ΚΟΙΝΟΤΙΚΟΥ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΟΣ
(ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΩΝ)
ΚΑΙ ΤΗΣ ΣΥΝΕΙΣΦΟΡΑΣ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ (ΕCΥ)

ΕΤΟΣ	ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ			ΣΥΝΕΙΣΦΟΡΑ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ		
	ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΑΠΑΝΕΣ	ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ	ΣΥΝΟΛΟ	ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΑΠΑΝΕΣ	ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ	ΣΥΝΟΛΟ
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	-	-	-
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
ΓΕΝΙΚΟ ΣΥΝΟΛΟ	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ

ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

*Άρθρο 1

Οι διατάξεις αυτές συνιστούν τους χρηματοδοτικούς κανόνες για τη Φινλανδία, που αναφέρονται στο άρθρο 2 της συμφωνίας.

*Άρθρο 2

Στις αρχές κάθε έτους, ή όποτε αναθεωρείται το Κοινοτικό πρόγραμμα κατά τρόπο ώστε να λαμβάνεται υπόψη μια αύξηση του προβλεπόμενου ποσού που απαιτείται για την εφαρμογή του η Επιτροπή διαβιβάζει στη Φινλανδία μια πρόσκληση καταβολής πιστώσεων ανάλογα με την συνεισφορά της στις δαπάνες βάσει της συμφωνίας.

Η συνεισφορά αυτή εκφράζεται τόσο σε ECU όσο και σε φινλανδικό νόμισμα, ενώ η σύνθεση του ECU καθορίζεται με βάση τον κανονισμό του Συμβουλίου 3180/78 (1). Η τιμή του σουηδικού νομίσματος στη διαμόρφωση του ECU προσδιορίζεται με βάση την ημερομηνία της πρόσκλησης καταβολής των πιστώσεων.

Η Φινλανδία καταβάλλει την συνεισφορά της στις ετήσιες δαπάνες βάσει της συμφωνίας, στις αρχές κάθε έτους και το αργότερο τρεις μήνες μετά την πρόσκληση για την καταβολή των πιστώσεων. Κάθε καθυστέρηση στην πληρωμή της συνεισφοράς της Φινλανδίας επισύρει την υποχρέωση καταβολής τόκου ίσου προς το υψηλότερο ισχύον επιτόκιο στα κράτη μέλη της Κοινότητας κατά την εν λόγω ημερομηνία. Το ύψος του τόκου αυξάνεται κατά 0,25% για κάθε μήνα καθυστέρησης.

Το επαυξημένο επιτόκιο εφαρμόζεται στο σύνολο του χρόνου της καθυστέρησης. Εντούτοις, το επιτόκιο καταβάλλεται μόνον αν η συνεισφορά καταβληθεί σε περισσότερους από τρεις μήνες μετά την πρόσκληση καταβολής των πιστώσεων εκ μέρους της Επιτροπής.

Οι δαπάνες ταξιδιού των φινλανδών εκπροσώπων και εμπειρογνομόνων όπως προκύπτουν από τη συμμετοχή τους στις εργασίες της επιτροπής, που αναφέρονται στο άρθρο 4 της συμφωνίας, καταβάλλονται εκ μέρους της Επιτροπής σύμφωνα με τις ισχύουσες διαδικασίες για τους εκπροσώπους και εμπειρογνώμονες των κρατών μελών της Κοινότητας και, ειδικότερα, σε συμφωνία με την απόφαση του Συμβουλίου αριθ. 84/338.

*Άρθρο 3

Τα ποσά που καταβάλλονται από τη Φινλανδία φέρονται εις πίστωση του Κοινοτικού προγράμματος ως δημοσιονομικές εισπράξεις καταχωρημένες στο αντίστοιχο κονδύλι της κατάστασης εσόδων του γενικού προϋπολογισμού των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

*Άρθρο 4

Ο οικονομικός κανονισμός που ισχύει σχετικά με τον γενικό προϋπολογισμό των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων εφαρμόζεται και κατά τη διαχείριση των πιστώσεων.

*Άρθρο 5

Στο τέλος κάθε έτους, καταρτίζεται μια κατάσταση απολήξεως των πιστώσεων για το κοινοτικό πρόγραμμα η οποία και διαβιβάζεται στη Φινλανδία προς ενημέρωσή της.

(1) ΕΕ αριθ. L 379 της 30.12.1978, σ.1

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques parmi des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

16 11

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-90-046-GR-C

ISBN 92-77-57205-1

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

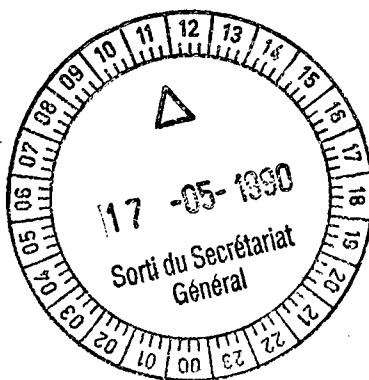
COM(90)₂₄ final -SYN 247

Bruselas, 10 de mayo de 1990

Propuesta de DECISION DEL CONSEJO

relativa a la celebración de un acuerdo de cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Finlandia sobre un programa de investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico (B.C.R.).

(presentada por la Comisión)



EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

Asunto: Propuesta de Decisión del Consejo relativa a la celebración de un acuerdo de cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Finlandia sobre un programa de investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico.

1. El Consejo, mediante Decisión de 29 de junio de 1988, aprobó un programa de investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico (B.C.R., 1988-1992). El artículo 4 de dicha Decisión autoriza a la Comisión a negociar acuerdos con terceros países y en particular con los países europeos que hayan celebrado acuerdos marco de cooperación científica y tecnológica con la Comunidad, con miras a asociarlos plena o parcialmente al programa.
2. Finlandia ha expresado su interés en cooperar en la aplicación del mencionado programa en el contexto de la aplicación del acuerdo marco de cooperación técnica y científica entre las Comunidades Europeas y la pública de Finlandia, cuya conclusión en nombre de la CEE fue aprobada en una Decisión del Consejo de 9 de febrero de 1987.
3. Considerando que la cooperación de Finlandia en la ejecución del programa comunitario puede ser beneficiosa para ambas partes y contribuir a aumentar la eficacia del potencial técnico y científico europeo, la Comisión ha negociado con Finlandia un proyecto de acuerdo de cooperación.
4. El proyecto de acuerdo, que figura en un Anexo a la propuesta adjunta de Decisión del Consejo, estipula:
 - la asociación de Finlandia a la ejecución del programa comunitario;
 - una contribución económica de Finlandia a la financiación del trabajo, que se llevará a cabo mediante contratos de investigación, y de los gastos de funcionamiento administrativos y de gestión del programa comunitario; esta contribución económica será proporcional al producto interior bruto de Finlandia;
 - el derecho de los centros de investigación y ciudadanos finlandeses a presentar propuestas de investigación y a concluir sus correspondientes contratos de investigación con la Comisión;
 - la ampliación del Comité Consultivo de Gestión y Coordinación (C.G.C.) (Normas Científicas y Tecnológicas) con la incorporación de representantes de Finlandia.
5. Debido a la naturaleza de la cooperación, cualquier gasto suplementario a cargo del presupuesto comunitario (epígrafe presupuestario 7335) causado por la ejecución de este proyecto de acuerdo será sufragado con la contribución económica de Finlandia.

Los fondos aportados por Finlandia se imputarán al presupuesto comunitario (artículo presupuestario 602).

6. La Comisión propone al Consejo que apruebe la propuesta adjunta de

decisión.

Historical Archives of the European Commission

Propuesta de

DECISIÓN DEL CONSEJO

relativa a la celebración de un acuerdo de cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Finlandia sobre un programa de Investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico.

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 130 Q(2),

Vista la propuesta de la Comisión⁽¹⁾,

En cooperación con el Parlamento Europeo (2),

Visto el dictamen del Comité Económico y Social⁽³⁾,

CONSIDERANDO que, mediante la Decisión 88/418/CEE⁽⁴⁾, el Consejo aprobó un programa de Investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico (1988-1992); que el artículo 4 de dicha Decisión autoriza a la Comisión a negociar acuerdos con terceros países, y en particular con los países europeos que hayan celebrado acuerdos marco de cooperación científica y tecnológica con la Comunidad, con miras a asociarlos plena o parcialmente al programa,

(2) D.O. n.º C ...

(1) D.O. n.º C ...

(3) D.O. n.º C ...

(4) D.O. n.º L 206, 30.7.1988, p. 29

CONSIDERANDO que, mediante la Decisión 87/177/CEE⁽¹⁾, el Consejo aprobó la celebración, en nombre de la Comunidad Económica Europea, del Acuerdo Marco de Cooperación Científica y Técnica entre las Comunidades Europeas y, entre otros países, la República de Finlandia,

CONSIDERANDO que debería aprobarse el acuerdo de cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Finlandia sobre un programa de investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico,

HA DECIDIDO LO SIGUIENTE:

Artículo 1

Queda aprobado, en nombre de la Comunidad, el acuerdo de cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Finlandia sobre un programa de investigación y desarrollo para la Comunidad Económica Europea en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico,

El texto del acuerdo se adjunta a la presente Decisión.

Artículo 2

El Presidente del Consejo presentará la notificación según lo establecido en el artículo 11 del acuerdo.

Hecho en

Por el Consejo

El Presidente

(1) D.O. n.º L 71, 14.03.1987, pág. 29

ACUERDO DE COOPERACIÓN

ENTRE

LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA

Y

LA REPÚBLICA DE FINLANDIA

SOBRE

INVESTIGACIÓN Y DESARROLLO

EN EL ÁMBITO DE

LA METROLOGÍA APLICADA Y DEL ANÁLISIS QUÍMICO (B.C.R.)

ACUERDO DE COOPERACIÓN
ENTRE
LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA
Y
LA REPÚBLICA DE FINLANDIA
SOBRE
INVESTIGACIÓN Y DESARROLLO
EN EL ÁMBITO DE
LA METROLOGÍA APLICADA Y DEL ANÁLISIS QUÍMICO (B.C.R.)

LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA, en lo sucesivo denominada "la Comunidad",

y

LA REPÚBLICA DE FINLANDIA, en lo sucesivo denominada "Finlandia",

ambas denominadas en adelante las "Partes Contratantes",

CONSIDERANDO que, mediante Decisión de 29 de junio de 1988, el Consejo de las Comunidades Europeas, en lo sucesivo denominado "el Consejo", aprobó un programa de investigación y desarrollo en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico (1988-1992), en adelante denominado "el programa comunitario";

CONSIDERANDO que las Partes Contratantes concluyeron un Acuerdo Marco de Cooperación Científica y Técnica que entró en vigor el 17 de julio de 1987;

CONSIDERANDO que la asociación de Finlandia al programa comunitario puede contribuir a aumentar la eficacia de la investigación realizada por las Partes Contratantes en el ámbito de la metrología aplicada y del análisis químico y puede evitar las duplicaciones inútiles;

CONSIDERANDO que las Partes Contratantes esperan que la asociación de Finlandia al programa comunitario resulte beneficiosa para ambas;

HAN CONVENIDO LO SIGUIENTE:

Artículo 1

Finlandia queda asociada por el presente acuerdo a la aplicación del programa comunitario, según se especifica en el Anexo A, desde el 1 de enero de 1989.

Artículo 2

La contribución económica de Finlandia, derivada de su asociación a la aplicación del programa comunitario se determinará en relación con la cantidad disponible cada año en el presupuesto general de las Comunidades Europeas para los créditos que cubran los compromisos para cumplir las obligaciones financieras de la Comisión de las Comunidades Europeas, en lo sucesivo denominada "la Comisión", como consecuencia del trabajo que debe llevarse a cabo con arreglo a los contratos de investigación necesarios para la aplicación del programa comunitario y de los gastos administrativos y de gestión de dicho programa.

El factor de proporcionalidad que regula la contribución de Finlandia se determinará mediante la relación entre el producto interior bruto de Finlandia (PIB), a precios de mercado, y la suma del producto interior bruto, a precios de mercado, de los Estados miembros de la Comunidad y Finlandia. Esta relación se calculará teniendo en cuenta los últimos datos estadísticos disponibles de la OCDE.

En el Anexo B aparecen consignados los fondos considerados necesarios para llevar a cabo el programa comunitario, el importe de la contribución de Finlandia y el calendario de los compromisos estimados.

En el Anexo C se presentan las normas que regulan la contribución financiera de Finlandia para llevar a cabo el programa comunitario.

Artículo 3

En lo que se refiere a los organismos y personas consagradas a la investigación y desarrollo en Finlandia, las condiciones para la presentación y evaluación de propuestas y las condiciones para la concesión y celebración de contratos con arreglo al programa comunitario serán las mismas que se aplican a los organismos y personas consagradas a la investigación y desarrollo en la Comunidad.

En los contratos, redactados por la Comisión, se estipularán los derechos y obligaciones de los organismos y personas dedicadas a la investigación y al desarrollo en Finlandia, y en particular los métodos de difusión, protección y explotación de los resultados de la investigación.

Artículo 4

La Comisión será responsable de la aplicación del programa comunitario. Estará asistida por el Comité Consultivo de Gestión y Coordinación "Normas Científicas y Tecnológicas", en lo sucesivo denominado "el Comité", constituido por la Decisión del Consejo nº 84/338⁽¹⁾.

El Comité se ampliará para incluir dos representantes designados por Finlandia que podrán ser asistidos o sustituidos por un experto finlandés. Éstos participarán únicamente en el trabajo del Comité que se reúne en su configuración variable para llevar a cabo las tareas relativas al programa comunitario.

Artículo 5

A finales de 1990, la Comisión enviará un informe al Consejo, al Parlamento Europeo y al Comité Económico y Social basado en una evaluación de los resultados conseguidos hasta ese momento. En este informe se propondrán las modificaciones que, a la vista de los resultados, parezcan convenientes. Se enviará una copia del informe a Finlandia, y se le informará de los cambios propuestos.

Artículo 6

Las Partes Contratantes se comprometen, de acuerdo con sus respectivas normas y reglamentos, a facilitar la circulación y la residencia de investigadores que participen en Finlandia y en la Comunidad en las actividades comprendidas en dicho acuerdo.

Artículo 7

La Comisión y el Centro de Inspección Técnica de Finlandia garantizarán el cumplimiento de este acuerdo.

Artículo 8

El presente acuerdo se aplicará, por una parte, a los territorios en los que sea aplicable el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y en las condiciones previstas por dicho Tratado y, por otra, al territorio de la República de Finlandia.

Artículo 9

1. El presente acuerdo estará en vigor mientras dure el programa comunitario.

En caso de que la Comunidad introdujera modificaciones en el programa comunitario, el acuerdo podrá volverse a negociar o resolverse en las condiciones que se decidan de mutuo acuerdo. Finlandia será informada del contenido exacto del programa modificado en el plazo de una semana

(1) D.O. nº L 177 de 04.07.1984, pág. 25

después de su adopción por la Comunidad. Las Partes Contratantes se informarán mutuamente en el plazo de 3 meses después de que haya sido adoptada la decisión comunitaria, en caso de que se prevea la resolución del acuerdo.

2. El presente acuerdo podrá volverse a negociar o renovarse en las condiciones que se decidan de mutuo acuerdo cuando la Comunidad adopte un nuevo programa de investigación y desarrollo.
3. Con excepción de lo previsto en el apartado 1, cada Parte Contratante podrá dar por resuelto en cualquier momento el presente acuerdo con un preaviso de 6 meses. Los proyectos y trabajos en curso en el momento de la resolución o expiración del presente acuerdo continuarán hasta ser completados con arreglo a las condiciones establecidas en este acuerdo.

Artículo 10

Los Anexos ,B y C del presente acuerdo serán parte integrante del mismo.

Artículo 11

El presente acuerdo será aprobado por las Partes Contratantes de conformidad con los trámites en vigor en cada una de ellas.

El presente acuerdo entrará en vigor en la fecha en que las Partes Contratantes se notifiquen mutuamente el cumplimiento de los trámites necesarios al respecto.

Artículo 12

El presente acuerdo se redacta en doble ejemplar en lengua alemana, danesa, española, francesa, griega, inglesa, italiana, neerlandesa, portuguesa y finesa, siendo cada uno de estos textos igualmente auténtico.

Hecho en

Por el Consejo de las
Comunidades Europeas

Por la República de Finlandia

ANEXO A

PROGRAMA COMUNITARIO EN EL ÁMBITO DE LA METROLOGÍA APLICADA Y DEL ANÁLISIS QUÍMICO (1988-1992)

El objetivo de este programa consiste en mejorar la fiabilidad de los análisis químicos y de las mediciones físicas (metrología aplicada) de forma que se consiga una concordancia de resultados en todos los Estados miembros.

Los proyectos se seleccionarán entre los campos que sean de importancia prioritaria para la Comunidad teniendo en cuenta factores económicos, ambientales o de sanidad pública.

Los campos prioritarios serán los siguientes:

a) Análisis de alimentos y productos agrarios, en especial:

- análisis relativos al ganado (piensos, hormonas, antibióticos, etc.) y a la calidad de los cereales, frutas y hortalizas;
- análisis de la calidad de los alimentos tratados (propiedades alimenticias, presencia de sustancias peligrosas, contaminación bacteriológica).

b) Análisis relacionados con el medio ambiente, en especial:

- determinación de indicios de compuestos peligrosos en distintos aglomerantes;
- determinación de contaminantes del aire en lugares de trabajo;
- efectos mutagénicos de sustancias químicas.

c) Análisis biomédicos, dando preferencia a:

- la determinación de enzimas y hormonas (en el suero humano);
- análisis hematológicos (p.ej. de coagulación sanguínea);
- análisis relacionados con las enfermedades cardiovasculares;
- análisis de sustancias carcinógenas y drogas en el cuerpo humano;

d) Análisis de metales (fundamentalmente los no ferrosos) y análisis de superficie de materiales.

e) Metrología aplicada. Se hará hincapié en la medición y calibrado de los parámetros más importantes para los laboratorios de análisis y los laboratorios industriales, en particular en lo que se refiere a controles de calidad. Los temas contemplados incluirán en especial:

- metrología dimensional y mecánica (en especial, las mediciones que están siendo cada vez más necesarias para la verificación de las máquinas automáticas) y caracterización del estado de las superficies;
- magnitudes mecánicas, tales como la fuerza y la presión;
- estudio del rendimiento y precisión de los nuevos aparatos de medición de temperatura;
- perfeccionamiento de la metrología óptica en las gamas visible, ultravioleta e infrarroja y en el sector de las fibras ópticas de los láser;

- mediciones de magnitudes eléctricas, en particular de alta frecuencia;
- mediciones acústicas, en especial por lo que se refiere a la insonorización;
- mediciones ultrasónicas;
- mediciones de flujos de líquidos y gases;
- métodos de medición de propiedades físicas y materiales, tales como la conductividad térmica, la viscosidad, etc.;
- métodos de determinación de las propiedades mecánicas de los metales (los trabajos se limitarán a los métodos requeridos para la determinación precisa de dichas propiedades y no incluirán la caracterización de los materiales);
- perfeccionamiento de las mediciones tecnológicas en el sector de la industria.

Las actividades comprenderán en especial:

- la ejecución de programas de medición que impliquen la cooperación de laboratorios en varios Estados miembros (intercomparaciones);
- el perfeccionamiento de métodos de análisis y medición;
- el perfeccionamiento de los instrumentos necesarios para las mediciones de alta precisión;
- el desarrollo de los patrones de transferencia;
- la preparación y certificación de materiales de referencia;
- el almacenamiento y la distribución de materiales de referencia;
- el apoyo a la creación a nivel comunitario de circuitos entre laboratorios para garantizar la calidad;
- las ayudas de investigación para los temas que contempla el programa;
- el intercambio y la formación de científicos en los temas contemplados por el programa, teniendo en cuenta las necesidades de los Estados miembros que deseen aumentar su competencia en dichos sectores;
- la divulgación de los resultados de los proyectos;
- la publicidad, eficazmente encauzada, sobre los materiales de referencia y la promoción de su venta.

ANEXO B

DISPOSICIONES FINANCIERAS

Artículo 1

La cantidad considerada necesaria para llevar a cabo el programa comunitario es de 59.200.000 ECU.

Artículo 2

La contribución financiera de Finlandia para la ejecución del programa comunitario se estima en 1.063.240 ECU.

Artículo 3

El calendario de los compromisos estimados y la contribución financiera de Finlandia figuran en la página siguiente.

Historical Archives of the European Commission

CALENDARIO DE LOS COMPROMISOS ESTIMADOS NECESARIOS
PARA LA EJECUCIÓN DEL PROGRAMA COMUNITARIO
(CRÉDITOS DE COMPROMISO)
Y DE LA CONTRIBUCIÓN DE FINLANDIA (EN ECU)

	COMPROMISOS PARA			CONTRIBUCIÓN DE FINLANDIA		
AÑO	GESTION Y ADMINISTRACIÓN	CONTRATOS	SUBTOTALES	GESTION Y ADMINISTRACIÓN	CONTRATOS	SUBTOTALES
1988	2.530.150	3.507.850	6.038.000	- - -	- - -	- - -
1989	3.480.500	10.019.500	13.500.000	69.610	200.390	270.000
1990	4.050.000	11.250.000	15.300.000	81.000	225.000	306.000
1991	4.200.000	10.200.000	14.400.000	84.000	204.000	288.000
1992	4.300.000	5.662.000	9.962.000	86.000	113.240	199.240
TOTALES	18.560.650	40.639.350	59.200.000	320.610	742.630	1.063.240

ANEXO C

NORMAS DE FINANCIACIÓN

Artículo 1

Las presentes disposiciones describen las normas de financiación para Finlandia a las que se refiere el artículo 2 del acuerdo.

Artículo 2

Al principio de cada año, o siempre que se revise el programa comunitario de tal manera que ello lleve consigo un aumento de la cantidad que se estima necesaria para llevarlo a cabo, la Comisión solicitará de Finlandia los fondos correspondientes a su contribución para sufragar los costes, de conformidad con lo establecido en el acuerdo.

Dicha contribución vendrá expresada en ECU y en la moneda finlandesa. La composición del ECU será la definida en el Reglamento del Consejo nº 78/3180⁽¹⁾. El valor de la moneda finlandesa de la contribución en ECU se determinará en la fecha de la solicitud de fondos.

De conformidad con el acuerdo, Finlandia pagará su contribución a los gastos anuales al principio de cada año y, como muy tarde, tres meses a partir de la fecha de solicitud de los fondos. Cualquier retraso en el pago de la contribución dará lugar al pago de intereses por parte de Finlandia a un tipo igual al tipo de descuento más alto existente en los Estados miembros en la fecha de pago. El tipo de interés aumentará 0,25% cada mes de retraso.

El tipo de interés incrementado se aplicará durante la totalidad del período de retraso. No obstante, dicho interés se pagará únicamente si el pago de la contribución se realiza pasados tres meses desde la solicitud de fondos de la Comisión.

Los gastos de viaje de los representantes y expertos finlandeses derivados de su participación en las tareas del Comité al que se refiere el artículo 4 del acuerdo serán reembolsados por la Comisión de conformidad con los procedimientos en vigor para los representantes y expertos de los Estados miembros de la Comunidad y especialmente de conformidad con la Decisión del Consejo nº 84/338.

Artículo 3

Los fondos que pague Finlandia se contabilizarán en el programa comunitario en concepto de ingresos presupuestarios asignados a la partida correspondiente en el estado de ingresos del presupuesto general de la Comunidades Europeas.

(1) D.O. nº L 379, de 30.12.1978, p. 1

Artículo 4

El Reglamento Financiero en vigor para el presupuesto general de la Comunidad Europea se aplicará a la gestión de los créditos.

Artículo 5

A final de cada año se preparará un estado de créditos para el programa comunitario que se remitirá a Finlandia a título de información.

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1988 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques normis des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 final

DOCUMENTOS

ES

16 11

Nº de catálogo : CB-CO-90-046-ES-C

ISBN 92-77-57202-7

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

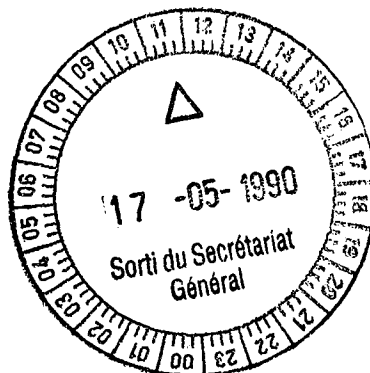
COM(90) 24 final -SYN 247

Bruxelas, 10 de Maio de 1990

Proposta de DECISÃO DO CONSELHO

relativa à conclusão do Acordo de Cooperação entre a Comunidade Económica Europeia e a República da Finlândia relativo a um programa de investigação e desenvolvimento para a Comunidade Económica Europeia no domínio da metrologia aplicada e da análise química (BCR)

(apresentada pela Comissão)



EXPOSE DES MOTIFS

Objet : Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre les Communautés européennes et la république de Finlande relatif à un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR)

1. Par sa décision du 29 juin 1988, le Conseil a adopté un programme de recherche et développement pour la Communauté économique européenne dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (BCR, 1988 à 1992). L'article 4 de cette décision autorise la Commission à négocier des accords avec des pays tiers, en particulier avec les pays européens qui ont conclu des accords-cadres de coopération scientifique et technique avec la Communauté, en vue de les associer au programme, totalement ou en partie.

2. Au titre de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre les Communautés européennes et la république de Finlande, dont la conclusion au nom de la Communauté a été approuvée par décision du Conseil du 9 février 1987, la Finlande a exprimé son désir de coopérer à la mise en oeuvre du programme précité.

3. Considérant que l'association de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire peut être source de profit mutuel et peut favoriser l'amélioration du potentiel scientifique et technique européen, la Commission a négocié un projet d'accord de coopération avec la Finlande.

4. Le projet d'accord, annexé à la proposition de décision du Conseil ci-jointe, prévoit :

- l'association de la Finlande à la mise en oeuvre du programme communautaire;
- une contribution financière de la Finlande pour le financement des travaux qui seront réalisés sous le couvert de contrats de recherche, et des dépenses de gestion et de fonctionnement pour le programme communautaire; cette contribution financière est proportionnelle au produit intérieur brut de la Finlande;
- le droit pour des personnes et des organismes de recherche finlandais de présenter des propositions de recherche et de conclure les contrats de recherche correspondants avec la Commission;
- l'élargissement du comité consultatif de gestion et de coordination (CGC) (normes et standards scientifiques et technologiques) à des représentants finlandais.

5. Compte tenu de la nature de la coopération, toute dépense additionnelle au budget communautaire (ligne budgétaire 7335) résultant de la mise en oeuvre de ce projet d'accord sera couverte par la contribution financière de la Finlande.

Les fonds payés par la Finlande seront crédités au budget communautaire (article budgétaire 602).

6. La Commission propose au Conseil d'adopter la proposition de décision jointe en annexe.

Historical Archives of the European Commission

4

Proposta de

DECISÃO DO CONSELHO

relativa à conclusão de um Acordo de Cooperação entre a Comunidade Económica Europeia e a República da Finlândia relativo a um programa de investigação e desenvolvimento para a Comunidade Económica Europeia no domínio da metrologia aplicada e da análise química

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS;

Tendo em conta o Tratado que Institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o nº 2 do seu artigo 130º-Q⁽²⁾,

Tendo em conta a proposta da Comissão⁽¹⁾,

Em cooperação com o Parlamento Europeu (2),

Tendo em conta o parecer do Comité Económico e Social⁽³⁾

Considerando que o Conselho, pela sua Decisão 88/418/CEE⁽⁴⁾ adoptou um programa de investigação e desenvolvimento para a Comunidade Económica Europeia no domínio da metrologia aplicada e da análise química (1988/1992); que o artigo 4º dessa decisão autoriza a Comissão a negociar acordos com países terceiros, em especial com os países europeus que celebraram acordos de cooperação científica e técnica com a Comunidade, a fim de os associar plena ou parcialmente ao programa;

(2) JO nº C.....

(1) JO nº C.....

(3) JO nº C.....

(4) JO nº L 206 de 30.7.1988, p. 29.

Considerando que o Conselho, através da Decisão 87/177/CEE⁽¹⁾, aprovou a conclusão, em nome da Comunidade Económica Europeia, do Acordo-Quadro de Cooperação Científica e Técnica entre as Comunidades Europeias, e, entre outros, a República da Finlândia;

Considerando que importa aprovar o Acordo de Cooperação entre a Comunidade Económica Europeia e a República da Finlândia, relativo a um programa de investigação e desenvolvimento para a Comunidade Económica Europeia no domínio da metrologia aplicada e da análise química,

DECIDE:

Artigo 10

É aprovado, em nome da Comunidade, o Acordo de Cooperação entre a Comunidade Económica Europeia e a República da Finlândia, relativo a um programa de investigação e desenvolvimento para a Comunidade Económica Europeia no domínio da metrologia aplicada e da análise química.

O texto do Acordo vem anexo à presente decisão.

Artigo 20

O Presidente do Conselho procederá à notificação nos termos do disposto no artigo 11º do Acordo.

Feito em...

Pelo Conselho

O Presidente

(1) JO nº L 71 de 14.3.1987, p. 29.

ACORDO DE COOPERAÇÃO
ENTRE
A COMUNIDADE ECONÓMICA EUROPEIA
E
A REPÚBLICA DA FINLÂNDIA
RELATIVO
A
INVESTIGAÇÃO E DESENVOLVIMENTO
NO DOMÍNIO DA
METROLOGIA APLICADA E DA ANÁLISE QUÍMICA (BCR)

Historical Archives of the European Commission

ACORDO DE COOPERAÇÃO
ENTRE
A COMUNIDADE ECONÓMICA EUROPEIA
E
A REPÚBLICA DA FINLÂNDIA
RELATIVO
À
INVESTIGAÇÃO E DESENVOLVIMENTO
NO DOMÍNIO DA
METROLOGIA APLICADA E DA ANÁLISE QUÍMICA (BCR)

A COMUNIDADE ECONÓMICA EUROPEIA, a seguir denominada "Comunidade"

e

A REPÚBLICA DA FINLÂNDIA, a seguir denominada "Finlândia";

a seguir denominados "Partes Contratantes",

CONSIDERANDO que, pela sua Decisão de 29 de Junho de 1988, o Conselho das Comunidades Europeias, a seguir denominado "Conselho", adoptou um programa de investigação e desenvolvimento no domínio da metrologia aplicada e da análise química (1988 a 1992), a seguir denominado "programa comunitário";

CONSIDERANDO que as Partes Contratantes concluíram um acordo-quadro de cooperação científica e técnica que entrou em vigor em 17 de Julho de 1987;

CONSIDERANDO que a associação da Finlândia ao programa comunitário poderá contribuir para aumentar a eficácia da investigação efectuada pelas Partes Contratantes no domínio da metrologia aplicada e da análise química, podendo evitar a duplicação desnecessária de esforços;

CONSIDERANDO que as Partes Contratantes esperam obter vantagens mútuas com a associação da Finlândia ao programa comunitário,

ACORDAM NO SEGUINTE:

Artigo 10

A Finlândia é associada, a partir de 1 de Janeiro de 1989, à realização do programa comunitário, na forma em que se encontra estabelecido no Anexo A.

Artigo 20

A contribuição financeira da Finlândia, decorrente da sua associação à realização do programa comunitário, será estabelecida proporcionalmente ao montante disponível anualmente no orçamento geral das Comunidades Europeias para dotações que cobrem autorizações para satisfazer obrigações financeiras da Comissão das Comunidades Europeias, a seguir denominada "Comissão", resultantes de trabalhos a efectuar no âmbito de contratos de investigação necessários para a execução do programa comunitário e de despesas de gestão e administração com o programa comunitário.

O factor de proporcionalidade que rege a contribuição da Finlândia será dado pela razão entre o produto interno bruto (PIB) da Finlândia, a preços de mercado, e a soma dos produtos internos brutos, a preços de mercado, dos Estados-membros da Comunidade e da Finlândia. Essa razão será calculada com base nos últimos dados estatísticos da OCDE disponíveis.

O montante estimado necessário para realizar o programa comunitário, o montante da contribuição da Finlândia e o calendário das autorizações previsíveis estão indicados no Anexo B.

As regras que regem a contribuição financeira da Noruega para a execução do programa comunitário estão indicadas no Anexo C.

Artigo 30

Para as pessoas singulares e colectivas finlandesas, os termos e condições para a apresentação e avaliação de propostas e para a concessão e conclusão de contratos ao abrigo do programa comunitário serão idênticos aos aplicáveis a pessoas singulares e colectivas da Comunidade.

Os contratos, redigidos pela Comissão, devem referir os direitos e deveres das pessoas singulares e colectivas finlandesas, e, designadamente, os métodos de difusão, protecção e exploração dos resultados da investigação.

Artigo 40

A Comissão é responsável pela realização do programa comunitário e deve ser assistida pelo Comité Consultivo de Gestão e Coordenação "Normas e padrões científicos e tecnológicos", a seguir denominado "Comité", instituído pela Decisão nº 84/338 do Conselho⁽¹⁾.

(1) JO nº L 177 de 4.7.1984, p.25.

O Comité deve ser alargado, por forma a integrar dois representantes designados pela Finlândia, os quais podem ser assistidos ou substituídos por um perito finlandês. Devem limitar-se a participar nos trabalhos do Comité, o qual se reúne em composição variável, por forma a que sejam executadas as tarefas relativas ao programa comunitário.

Artigo 5o

A Comissão enviará ao Conselho, ao Parlamento Europeu e ao Comité Económico e Social, em finais de 1990, um relatório baseado na avaliação dos resultados alcançados até então. Este relatório será acompanhado de recomendações de alterações eventualmente necessárias à luz de tais resultados. A Finlândia receberá uma cópia do relatório e será, além disso, informada de quaisquer eventuais recomendações de alterações.

Artigo 6o

Cada Parte Contratante compromete-se, em conformidade com as respectivas regras e regulamentos, a facilitar a circulação e a residência de trabalhadores ligados à investigação que participem, na Finlândia e na Comunidade, nas actividades abrangidas pelo presente acordo.

Artigo 7o

A execução do presente acordo será assegurada pela Comissão e pelo Centro de Inspecção Técnica da Finlândia.

Artigo 8o

O presente acordo aplica-se, por um lado, aos territórios em que é aplicável o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia, nas condições previstas no referido Tratado, e, por outro lado, ao território da República da Finlândia.

Artigo 9o

1. O presente acordo é concluído para o período de duração do programa comunitário.

Se a Comunidade proceder à revisão do programa comunitário, o acordo pode ser renegociado ou denunciado em condições mutuamente acordadas. A Finlândia deve ser notificada do conteúdo exacto do plano revisto dentro do prazo de uma semana após a sua adopção pela Comunidade. As Partes Contratantes devem notificar-se mutuamente, no prazo de três meses a contar da data da adopção da decisão comunitária, caso admitam a denúncia do acordo.

2. Caso a Comunidade adopte um novo programa de I&D no domínio da metrologia aplicada e da análise química, o presente acordo poderá ser renegociado ou renovado em condições mutuamente acordadas.

3. Sem prejuízo do disposto no nº 1, cada Parte Contratante pode, em qualquer momento, denunciar o presente acordo, notificando com uma antecedência de seis meses. Os projectos e trabalhos em curso na data em que termina e/ou expira a validade do presente acordo serão prosseguidos até estarem completados, em conformidade com o disposto no presente acordo.

Artigo 10o

Os Anexos A, B e C do presente acordo são parte integrante do mesmo.

Artigo 11o

O presente acordo será aprovado pelas Partes Contratantes em conformidade com os procedimentos respectivos.

O acordo entrará em vigor na data em que as partes Contratantes se tenham notificado mutuamente da conclusão dos procedimentos necessários para este efeito.

Artigo 12o

O presente acordo é redigido em duplicado nas línguas alemã, dinamarquesa, espanhola, francesa, grega, inglesa, italiana, neerlandesa, portuguesa e finlandesa, fazendo fé qualquer destes textos.

Feito em...

Pelo Conselho das
Comunidades Europeias

Pela República da Finlândia

ANEXO A

PROGRAMA COMUNITÁRIO NO DOMÍNIO DA METROLOGIA APLICADA E DA ANÁLISE QUÍMICA (1988/1992)

O objectivo do programa consiste em melhorar a fiabilidade das análises químicas e das medições físicas (metrologia aplicada) de modo a que se alcancem resultados concordantes em todos os Estados-membros.

Os projectos serão escolhidos de entre os domínios considerados de importância primordial para a Comunidade do ponto de vista económico, ambiental ou da saúde pública.

As áreas prioritárias são as seguintes:

a) Análises relativas aos géneros alimentícios e aos produtos da agricultura, em especial:

- análises relativas à produção animal (alimentos, hormonas, antibióticos, etc.) e à qualidade dos cereais, frutas e produtos hortícolas,
- análises relativas à qualidade dos géneros alimentícios transformados (propriedades nutricionais, presença de substâncias perigosas, contaminação bacteriana).

b) Análises relativas ao ambiente, em especial:

- determinação dos vestígios de compostos perigosos em diferentes matrizes,
- determinação dos poluentes do ar nos locais de trabalho,
- mutagenicidade das substâncias químicas.

c) Análises biomédicas, com prioridade para:

- determinação de enzimas e de hormonas (no soro humano),
- testes hematológicos (por exemplo, coagulação do sangue),
- análises relativas a doenças cardiovasculares,
- análises de marcadores tumorais e de medicamentos antineoplásicos presentes no corpo humano;

d) Análises de metais (essencialmente não ferrosos) e análises de superfície dos materiais;

e) Metrologia aplicada. Será dada ênfase especial às medições e aos aferimentos dos parâmetros mais importantes para os laboratórios de ensaios e os laboratórios industriais, nomeadamente para os controlos de qualidade. Os assuntos abordados incluirão, em especial:

- a metrologia dimensional e mecânica (em especial as medições cada vez mais necessárias para a verificação das máquinas automáticas) bem como a caracterização dos estados de superfície,
- os parâmetros mecânicos, tais como a força e a pressão,

- o estudo do desempenho e da exactidão dos novos instrumentos de medição da temperatura,
- o melhoramento da metrologia óptica, nas gamas do visível, do ultravioleta e do infravermelho, bem como no domínio da óptica das fibras e dos lasers,
- medições de grandezas eléctricas, em especial a alta frequência,
- medições no domínio da acústica, nomeadamente no que diz respeito à insonorização,
- medições relativas aos ultra-sons,
- medições de fluxo de líquidos e gases,
- métodos de medição de propriedades físicas de materiais, tais como a condutibilidade térmica, viscosidade, etc.,
- métodos de determinação das propriedades mecânicas dos metais (os trabalhos dirão apenas respeito aos métodos necessários para determinar essas propriedades de modo exacto, e não consistirão em caracterizar materiais),
- aperfeiçoamento das medições tecnológicas executadas na indústria.

As actividades incluem, nomeadamente:

- execução de programas de medição que envolvam a cooperação de laboratórios de vários Estados-membros (intercomparações),
- aperfeiçoamento dos métodos de medição e de análise,
- aperfeiçoamento dos instrumentos necessários para medições de elevada precisão,
- desenvolvimento de padrões de transferência,
- preparação e certificação de materiais de referência,
- armazenamento e distribuição de materiais de referência,
- apoio à criação de circuitos inter-laboratórios a nível comunitário para a garantia da qualidade,
- bolsas de investigação para domínios abrangidos pelo programa,
- intercâmbio e formação de cientistas em domínios abrangidos pelo programa, atendendo às necessidades dos Estados-membros que desejem melhorar as suas capacidades nestes domínios,
- divulgação dos resultados dos projectos,
- publicidade, dirigida a alvos adequados, relativos aos materiais de referência e à promoção da sua venda.

ANEXO B

DISPOSIÇÕES FINANCEIRAS

Artigo 1o

O montante estimado necessário para executar o programa comunitário é de 59 200 000 ecus.

Artigo 2o

A contribuição financeira da Finlândia para a execução do programa comunitário é estimada em 1 063 240 ecus.

Artigo 3o

O calendário das autorizações previsíveis e da contribuição financeira da Finlândia é dado na página a seguir.

Historical Archives of the European Commission

CALENDÁRIO DAS AUTORIZAÇÕES ESTIMADAS
NECESSÁRIAS PARA EXECUTAR O PROGRAMA
COMUNITÁRIO (DOTAÇÕES PARA AUTORIZAÇÕES)
E DA CONTRIBUIÇÃO DA FINLÂNDIA (ECUS)

ANO	AUTORIZAÇÕES PARA			CONTRIBUIÇÃO DA FINLÂNDIA		
	GESTÃO E FUNCIONAMENTO ADMINISTRATIVO	CONTRATOS	TOTAL	GESTÃO E FUNCIONAMENTO ADMINISTRATIVO	CONTRATOS	TOTAL
1988	2 530 150	3 507 850	6 038 000	-	-	-
1989	3 480 500	10 019 500	13 500 000	69 610	200 390	270 000
1990	4 050 000	11 250 000	15 300 000	81 000	225 000	306 000
1991	4 200 000	10 200 000	14 400 000	84 000	204 000	288 000
1992	4 300 000	5 662 000	9 962 000	86 000	113 240	199 240
	18 560 650	40 639 350	59 200 000	320 610	742 630	1 063 240

ANEXO C

REGRAS DE FINANCIAMENTO

Artigo 10

Estas disposições estabelecem as regras de financiamento para a Finlândia, referidas no artigo 20 do Acordo.

Artigo 20

No começo de cada ano, ou sempre que o programa comunitário seja revisto e se verifique um aumento do montante estimado necessário para a sua realização, a Comissão enviará à Finlândia um pedido de pagamento correspondente à sua contribuição para os custos ao abrigo do Acordo.

Essa contribuição será expressa simultaneamente em ecus e na divisa finlandesa, estando a composição do ecu definida no Regulamento 3180/78 do Conselho⁽¹⁾. O valor da contribuição em ecus na divisa finlandesa será determinado à data do pedido de pagamento.

A Finlândia pagará a sua contribuição para os custos anuais ao abrigo do acordo no início de cada ano e, o mais tardar, três meses após o envio do pedido de pagamento. Qualquer atraso no pagamento da contribuição dará origem ao pagamento de juros pela Finlândia a uma taxa igual à taxa de desconto mais elevada aplicada nos Estados-membros da Comunidade na data do vencimento. A taxa será aumentada de 0,25 pontos percentuais por cada mês de atraso.

A taxa aumentada será aplicada a todo o período em atraso. Todavia, o juro só será devido se a contribuição for paga mais de três meses após o envio de um pedido de pagamento pela Comissão.

A Comissão reembolsará as despesas de deslocação dos representantes e peritos finlandeses decorrentes da sua participação nos trabalhos do Comité referido no artigo 40 do acordo, em conformidade com os procedimentos actualmente em vigor, e, nomeadamente, em conformidade com a Decisão 84/338 do Conselho.

Artigo 30

Os fundos pagos pela Finlândia serão creditados ao programa comunitário como receitas orçamentais inscritas na rubrica adequada no mapa das receitas do orçamento geral das Comunidades Europeias.

Artigo 40

O Regulamento Financeiro em vigor aplicável ao orçamento geral das Comunidades Europeias será aplicável à gestão das dotações.

Artigo 50

No final de cada ano, será preparado e transmitido à Finlândia, a título informativo, um apuramento de dotações para o programa comunitário.

(1) JO Nº L 379 de 30.12.78, p. 1.

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVE ET L'EMPLOI

Ce projet a trait à une décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord de coopération entre la CEE et la Finlande relatif au programme de recherche et développement dans le domaine de la métrologie appliquée et des analyses chimiques (1983 - 1992) (BCR).

En tant que tel, ce projet peut avoir un impact positif sur les PME, dans la mesure où il constitue un instrument facilitant l'application uniforme des normes et règlements techniques normis des laboratoires communautaires et ceux de certains pays tiers.

COM(90) 24 final

DOCUMENTOS

PT

16 11

N.º de catálogo : CB-CO-90-046-PT-C

ISBN 92-77-57210-8

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias
L-2985 Luxemburgo